

N. 16

SÉANCES DU MERCREDI 8 FÉVRIER 1961
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 8 FEBRUARI 1961SEANCE DU MATIN.
OCHTENDVERGADERING.

SOMMAIRE :

PROJET DE LOI (Discussion) :

Projet de loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. Discussion générale (suite). *Orateurs* : M. Delmotte, De Grauw, Baert, Hougardy, Yernaux, Doutrepoint, Noël, Bartelous, p. 363.

INHOUDSOPGAVE :

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging) :

Ontwerp van wet voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel. Algemene beraadslaging (voortzetting). *Sprekers* : de heren Delmotte, De Grauw, Baert, Hougardy, Yernaux, Doutrepoint, Noël, Bartelous, blz 363.

PRESIDENCE DE M. STRUYE, PRESIDENT.
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER STRUYE, VOORZITTER.

- MM. Jaspers et Moulin, secrétaires, prennent place au bureau.
- De heren Jaspers en Moulin, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.
- Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
- De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.
- La séance est ouverte à 10 heures.
- De vergadering wordt geopend te 10 uur.

PROJET DE LOI D'EXPANSION ECONOMIQUE,
DE PROGRES SOCIAL ET DE REDRESSEMENT FINANCIER.*Continuation de la discussion générale.*ONTWERP VAN WET VOOR ECONOMISCHE EXPANSIE,
SOCIALE VOORUITGANG EN FINANCIËEL HERSTEL.*Voortzetting van de algemene behandeling.*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi dite unique.

La parole est à M. Delmotte.

M. Delmotte. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le projet dont nous discutons est l'aveu d'une faillite budgétaire et d'une mauvaise gestion financière.

Les mots « d'expansion économique et de progrès social » ne sont que des promesses qui tentent de cacher ces autres mots : « de redressement financier », qui se trouvent dans l'intitulé du projet.

Pour redresser la situation financière mauvaise qu'il a créée, le gouvernement des professeurs d'université semble tout à coup avoir fait une découverte extraordinaire, celle d'une science budgétaire nouvelle.

Et pour le proclamer et lui donner de l'importance, il emploie des termes d'arracheur de dents : « extraire du budget extraordinaire les dépenses de fonctionnement qui se représentent annuel-

lement, équilibrer ces dépenses ordinaires par des impôts et des réductions d'avantages sociaux ou de droits professionnels acquis et ralentir la cadence des emprunts ».

Le gouvernement se décide à adopter une règle que les communes sont tenues d'appliquer strictement depuis toujours.

Pour faire cette découverte, il a fallu augmenter le nombre des ministres. Encore heureux que l'un d'entre eux se soit aperçu que la science budgétaire réelle n'existe que sur le plan communal.

Les renforts universitaires s'aperçoivent donc des erreurs qui ont été commises, en lisant, par hasard, les *Annales parlementaires*, dans lesquelles sont consignés les discours qui ont été prononcés à cette tribune par bon nombre d'administrateurs communaux.

Et comme il est pénible de faire l'aveu d'une faillite budgétaire et financière, le gouvernement découvre qu'il faut aussi redresser les finances communales. De cette façon, il n'est pas seul à rougir. A supposer que des communes soient en difficulté, elles le doivent d'abord au mauvais exercice du pouvoir de tutelle relatif à l'orthodoxie budgétaire, grand mot employé hier par l'honorable M. Warnant.

C'est une première responsabilité du pouvoir central. Et si vraiment le pouvoir de tutelle a été si mal exercé, c'est parce que les communes ont été bien souvent obligées, — et le sont encore à l'heure actuelle, — de supporter des charges qui devraient être celles de l'Etat.

D'autre part, chaque fois que le pouvoir central éprouve des difficultés, il s'en prend aux finances communales, avec la circonstance aggravante qu'il ne respecte pas les lois, créées cependant en leur faveur.

C'est le cas pour la loi de 1948, établie sur le vu des prévisions budgétaires de 1947, base que l'on avait promis de revoir et de rectifier.

Cette révision ne fut pas faite par le gouvernement de 1949 à 1950 de même composition que celui qui va s'en aller, ni par celui de 1950-1954, qui était un gouvernement catholique homogène. Si, de 1954 à 1958, les communes furent un peu mieux traitées, on le doit à celui qui créa la loi de 1948, à notre collègue M. Vermeylen, dont l'action en leur faveur fut certainement conditionnée par la situation financière mauvaise laissée par le gouvernement précédent, qui avait augmenté déjà, d'une façon démesurée, la dette de l'Etat et ses charges. Par ce projet tendant à redresser les finances communales, le gouvernement entreprend le pillage du Fonds des communes, pour ne pas en perdre l'habitude, et le montant de cette opération de hold-up est reporté sur le dos des contribuables communaux.

Lors de la discussion du dernier budget de l'Intérieur, je vous ai mis en garde d'être accusé un jour de rétablir les finances de l'Etat sur le dos des contribuables communaux. C'est ce que vous faites. C'est donc une spoliation continue. Elle est inadmissible.

Vous vous sentez tellement coupable que la règle budgétaire qui devient la vôtre pour l'Etat est détruite pour les communes par le fait que votre projet les autorise à conclure des emprunts pour couvrir les déficits que vous avez provoqués à leur budget ordinaire. Avez de vos erreurs et de vos fautes. Des erreurs et des fautes dont vous ne prenez pas la charge, que vous ne réparez pas honnêtement comme il se devrait, tout en accusant les communes de pratiquer une mauvaise gestion financière alors que c'est la vôtre qui est mauvaise, mais vous la dissimulez.

A maintes reprises, du haut de cette tribune, j'ai toujours dit que les budgets de l'Etat comme ceux des communes devraient être équilibrés de la manière que vous découvrez aujourd'hui, en appuyant sur le fait qu'une politique sociale ne peut survivre qu'avec une bonne situation financière et budgétaire. Vous voulez, dites-vous, y arriver après avoir porté la dette de l'Etat à 400 milliards et sa charge annuelle à près de 22 milliards. Voilà l'erreur que vous avouez par le dépôt de ce projet. Crime budgétaire contre la démocratie sociale, crime que vous voulez minimiser par la promesse de l'expansion économique que vous prônez.

Dans ces conditions, il n'est plus possible d'accepter l'argumentation de l'honorable M. Pierre De Smet, chef de la droite sénatoriale argument qui consiste à rejeter sur tous les gouvernements précédents, et surtout sur celui des gauches de 1954 à 1958, cette charge de la dette et cette mauvaise situation financière que vous esimez devoir redresser.

A vrai dire, il faut croire que vous n'avez pas trouvé une situation financière si mauvaise que cela après les élections de juin 1958, puisque vous n'avez pas cru indispensable d'appliquer, en 1959 et en 1960, la règle que vous présentez pour le moment et que vous avez, plus que jamais, pendant ces années, amplifiée la politique de l'emprunt pour couvrir des dépenses ordinaires, qu'en termes chirurgicaux vous extrayez des dépenses extraordinaires. De cyclique, vous êtes devenu subitement anticyclique, équilibriste, en attendant que vous présentiez un autre tour de cirque dont vous semblez avoir tout le secret.

Vous avouez donc votre échec comme à propos du recensement. L'aveu en a été fait par trois ministres devant la Commission de l'Intérieur, et ce spectacle faisait réellement pitié. Lorsqu'un gouvernement concède un échec sur le plan financier, quand d'autre part il se reconnaît incapable de faire respecter et appliquer une loi parce que ses propres amis lui infligent un refus, il doit avoir le courage de s'en aller. Si le gouvernement actuel avait eu ce courage, il n'aurait pas commis l'erreur de remanier son équipe, d'augmenter démesurément le nombre des ministres, de solliciter la confiance de sa majorité sur des promesses nouvelles — évitant ainsi un jugement sur sa politique antérieure — pour aboutir, et c'est ici le comble, au dépôt de ce projet qui a entraîné les événements que nous venons de vivre.

Partisan du régime parlementaire issu du suffrage universel, j'ai compris l'entrée des libéraux au gouvernement, notre opposition étant là. Mais après tant d'erreurs, je ne comprends pas qu'ils y soient encore.

M. Roland. — Moi non plus.

M. Delmotte. — Je constate qu'ils sont moins susceptibles que lorsqu'ils faisaient partie du gouvernement de gauche, car le dernier remaniement ministériel opéré à l'aide d'unverstaires extraparlamentaires signifiait que M. Eyskens prenait conscience de l'incapacité des membres de son gouvernement. Il négligeait d'ailleurs le recours à tant de ministrables du P.S.C. que l'on peut ainsi ajouter à ceux dont il s'est débarrassé.

M. Verhaest. — Dommage!

M. Delmotte. — Les deux fractions de la majorité gouvernementale se rendent tellement compte qu'elles se sont fourvoyées dans une impasse en présentant cette loi unique qu'il devient impossible de déceler laquelle des deux a décidé la première d'abandonner le gouvernement en acceptant la dissolution du parlement, réclamée par le parti socialiste triomphant.

Lors de l'interpellation de M. Vreven, j'ai cru au départ des libéraux. Malheureusement, ce n'était qu'une comédie puisqu'il est maintenant connu que le discours de l'interpellateur avait été préalablement communiqué au chef de la droite sénatoriale et que celui-ci avait communiqué à l'interpellateur le texte de sa réponse.

M. Doutrepont. — Il est vrai que M. Vreven est entré au gouvernement par la petite porte avec son discours. Ne l'oubliez pas.

M. Delmotte. — C'est ainsi que M. le Premier Ministre eut l'occasion de rassurer les membres de la majorité et aussi de lui promettre que le gouvernement allait sortir d'un immobilisme que deux larrons en foire ne pouvaient plus supporter. Et voilà la naissance du projet de loi que nous discutons, la sortie de l'immobilisme contre la classe ouvrière, contre la sécurité sociale, contre la puissance d'achat de la masse des tout petits : ouvriers, employés, fonctionnaires, classes moyennes, contre les droits acquis, contre les taillables et corvéables à merci. (Interruptions à droite.)

Criez un peu plus fort, Messieurs, je ne vous comprends pas.

M. le Président. — N'en faites rien, Messieurs; continuez, je vous prie, Monsieur Delmotte.

M. Delmotte. — Projet d'investissements nouveaux, constituant des charges pour l'Etat, alors que tant de milliards ont pris la route de l'étranger, projet qui pour être de progrès social, ne contient que des restrictions et des contrôles dont les effets ne peuvent, et encore, se faire sentir qu'à longue échéance, alors que le vote urgent de cette loi est réclamé, projet qui pour être de redressement financier, est un projet d'impositions nouvelles et vexatoires, qui frappe tous ceux qui vivent d'une profession, salariés, appointés ou indépendants. Les créanciers patronaux de l'Etat, à concurrence de nombreux milliards, retrouveront leurs arrhes et même au-delà, tandis que la puissance d'achat de la grande masse de la population sera diminuée par des restrictions d'ordre social, par des impôts sur ses revenus professionnels, par la charge d'impôts communaux supplémentaires, tandis que les charges d'impôts fonciers, y compris les additionnels communaux, les taxes sur le personnel occupé et la force motrice, viennent en déduction du revenu taxable des grosses entreprises industrielles.

Un projet de redressement financier ne se conçoit pas en dehors d'une refonte fiscale s'il veut avoir un aspect démocratique et social. Un salaire d'avant-guerre, multiplié par cinq, ne supporte pas un impôt cinq fois plus élevé, comme il se devrait, mais bien un impôt douze fois plus élevé. Notez au surplus qu'il y a encore beaucoup de salaires horaires se situant entre 20 et 25 francs et ce n'est pas le coefficient d'augmentation signalé hier par M. le Premier Ministre qui change l'aspect douloureux de ce problème.

Le vote de ce projet est donc un coup bas, un coup anti-social. Après l'avoir donné, Messieurs du gouvernement, vous déposez le tablier, pressés que vous êtes d'exploiter des sentiments résultant des causes que vous avez provoquées. En 1955, vous avez fait une marche politique sur Bruxelles, vous avez déparé des rues, Messieurs de la droite... (Protestations à droite. — Exclamations sur les bancs socialistes.)

M. De Winter. — C'est inexact!

M. Roland. — C'est absolument vrai!

M. Delmotte. — Vous avez attaqué des ministres dans leur voiture, vous avez demandé le retrait des dépôts au Crédit communal de Belgique, aux comptes chèques postaux, à la Caisse générale d'épargne et de Retraite, vous avez saboté l'épargne scolaire, vous avez tenté de faire sombrer le franc de l'épargnant, vous avez voulu détruire le crédit de l'Etat. Et tout cela, pour une loi relative à l'enseignement, la loi Collard, que maintenant vous avez adoptée et entérinée dans le cadre du pacte scolaire. (Protestations à droite.)

M. Verhaest. — Vous retardez.

M. Delmotte. — Ne l'avez-vous pas entérinée? Ne construisez-vous pas des écoles? (Interruptions à droite.)

M. E. Claeys. — Vous l'avez enterrée.

M. le Président. — Laissons parler M. Delmotte. Le débat sera déjà très long. Ne l'allongeons donc pas en interrompant l'orateur.

M. Delmotte. — Avouez que les causes des événements récents sont bien différentes de celles qui provoquèrent la situation de 1955. Il y a une différence que tout électeur de bon sens remarquera. Il ne faut donc pas nous jeter la première pierre. Faites attention.

Quant à nous, cette loi unique nous ne l'acceptons pas, nous ne l'accepterons jamais, nous ne l'entérinerons jamais quoi qu'en ait dit hier M. le Premier Ministre.

M. E. Claeys. — Vous la renforcerez certainement.

M. Delmotte. — Ce n'est même pas sa modification éventuelle que nous réclamons, mais bien son abolition pure et simple. Nous maintiendrons cette position. Il est utile que vous le sachiez.

M. Verhaest. — Il ne faut jurer de rien.

M. Delmotte. — M. Collard lui-même, dans l'article qu'il publie aujourd'hui dans le *Peuple*, le dit et le répète.

M. Baert. — Le pays jugera.

M. Delmotte. — Il est donc inutile de persister, c'est tout de suite, c'est aujourd'hui même qu'il faut remettre le tablier.

Vos tractations préalables à la dissolution du parlement, votre marchandage en matière de loi électorale et de loi relative à l'incivisme, sont observées par le pays avec un sentiment général de dégoût et de nausée.

Si, par suite des événements politiques, vous vous maintenez encore quelque temps au pouvoir ou si vous y revenez, n'oubliez pas de faire des économies drastiques au budget de la Défense Nationale, au lieu de vous en prendre à la masse des tout petits.

Surveillez aussi votre Ministre des Travaux publics qui fait des projets pour 200 milliards, à plus ou moins longue échéance, pour reprendre les termes de l'exposé des motifs de votre projet, et qui ne s'inquiète guère de vos soucis financiers, fournissant ainsi la preuve que le projet de loi unique constitue une provocation, que vous vouliez une épreuve de force. Ce Ministre des Travaux publics se découvre brusquement une âme wallonne à la veille d'une consultation électorale, à tel point que nous devons peut-être tracer la frontière linguistique à l'ouest de Diest, à tel point qu'il sera peut-être candidat à Liège pour soutenir ses amis en péril.

Demandez-lui pour quelle raison il refuse, lui qui manipule des milliards, de reprendre à charge de son budget ordinaire les dépenses d'entretien des chemins de grande communication, reprise qui permettrait de réparer dans une certaine mesure le tort que votre politique occasionne aux communes et à leurs habitants.

Si par malheur, Messieurs, vous persistiez dans vos erreurs et vos fautes, il ne me resterait plus qu'à vous dire le mot d'un grand homme, mais un mot qui soulèvera tous les exploités et tous les électeurs communaux : « Bon appétit, Messieurs ». (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. De Grauw.

M. De Grauw. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, lors du vote de confiance sur la déclaration gouvernementale, j'ai justifié mon abstention en spécifiant notamment que je n'avais pas voté contre le gouvernement parce que j'estimais indispensable l'application d'urgence des mesures d'assainissement budgétaire et de relance économique. C'est dire que j'étais d'accord sur le principe de la loi unique. Il est évident qu'après l'affaire du Congo, le gouvernement se trouvait dans la nécessité de trouver des ressources nouvelles permettant de résorber le déficit budgétaire découlant de cette situation financière nouvelle pour notre pays.

Il était non moins évident que tous les Belges devaient, dans la mesure de leurs moyens, contribuer à cet effort fiscal et non le faire supporter uniquement par la catégorie sociale communément appelée « les classes moyennes ».

L'assainissement fiscal devait donc être raisonnable et équitable. L'augmentation modeste proposée du taux de la taxe de transmission répondait à ce critère de juste répartition d'une charge fiscale nouvelle. Il a été suffisamment démontré que si elle avait une incidence réelle sur le coût de la vie, l'indexation des salaires, traitements et pensions la compenserait automatiquement. On constate donc de manière irréfutable qu'en réalité, ce sont une fois de plus les « indépendants », industriels, commerçants, intermédiaires établis à leur compte et les représentants des professions libérales qui sont les plus menacés par cette mesure fiscale. (*Protestations sur les bancs socialistes.*)

Les charges fiscales incluses dans le projet de loi unique devaient avoir une contrepartie logique dans l'assainissement des secteurs « pourris » de l'assurance maladie-invalidité et du chômage, où les

abus les plus outranciers ont, outre le caractère immoral de la fraude, pesé de plus en plus lourdement sur les finances publiques alimentées par l'ensemble des contribuables.

M. De Block. — Il faudrait le démontrer.

M. De Grauw. — Je vous le démontrerai dans quelques instants.

Je sais que ces deux questions suscitent des polémiques passionnées, mais il est notoire que ces abus existent réellement et qu'ils coûtent des milliards par an au Trésor.

Je ne m'entendrai donc pas sur toutes les sortes de fraudes qui se pratiquent en ce qui concerne l'assurance-maladie, car le parlement et l'opinion publique n'en ignorent absolument rien. Pour ce qui est des abus du chômage, ils sont peut-être moins connus.

Le fait que pour 1958 et 1959, selon les statistiques officielles de l'Office national du Chômage et du Placement, environ 20 p. c. des chômeurs « complets » des deux sexes ont été temporairement exclus du bénéfice des « allocations de chômage », est éloquent et on ne peut « taxer » cet organisme de sévérité excessive, bien au contraire.

Il est incontestable aussi qu'il y a, en cette période de haute conjoncture, un nombre trop considérable de chômeurs. Je constate avec effroi l'accroissement invraisemblable du nombre de chômeurs de 50 ans et plus, qui représente 60 p. c. du total des chômeurs complets et 35 p. c. du total des chômeuses complètes.

M. G. Leemans. — A qui la faute?

M. De Grauw. — Je regrette que les mesures en vue d'assurer la réadaptation professionnelle, notamment des chômeuses, mesures instaurées par M. le Premier Ministre Van Acker, n'aient pas été suivies d'exécution effective.

Si, au début, on enregistrait des milliers de chômeurs et de chômeuses se reclassant professionnellement, il faut déplorer que leur nombre n'a cessé de décroître pour atteindre un chiffre dérisoire en 1959.

On peut également se demander pour quelles raisons cette disposition sage autant que saine et utile pour les chômeurs et qui, répétons-le, est d'initiative socialiste, a été abandonnée ou du moins mal appliquée.

Elle avait eu, notamment, pour effet l'élimination de 2078 chômeuses en 1956 contre 160 seulement en 1959.

A cet égard, j'estime que grâce à une réadaptation professionnelle rationnelle, un grand nombre de chômeurs pourraient retrouver du travail dans des secteurs qui réclament de la main-d'œuvre et la trouvent même par l'apport considérable de travailleurs étrangers.

Je ne vois aucune disposition de cette nature dans le projet, pas plus que pour reclasser les chômeurs âgés, surtout dans le secteur « employés ». On connaît l'antienne! Les employeurs du « privé » ont une répugnance évidente et profondément injuste à engager des employés qui ont dépassé la quarantaine. Ils prétendent que l'expérience n'a plus aujourd'hui les vertus de jadis et lorsqu'ils admettent que ces chômeurs réunissent effectivement les conditions, disons techniques, de recrutement, ils font valoir deux arguments valables. Le premier est que les charges sociales devant assurer leur pension sont plus onéreuses que lorsque le recruté est engagé au début de sa carrière. Leur second argument consiste à se demander pourquoi l'Etat ne montre pas l'exemple en admettant le recrutement de candidats de plus de 35 ans.

Ce problème n'est pas spécifiquement belge; il s'est posé dans le monde entier. La France l'a résolu en réservant un grand nombre d'emplois publics subalternes généralement aux gens de plus de 40 ans : buralistes, commis aux écritures, gardiens de musées, etc. Aux Etats-Unis d'Amérique ce sont les syndicats qui ont fait insérer dans la législation des clauses de solidarité ouvrière garantissant l'embauche de travailleurs de plus de 40 ans selon des quotas variables, mais allant jusqu'à 20 p. c. des emplois à conférer.

Je pourrais citer de nombreux autres exemples dignes d'être suivis. Je considère que ce problème doit être sérieusement étudié avec la volonté de trouver les solutions adéquates. Je songe bien certainement à l'expansion économique susceptible de créer des milliers d'emplois nouveaux, mais également à une réadaptation professionnelle effective. A cet égard, notre magnifique enseignement technique et commercial permettrait à des milliers de travailleurs, ouvriers et employés, de retrouver des emplois lucratifs moyennant un effort normal qu'il est permis de leur réclamer et qui pourrait être stimulé par une prime substantielle, matérielle, d'encouragement.

Si l'avenir des jeunes doit nous préoccuper, l'heure est venue aussi de se pencher sur le drame moral et la tragédie matérielle dans lesquels se débattent ces quelque 70 000 chômeurs complets

des deux sexes, soit 41 p. c. du total. Ce taux exorbitant de 41 p. c. en 1960, période de plein emploi, doit être mis en regard de celui, plus modéré de 26 p. c. en 1949.

Si l'on avait pris des mesures adéquates à cette époque, la gravité de la situation ne serait pas aussi aiguë.

J'espérais que le projet soumis à nos délibérations s'attaquerait résolument aux sources du mal endémique du chômage dont souffre l'économie nationale et qui a, lui aussi, deux volets : la création d'emplois nouveaux et la suppression de la fraude.

Quand on parle de fraude sur le plan social, on rappelle immédiatement que les mêmes fraudes existent en matière fiscale. Nul ne songe à le contester et je suis de ceux qui pensent qu'il convient de les réprimer avec une égale sévérité.

Mais il convient de respecter la justice. Si le précompte tend à réprimer l'évasion fiscale, je constate cependant deux dispositions injustifiables : d'abord l'obligation pour les contribuables ne possédant pas de capitaux mobiliers d'avancer, sans intérêt, des sommes d'argent à l'Etat; ensuite pour ceux qui perdront leur « acompte », s'il ne dépasse pas 300 francs, et, vertu du fait que le Trésor ne rembourse pas des sommes inférieures à ce montant.

Enfin, il est, à mon avis, grand temps de réduire les dépenses excessives de l'Etat. Il faudrait des heures pour énumérer les dépenses qui sont sujettes à compression. Dans le seul domaine de la papeterie et des publications manifestement inutiles, de nombreuses dizaines de millions sont à économiser.

Que dire du parc automobile et du mauvais fonctionnement des rouages vétustes de l'Etat? Sans verser dans la critique systématique, il est hors de doute que des réformes salutaires pourraient être entreprises qui auraient pour conséquences des réductions substantielles des dépenses publiques.

Les subsides aux organismes parastataux devraient être revus, et des moyens efficaces pourraient résorber les déficits trop lourds des chemins de fer.

Je reconnais que le Ministre des Communications s'est penché sur ces problèmes, et qu'il a mis au point un plan quinquennal qui devrait résorber, à raison d'un milliard par an, le déficit chronique de la S.N.C.B., qui atteint quelque 8 milliards par an.

Le poids des pensions, incompressible — si ce n'est par l'élimination naturelle des légitimes bénéficiaires — des tarifs n'atteignant dans la plupart des cas qu'un quart du prix de revient, d'une multitude de réductions tarifaires difficilement justifiables, ont créé ce déficit. C'est un fait reconnu par tous les gouvernements.

Tous ont admis la nécessité d'assainir, mais je constate que dans l'actuel projet de loi, la résorption du déficit n'atteint que 700 millions. Nous sommes donc en retrait par rapport à ce que prévoyait le plan quinquennal de l'honorable Ministre des Communications.

Le sens de l'équité est également heurté à l'énoncé des mesures prises en matière de pensions des agents des services publics. Que l'on veuille fixer l'âge de la pension à 65 ans, la mesure est défendable à plus d'un titre : augmentation de la longévité humaine et nécessité de réduire la charge budgétaire des pensions. Mais il convient de traiter cette épineuse question avec humanité et justice, et, si possible, comme on l'a si souvent proclamé, — même des leaders socialistes ont été les premiers à le dire — dans le cadre d'une refonte générale des pensions, que M. Merlot a notamment annoncée, et qui n'a jamais été réalisée par aucun gouvernement.

Peut-on raisonnablement demander, par exemple, à une institutrice de l'enseignement primaire ou gardien d'exercer ses fonctions au-delà de 55 ans, alors qu'elle aurait trente années de service dans un secteur de l'enseignement, où les nerfs et la résistance physique sont mis à une contribution extraordinaire? Je crois que ce n'est pas raisonnable.

Il est d'autres cas similaires. Peut-on raisonnablement demander à des agents communaux de renoncer à des droits acquis par le truchement des conventions bilatérales? Pour les intéressés, les notions de droits acquis et celle de légitimes espérances sont synonymes. On ne peut tromper les gens.

A cet égard, il faudrait à mon sens prendre l'avis du Conseil d'Etat avant de légiférer dans ce domaine, afin de ne pas commettre d'injustices.

M. Rolin. — Très bien!

M. De Grauw. — Que dire de cette mesure, qui heurte le sens commun dans un domaine aussi délicat que celui de la santé publique, et qui réside pratiquement dans la suppression du libre choix du médecin pour les assujettis au F.N.A.M.I., en les privant arbitrairement de la ristourne mutualiste si le médecin choisi ne figure pas sur la liste d'agrément? Pour ma part, je n'accepterai

jamais cette atteinte à la liberté individuelle, et je considère qu'il existe d'autres moyens susceptibles de supprimer les abus. Par exemple, en mettant un frein à l'abus pratiqué par des polycliniques en matière de prescriptions de radiographies...

M. Remson. — Apportez-en la preuve.

M. De Grauw. — Il y a, de l'avis du corps médical...

M. Rolin. — C'est grotesque.

M. De Grauw. — Ce n'est pas grotesque du tout, Monsieur Rolin, cette expression m'étonne de votre part. Car c'est l'avis des médecins...

M. Remson. — Chasse gardée!

M. Rolin. — Il est heureusement de nombreux médecins qui ne sont pas d'accord sur ce que vous dites.

M. le Président. — Veuillez laisser parler l'orateur. M. De Grauw n'a pas l'habitude d'interrompre.

M. Rolin. — Je ne puis laisser présenter la question de cette manière. On ne peut dire que tous les médecins sont d'accord sur ce qu'avance M. De Grauw.

M. De Grauw. — Je pourrais vous mettre en contact avec un nombre considérable de médecins qui vous prouveraient que c'est exact.

M. Rolin. — Fort heureusement, j'ai d'autres avis à vous opposer.

M. De Grauw. — Il serait oiseux d'étendre dans ce domaine les suggestions, puisqu'il existe depuis des mois une Table ronde du corps médical, des mutualistes et du gouvernement pour rechercher les solutions adéquates à ce grave problème auquel, Monsieur Rolin, vous ne semblez vouloir attacher aucune importance.

M. Rolin. — Au contraire!

M. De Grauw. — Ces remarques, critiques et suggestions ne représentent qu'une faible part de ce que je pourrais dire à propos de la loi unique, mais justifient à son égard les plus expresses réserves, non pas concernant le but de la loi que j'approuve dans son principe, mais ses dispositions que j'estime être dans l'ensemble insuffisantes, parfois arbitraires, et, je le crains, trop souvent inefficaces. (Applaudissements sur les bancs libéraux.)

De heer Voorzitter. — Het woord is aan de heer Baert.

De heer Baert. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, het zal u misschien verbazen mij te horen zeggen dat het met een zekere opluchting is dat ik het indienen van de eenheidswet heb begroet. U begrijpt dan ook onmiddellijk dat ik niet alleen voorstander van die wet ben, maar zelfs — wat misschien wel een uitzondering is — een enthousiast voorstander.

Met de regering geef ik toe dat deze wet onvolledig en onvolmaakt is. Doch, zij is naar mijn bescheiden mening de eerste zo noodzakelijke stap naar een economisch en financieel herstel. Ik hoop dat zij ook een terugkeer naar meer realiteitszin betekent, zowel bij de regering, bij het parlement, bij de sociale en economische groeperingen, als bij de ganse bevolking. Zonder deze realiteitszin zal deze wet wel niet nutteloos zijn geweest, maar zal zij toch aan doelmatigheid inboeten, gezien het programmatisch gedeelte ervan dan niet, of slechts gedeeltelijk, zou worden toegepast.

Want al te gemakkelijk schrijft men de toestand waarin wij ons bevinden, toe aan de Congo-gebeurtenissen. Ongetwijfeld is dit jammerlijk avontuur voor een deel aansprakelijk voor deze toestand. Doch, het was, volgens mij, enkel de druppel die de emmer heeft doen overlopen.

Ook zonder de Congocrisis, maar dan wellicht iets later, zouden wij in dezelfde benarde toestand zijn gekomen. De ware schuld ligt bij de gemakkelijheidspolitiek die door bijna alle regeringen sedert de bevrijding werd gevoerd.

Het strekt de heer Eyskens en zijn regering tot eer, dat zij het land hebben ingelicht over de toestand waarin de omstandigheden, doch ook onze eigen fout en onze misrekeningen, het land hebben gebracht.

Het strekt de heer Eyskens ook tot eer dat hij de moed heeft gehad het gevaarsignaal op rood te zetten, op een ogenblik dat de meesten onder ons liever de pijnlijke toestand met gesloten ogen voorbij zouden zijn gegaan.

De Eerste-Minister heeft het zeer kernachtig en bevattelijk gezegd, toen hij verklaarde dat het uur der waarheid geslagen was. Al te lang hebben wij ons tevreden gesteld met halve maatregelen. Al te dikwijls heeft men, omdat het zoveel gemakkelijker en zoveel aantrekkelijker was, geloof gehecht aan de theorie dat men geen duidelijk onderscheid meer behoefde te maken tussen de gewone en de buitengewone begroting. Men is gaan geloven dat men in een moderne Staat minder rekening diende te houden met de orthodoxe financiële politiek, en dat men bijna op onbeperkte wijze de gewone verbruiksuitgaven mocht dekken door leningen, zonder dat hieruit een blijvend nadeel voor het land zou voortvloeien.

Jaren lang hebben wij op die wijze blanco wissels op de toekomst getrokken. Zeker is het dat de snelle vooruitgang van de produktiemiddelen en de enorme mogelijkheden om nieuwe rijkdommen te scheppen in enigermate een dekking betekenen voor de blanco wissels die men op de toekomst heeft getrokken. Doch, wij zijn in schromelijke overdrijving vervallen. De Congocrisis, samen met de kolencrisis, hebben hiervan het bewijs geleverd. Uiteindelijk is de toestand onhoudbaar geworden. Indien wij niet onmiddellijk een grote inspanning leveren, kunnen onze wissels op de toekomst niet meer gehonoreerd worden. De toestand is misschien nog niet dramatisch, doch het is in elk geval vijf vóór twaalf. Diepgaande maatregelen moeten onmiddellijk worden genomen, anders gaan wij regelrecht naar het failliet van onze staatsfinanciën, met al de pijnlijke en onvoorziene gevolgen van dien.

Ik begriep heel goed dat de heer Eyskens en de Minister van Financiën hier nooit het woord « muntontwaarding » hebben gebruikt.

Het is immers zeer gevaarlijk wanneer een minister dergelijke woorden uitspreekt aangezien een verkeerde interpretatie of een verkeerd aanvoelen van de situatie door het publiek, een bedreiging zou zijn voor de staatsfinanciën.

Ik ben er echter van overtuigd — en heel wat mensen in het land voelen het zo aan — dat, indien geen strenge saneringsmaatregelen worden getroffen, de muntontwaarding vóór de deur staat en zelfs zeer dichtbij is. Dat zou echter de laatste mogelijke oplossing zijn, het is de slechtste en in ieder geval de minst eerlijke.

In jaren van zware crisis, zoals bij voorbeeld in oorlogstijd, moet een land noodzakelijk zijn orthodoxe financiële politiek laten varen. De gevolgen hiervan doen zich na het beëindigen der vijandelijkheden nog lang gevoelen. Wij hebben de ervaring van twee oorlogen en talrijke voorbeelden van de ons omringende landen om de conclusie te kunnen trekken dat de terugkeer tot een gezond financieel regime slechts kan geschieden mits het nemen van harde onaangename maatregelen, en dat dit steeds gepaard gaat met een periode van austeriteit.

De heer Vermeylen. — Als die maatregelen doeltreffend zijn.

De heer Baert. — Over de doeltreffendheid kan men natuurlijk redetwisten, maar zij zijn noodzakelijk.

De sociale vooruitgang wordt er wel enigszins door geremd, doch het is slechts mits deze inspanning dat nieuwe rijkdommen in voldoende mate kunnen geschapen worden om de geleden schade te vergoeden, de armoede te ondervangen en de weg te openen naar nieuwe sociale vooruitgang. Het niet nemen van de nodige maatregelen leidt noodzakelijk naar sociale achteruitgang of stagnatie. Hoe vroeger het vraagstuk aangepakt wordt, hoe ingrijpender de maatregelen zijn, hoe sneller en hoe vollediger de genezing zal zijn. Er zijn voorbeelden genoeg in het verleden, om deze bewering kracht bij te zetten.

De regering van Londen heeft nooit in een geur van heiligheid gestaan bij de bevolking. Schijnbaar was de minst aangename gift die zij ons over het Kanaal bracht, de wet-Gutt. Ook deze wet, zoals de huidige eenheidswet, kende sterke tegenstand, zelfs dan nog wanneer de gunstige gevolgen ervan voor iedereen merkbaar hadden moeten zijn, en men in het buitenland was gaan spreken over het Belgisch mirakel. Na de oorlog van 1914-1918 durfde men dergelijke maatregelen niet aan — men kende ze trouwens niet — en sleepten wij jarenlang een ziekelijke financiële toestand mede, die dan nog maar gedeeltelijk verbeterd werd door opeenvolgende devaluaties van de munt.

Dichterbij ons nog liggen de voorbeelden van Nederland en West-Duitsland, die in veel ongunstiger voorwaarden dan de onze hun volledig economisch herstel hebben bewerkt. Laten wij tien jaar achteruitblikken. Terwijl onze burenen nog gestraft waren met ravitailleringmaatregelen en allerlei sociale en economische beperkingen, werd België aangezien als het rijkste land van Europa en kreeg onze Belgische frank de vererende titel van « dollar van Europa ». In de landen van toerisme zwaaiden de Belgen de plak. Op bijna uitdagende wijze, voerden zij hun gloednieuwe zware Amerikaanse wagens over de wegen van Europa en sprongen zij

rijkelijk om met het geld. Ongetwijfeld waren wij minder getroffen door de oorlog dan onze onmiddellijke geburen en hadden wij niet, zoals Nederland, de beschikking verloren over onze koloniale bezittingen, maar wij hadden daarbij onmiddellijk na de bevrijding de moed opgebracht onze munt te saneren. Pijnlijke operatie, die ons echter zeer vroeg de volledige genezing bracht.

Dit is bij voorbeeld niet gebeurd in Frankrijk. Gij weet dat vóór de muntsanering, de Franse frank officieel stond op 0,87 Belgische frank. Acht dagen na de muntsanering, kon men de Franse frank overal kopen tegen 0,22 Belgische frank. Jarenlang heeft Frankrijk de miserie van het niet-saneren van zijn munt medegesleept.

Het voorbeeld van Duitsland is nog kenschetsender. Duitsland betaalde destijds met Amerikaanse sigaretten tot op het ogenblik dat de volledige stabilisatie van de munt Duitsland op de weg bracht van de voorspoed die het nu kent. Men spreekt van het Westduitse mirakel. Met evenveel recht kan men spreken van het Nederlandse mirakel. Hoe komt het dat het Belgische mirakel van na de oorlog zo volledig vergeten is? Hoe komt het toch dat ons land, dat toch bekend is om zijn durvende initiatieven en om de werkkraft van zijn bevolking, vanuit die hoogte de hoogte op enkele jaren tijds zo laag is gevallen dat het door al zijn geburen wordt voorbijgestreefd? Daarvoor zijn toch redenen. Dat is toch zo maar niet vanzelf gekomen.

Het antwoord ligt, dunkt mij, voor de hand. Waar onze geburen de moed hebben gehad om te volharden in hun streven naar herstel, en de nodige inspanningen deden, hebben wij hier de zaken op hun beloop gelaten en een gemakkelijke Sint-Niklaaspolitiek gevoerd. Het zou stilaan voor iedereen duidelijk moeten worden dat een dergelijke faciliteitspolitiek ook haar grenzen heeft en dat men niet ongestraft tot in het oneindige rijkdommen kan verdelen nog vóór zij geschapen zijn.

Een Amerikaans zakenman, die België bezocht ten tijde van de Expo, maakte de opmerking dat de Belgen ofwel zeer rijk waren, ofwel een beetje gek. Nu blijkt het dat we welstellend zijn, doch niet zo rijk als de uiterlijke tekenen lieten vermoeden en dat we dus wel een beetje gek waren.

Waar ligt de redding? Waar ligt de remedie? Zij ligt, dunkt mij, voor de hand. Men vraagt aan het land een inspanning, niet van enkelen, maar van allen. Zo het land hierop gunstig antwoordt, zal de genezing zich zeer spoedig voltrekken en zullen wij zeer snel terug de hoogten bereiken, waarvan wij nooit hadden moeten afdalen. Een land zoals het onze heeft alle troeven in de hand om zich snel te herstellen. De basis van dit herstel ligt in onze nijverheid die, wat men ook ervan moge zeggen, niet zo een achterstand kent als sommigen wel willen doen geloven. Ik heb een te groot geloof in de werkkraft van onze bevolking en in haar gezond verstand, om niet de overtuiging te hebben dat, zodra het land begrepen heeft dat de voorgestelde maatregelen noodzakelijk zijn voor een spoedig en volledig economisch en financieel herstel, wij zeer spoedig betere tijden zullen kennen.

Indien het land erg ziek was, het zou gemakkelijk iedere bittere medicijn slikken. Het land voelt zich echter niet erg ziek; de symptomen lijken nog altijd niet zeer duidelijk te zijn. Het is dan ook meer dan geboden dat de regering en alle verantwoordelijke instanties een juist en objectief begrip van de werkelijke toestand aan de bevolking bijbrengen. Indien de regering hierin lukt, zal zij door het land gevolgd worden. Juist omdat ik dat begrijp, ben ik een enthousiast voorstander van deze wet van herstel en ben ik bereid alle minder goede beschikkingen op de koop toe te nemen.

Men zou echter ten zeerste ongelijk hebben de gevraagde inspanning te onderschatten. Wat Congo betreft, heeft een gekend econoom kunnen schrijven dat dit verlies niet zo groot is. Het nationaal bezit van België op 2200 miljard schattende, komt hij tot de conclusie dat de in Congo geïnvesteerde vermogens slechts 3 pct. van die som bedragen. Men verlieze echter niet uit het oog dat de kapitalen die wij in Congo bezitten, bijna alle geïnvesteerde kapitalen zijn die dividenden oprichten. Zij bedragen dus veel meer dan 3 pct. van onze geïnvesteerde kapitalen. Al moet men geen rekening houden met een totaal verlies, toch wete men dat gedurende nog vele jaren deze kapitalen uitsluitend zullen moeten dienen om de Kongolese economie te schragen.

Het is niet te verwachten dat vóór vele jaren uit Congo één frank terug naar het moederland zal komen. Indien wij over deze kapitalen zouden beschikken voor de belegging ervan in België, zouden zij volstaan om nieuwe industrieën op te richten, die rechtstreeks of onrechtstreeks aan 100000 man werk zouden verschaffen. Ik geloof dat dit cijfer een betere maatstaf is van het verlies of ten minste van de bevrozing van deze kapitalen.

Erger is het gesteld met onze koloniën.

Het jaarlijks verlies van zoveel miljoen ton kolen betekent niet alleen nieuwe werkloosheid, doch ook de verplichting dit verlies te vervangen door in het buitenland aangekochte energiemiddelen. Dit zal natuurlijk het deficit van onze handelsbalans vergroten en ons tevens de verplichting opleggen nieuwe bronnen van uitvoer te bemachtigen. Het betekent ook een gelokaliseerde sociale spanning, waarvoor niemand onder ons onverschillig kan blijven en waarvoor wij allen hopen dat zo spoedig mogelijk een duurzame regeling zal worden gevonden.

De sedert de bevrijding gevoerde kolenpolitiek is jammerlijk uitgevallen. Hoofdzakelijk hebben wij op dat gebied eens te meer een gemakkelijksheidspolitiek gevoerd: subsidiëring, verdeling van de winsten tussen de goede mijnen en de minder goede. Wij hebben allerhande maatregelen getroffen. Geen enkele daarvan was volledig verantwoord, tenzij de verantwoording die ons gegeven is door de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal. Deze is verbijsterend geweest. De ganse verantwoordelijkheid ligt toch niet bij ons.

Het is nog maar enkele jaren geleden dat de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal ons liet weten dat men in de toekomst rekening moest houden met een zeer groot deficit aan kolenproductie. Hierop voortgaande hebben wij gedacht dat het dus ook geen zin had de kolenmijnen te sluiten. Er werden dus maatregelen getroffen om zelfs nog marginale kolenmijnen in het leven te houden. Die politiek is mislukt. Nu luidt men een nieuwe politiek in die met moed wordt doorgedreven door de huidige regering. Er komen allerhande bijkomende vraagstukken bij te pas. Zoals ik zoeven zegde, hoop ik echter dat daaraan zo spoedig mogelijk een oplossing zal worden gegeven.

Dit alles doet zich voor op het ogenblik dat de kapitaalmarkt minder en minder toegankelijk wordt voor onze industrieën door het abusief afschuimen van de markt door de Staat. Het is niet zonder enige verbazing, Mijnheer de Minister, dat ik gezien heb dat zelfs de Spoorwegen er niet in zijn geslaagd verleden week de kapitalen te vinden die zij hoopten onderschrijven te zien op de kapitaalmarkt. Er zijn daarvoor wel allerlei psychologische redenen,...

De heer Van Houtte, Minister van Financiën. — Inderdaad!

De heer Baert. — ... maar in ieder geval zult u toegeven dat de Staat de kapitaalmarkt toch heeft afgeschuimd.

Ook het buitenland — dat geldt vooral voor de Verenigde Staten van Amerika — schijnt minder bereid te zijn kapitalen in West-Europa te investeren. In de Verenigde Staten wordt immers in eigen land een nieuwe politiek van investeringen gevoerd. Zij zullen zeker niet tot volledige stopzetting van buitenlandse beleggingen overgaan, maar deze beleggingen zullen in elk geval aanzienlijk verminderen. De laatste voelingen en stakingen waren ook niet van aard om de Verenigde Staten ervan te overtuigen dat België een geschikt land is om er nieuwe kapitalen te beleggen.

Wij hebben dus niet alleen het probleem van onze eigen economie en financiën op te lossen. Daarbij hebben wij nog de zeer moeilijke opdracht het verloren krediet terug te winnen. Daarom lijkt mij de programmatie die vervat is in de toelichting bij het wetsontwerp tot herstel belangrijker dan de wetteksten zelf, die slechts een aanloop moeten zijn naar het doel dat wij ons stellen. Zij zijn een leidraad waarvan in de toekomst niet mag worden afgeweken. De uitvoering ervan veronderstelt een sterke regering en een gedisciplineerde meerderheid.

Welke ook de regering van morgen zij, ze zal rekening moeten houden met de toestand waarin wij verkeren. Ook de huidige minderheid zal zich bij de feiten moeten neerleggen. Zij weet dat maar al te goed en daarom beschouw ik haar oppositie tegen de voorgestelde wet als woordenkraam zonder grondige inhoud, en in ieder geval niet steunend op een overtuiging.

Ik wil mijn bewijsvoering niet ontzenuwen door een ontleding van de punten van het ontwerp van wet die minder gunstig lijken. Dit ontwerp is een geheel en moet dan ook in zijn geheel worden beoordeeld. Moedig toegepast, zal de eenheidswet een zegen worden voor het land.

Wij mogen in geen geval defeatist zijn. Ons land is nog rijk genoeg om aan alle Belgen die willen werken een onbekommerd bestaan te verzekeren.

Sociale achteruitgang is niet denkbaar. Sociale vooruitgang is ook nu nog mogelijk, maar dat men verstandig zij en, wars van alle demagogie, zich meer gaat bekommeren om de minder talrijke doch soms tragische gevallen die zich voordoen.

In het verleden heeft men al te veel rekening gehouden met de massa en te weinig met de werkelijk sociale gevallen.

Men beweert, Dames en Heren, dat onze instellingen verouderd zijn. Het is mogelijk, maar ik stel vast dat de ons omringende landen met dezelfde instellingen niet de last hebben die wij onderwinden.

Nederland, Groot-Brittannië, West-Duitsland en de Scandinavische landen hebben juist dezelfde politieke structuur als België, zonder de moeilijkheden ervan te kennen.

Frankrijk, met een gelijkaardige politieke structuur, heeft vele jaren met moeilijkheden te kampen gehad, met het gevolg dat het nu een regime heeft dat, hoewel in name democratisch, toch afwijkt van hetgeen wij als « democratie » bestempelen. Dat is ook het gevaar dat ons bedreigt indien wij niet afzien van de opvattingen die wij er de laatste jaren hebben op nagehouden. Indien wij steeds een politiek van gemakzucht voorhouden, en de partijen zoals in het verleden aan demagogie blijven doen, — zij zullen dat altijd wel gedeeltelijk doen, — ...

De heer Doutrepont. — Dat geldt voor alle partijen!

De heer Baert. — Akkoord, Mijnheer Doutrepont. U hebt genoeg ervaring om te weten dat er altijd enige demagogie bij te pas komt, maar de laatste tijd werd in dit opzicht toch een bepaalde grens overschreden. Daardoor zijn wij nu in een benarde toestand geraakt.

De Eerste-Minister heeft gezegd dat het uur van de waarheid is geslagen. Ik ben van oordeel dat bovendien voor het parlement en voor anderen het ogenblik is gekomen om tot inkeer te komen. *(Handgeklap rechts.)*

M. le Président. — La parole est à M. Hougardy.

M. Hougardy. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la situation financière de la Belgique peut se résumer comme suit : augmentation de 56 milliards de la dette publique pendant ces vingt-huit derniers mois, tandis que la dette extérieure à court terme, qui était de 9 milliards 700 millions le 1^{er} juillet 1958, était, au 31 décembre 1960, de 25 milliards 529 millions. Les recettes fiscales, qui étaient de 89 milliards à fin 1957, se sont élevées à plus de 111 milliards à fin 1960.

Prenant conscience de la gravité de la situation, le gouvernement a cru devoir proposer au parlement une série de mesures contenues dans le projet de loi que nous discutons.

Rarement un projet de loi a soulevé un nombre aussi élevé de protestations.

Il est vrai que le contribuable est l'objet d'une offensive fiscale, jamais atteinte à ce jour, de 8 à 9 milliards d'impôts nouveaux en une seule fois.

La question qui se pose est de savoir si le projet qui est soumis au parlement sera de nature à redresser la situation financière de la Belgique, à assurer son expansion économique et sociale et à mettre fin à la politique de laisser-aller et de gaspillage.

Personnellement, je ne le crois pas.

J'ai examiné le projet sans aucun préjugé et je suis arrivé à la conclusion qu'il ne mettra pas fin au déséquilibre des recettes et des dépenses, mais, ce qui est tout aussi grave, empêchera notre expansion économique.

En ce qui concerne les dépenses, l'honorable Ministre des Finances a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que les nouveaux accroissements de dépenses absorberont, durant les prochains exercices, les augmentations de recettes, et cela au moment où le gouvernement promet 10 milliards d'économies!

Du point de vue économique, l'augmentation de 20 p. c. des taxes assimilées au timbre influencera directement nos prix, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, alors que tout le monde sait que, dans de nombreux secteurs, si nous n'avons pas atteint notre limite de capacité de production et si le chômage reste toujours important dans une période d'expansion, c'est parce que nos prix ne sont pas compétitifs.

J'espère que les prévisions optimistes du Ministre des Affaires économiques se réaliseront et que l'index ne sera pas influencé par cette augmentation de taxes, car une augmentation de salaires, dont personne ne bénéficierait, entraînerait des fermetures d'usines et un chômage encore plus important.

Il ne faudrait pas que les efforts louables du Ministre du Commerce Extérieur soient contrecarrés par une politique fiscale qui empêcherait l'expansion de nos exportations, indispensable pour l'équilibre de notre balance commerciale.

Une seconde caractéristique du projet qui nous est soumis, c'est que le gouvernement a tablé, pour l'établissement de ses prévisions, sur la persistance d'une conjoncture économique favorable, qui entraînera un accroissement automatique de 4 milliards et demi de recettes fiscales et une diminution de 1 milliard 10 millions des allocations de chômage.

Il est peu probable que ces prévisions optimistes se réalisent. En effet, le rythme de notre production s'est ralenti au cours du dernier trimestre de 1960.

Le Ministre des Affaires économiques l'a d'ailleurs reconnu lorsqu'il a déclaré que notre économie souffrait d'essoufflement au cours de ces derniers mois.

N'oublions pas que parmi les pays du Marché commun, c'est en Belgique que l'évolution de la productivité a été la moins favorable et que nous serons encore handicapés pendant longtemps pour affronter la lutte au sein du Marché commun, tant par le coût élevé de notre main-d'œuvre que par notre manque d'équipement industriel.

Cet alignement du coût de la main-d'œuvre sur les autres pays du Marché commun ne se réalisera pas rapidement, étant donné que le Traité de Rome nous obligera bientôt d'appliquer l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins.

Je ne veux pas manifester un pessimisme exagéré, mais puisque le gouvernement veut en revenir à une politique de stricte orthodoxie financière et de vérité, il aurait été de loin plus logique de maintenir les prévisions de recettes à leur niveau antérieur et d'escompter des dépenses au moins aussi élevées que l'an dernier.

Une troisième caractéristique de la loi unique, c'est de faire supporter par le budget ordinaire toutes les dépenses qui s'y rapportent et de ne recourir aux emprunts que pour les dépenses d'investissement, afin de laisser plus de facilités d'emprunt au secteur privé. Intention très louable lorsque l'on sait que sur un total de 34 milliards d'emprunts émis sur le marché belge, les emprunts des pouvoirs publics et des parastataux représentaient, à eux seuls, plus de 28 milliards.

Ce but d'atténuer l'appel du secteur public au marché des capitaux sera-t-il atteint?

Encore une fois, je ne le crois pas. En effet, le Ministre des Finances estime qu'il devra lancer des emprunts pour un montant de 14 milliards, auxquels viendront s'ajouter 6 milliards pour le Fonds des routes et la Société nationale des Chemins de fer; 6 milliards pour consolider les dettes des communes; 700 millions pour supporter la charge des emprunts congolais garantis, plus encore les emprunts des communes, prises individuellement, et de certains parastataux, qui attendent aussi de pouvoir réparer sur le marché des capitaux.

De plus, vu l'augmentation de la dette extérieure à court terme au cours de ces derniers mois, il sera également nécessaire de procéder à une consolidation, partielle peut-être, mais qui entraînera de toutes manières un emprunt.

Je crois pouvoir en conclure que le montant total des émissions atteindra un niveau très élevé, qui peut être évalué à 35 milliards environ et que le gouvernement n'aura pas atteint le but qu'il s'est assigné.

Le gouvernement compte aussi sur la recette que lui procurera le précompte, alors que le Ministre des Finances ne peut en évaluer le rendement, même à quelques centaines de millions près.

D'autre part, je ne puis admettre l'argument suivant lequel tous ceux qui combattent le précompte sont des fraudeurs fiscaux ou bien les défendent.

Le gouvernement rend un très mauvais service au crédit de la Belgique en transformant la majorité des Belges en fraudeurs fiscaux, tout comme d'autres transforment trop facilement les ouvriers en fraudeurs sociaux.

Le précompte est le résultat d'une improvisation qui a déjà coûté 20 milliards à l'épargne belge et il est indéniable que le dernier emprunt a été sauvé grâce aux déclarations improvisées de M. Van Houtte.

Alors que le Sénat est à la veille de voter le précompte, le Ministre des Finances n'a pas encore exposé exactement son mode de perception et de remboursement.

Quel que soit le système adopté, il est certain que la comptabilisation, les retenues, les demandes de restitution, tant en Belgique qu'à l'étranger, le contrôle, le contentieux, supposeront de la part des secteurs, tant publics que privés, une quantité importante de nouveaux employés dont les charges devront être déduites du rendement du précompte.

Ce qui est certain, c'est que le précompte aura, longtemps encore, une influence défavorable sur le marché des capitaux, à un moment où la Belgique a un besoin urgent de capitaux frais pour créer des industries nouvelles ou pour convertir les industries existantes. De plus, et tous les spécialistes l'admettent, le précompte entraînera un accroissement des charges de la Dette publique par une augmentation du taux d'intérêt au moment du lancement des emprunts.

Du point de vue de l'inquisition fiscale, répondant à des craintes exprimées, M. Van Houtte a déclaré, sous le coup de la panique boursière, que si le précompte faisait découvrir des revenus mobiliers non déclarés, il n'y aurait pas de rappel de droits et que des instructions seraient données par le Ministre à l'administration au moyen

d'une circulaire ministérielle. Il s'agit là d'une improvisation manifeste car ni le projet, ni l'exposé des motifs, n'en font mention. Il n'appartient pas au Ministre d'interdire par voie de circulaire la découverte de revenus frauduleusement dissimulés. C'est, donc dans la loi même que cette exemption d'impôts que constituerait une renonciation de rappel de droits doit être inscrite.

En conclusion, la mesure est, d'une part, techniquement mauvaise et, d'autre part, politiquement périlleuse. Certains en conviennent, mais soutiennent que dans les circonstances présentes, elle est politiquement nécessaire. Ce terrain n'est plus celui de l'intérêt national, mais celui de l'opportunité politique. Et sur ce terrain il y a un facteur dont il n'est tout de même pas indécemment de tenir compte et qui est celui des épargnants qui ont souscrit aux emprunts en faisant confiance à l'Etat, qui leur disait : souscrivez anonymement aux emprunts libres de tous impôts.

Une autre caractéristique du projet est la création de 20 000 emplois nouveaux. Tout le monde approuvera cette intention, mais cet objectif est-il réalisable? Une fois de plus, je ne le crois pas. Je ne prendrai qu'un seul exemple sur lequel j'attire particulièrement votre attention. Le fait de réduire les crédits pour primes De Taeye, de 990 millions en 1960, à 350 millions en 1961, entraînera une suppression de plus de 20 000 emplois dans le seul secteur de la construction. Une étude très précise a été faite à ce sujet qui confirme les chiffres que j'avance.

J'applaudis à toute réduction de dépenses, mais en ce qui concerne les primes De Taeye, je rappelle que l'Etat touchait, préalablement au paiement de la prime, des recettes fiscales supérieures au montant de ces primes. Il ne s'agit donc pas d'une réduction de dépenses, mais d'une perte pour le Trésor et d'une suppression importante d'emplois dans l'industrie de la construction.

M. Van Houtte, Ministre des Finances. — Vous croyez vraiment cela?

M. Hougardy. — Oui, Monsieur le Ministre, je le crois. C'est absolument clair. Au cours de la discussion des articles, au moment où nous serons arrivés au chapitre qui traite de cette question, je suis prêt à vous en faire la démonstration.

M. Van Houtte, Ministre des Finances. — J'ai lu aussi cette note que vous lisez.

M. Hougardy. — Quant à l'expansion économique dont il est question dans l'intitulé du projet de loi, elle sera rendue d'autant plus difficile que l'on commence par supprimer le recensement économique.

De tous les pays industriellement développés, la Belgique est, de notoriété publique, celui qui dispose des données statistiques les plus pauvres, les plus disparates et les plus anciennes.

Dans une récente publication française traitant de Benelux, les auteurs constataient que la Belgique avait été mise dans une situation défavorable par rapport à ses partenaires à cause de l'absence de statistiques valables. La suppression du recensement de 1960 nous mettra dans une situation encore plus difficile, et cela au moment où l'on parle de créer des bureaux d'expansion, de programmation et une Société nationale d'investissement.

La récente recommandation du Conseil central de l'économie est d'ailleurs formelle à cet égard et déclare textuellement : « Le Conseil central de l'économie attire une nouvelle fois l'attention du gouvernement et des pouvoirs publics sur l'importance des recensements généraux économiques et sociaux qui sont seuls à même de fournir au pays les données statistiques de base essentielles. Le dernier recensement général remonte à 1947. La Belgique accuse de ce fait un grave retard en matière statistique. L'absence de données valables dans certains secteurs empêche non seulement les comparaisons statistiques internationales mais ne permet pas de procéder à nombre de recherches indispensables en des domaines tels que l'analyse de la structure économique et l'élaboration de programmes de développement ainsi que les études de marché. Par le fait même, cette situation entrave la solution d'importants problèmes. »

Savez-vous, Monsieur le Ministre, que souvent des industriels doivent avoir recours à des bureaux privés pour faire procéder à des études de marchés, pour essayer de mettre de nouveaux produits en fabrication ou de connaître le degré de saturation du marché et que beaucoup attendaient ce recensement au 31 décembre 1960 pour envisager de nouvelles fabrications dans certains domaines?

Quant aux économies de 10 milliards que le gouvernement promet de réaliser, elles sont basées non pas sur une réforme profonde des dispositions existantes mais sur un simple espoir de ce que rapporteront les mesures de contrôle qui seront instaurées.

Combien de fois n'a-t-on pas essayé, dans le domaine du chômage et de l'assurance maladie-invalidité, de créer toutes sortes d'organismes de contrôle et de vérification pour mettre fin aux abus. Quels

en ont été les résultats? C'est qu'aujourd'hui tout est à recommencer et que l'on compte sur les médecins contrôleurs — un par cent mille affiliés — pour dépister les abus.

Tant que les syndicats resteront juge et partie, continueront à payer les indemnités de chômage sans contrôle, et à bénéficier d'indemnités pour en assurer le paiement — indemnités qui couvrent largement leurs frais d'administration propre — tant que l'on n'obligera pas les syndicats à avoir une personnalité civile, toutes les mesures de contrôle ne serviront à rien. C'est la surenchère entre syndicats qui empêche d'exclure du chômage ceux qui n'y ont pas droit et empêche de récupérer les sommes payées indûment.

M. Doutrepont. — Voilà le progrès social!

M. Hougardy. — Le progrès social, Monsieur Doutrepont, ne consiste pas à dépenser à tort et à travers. (*Exclamations sur les bancs socialistes.*)

M. Doutrepont. — Et c'est à moi que vous dites cela!

M. Hougardy. — C'est une chose extrêmement curieuse qu'à partir du moment où l'on parle de l'assainissement de ce secteur, immédiatement tout le monde semble se fâcher et ne pas vouloir admettre des propositions...

M. Delor. — C'est parce que vous dites des choses inexacts.

M. G. Leemans. — N'accusez pas les syndicats.

M. Hougardy. — ... des propositions, dis-je, qui seraient certainement de nature à nous mettre d'accord.

On veut s'attaquer aux abus alors qu'il faudrait s'attaquer au problème. C'est la réglementation elle-même qui doit être revue parce que plus personne ne s'y retrouve. Elle est devenue une généralisation de cas particuliers. Une réforme profonde permettrait de mieux aider ceux qui le méritent et qui sont dans la misère malgré eux. Ceux-là ont le droit d'exiger que l'Etat se préoccupe de leur sort.

Voilà pourquoi je ne crois pas aux économies annoncées par le gouvernement.

D'autre part, tout en admettant que le régime des pensions doit être revu, je constate que ce projet de loi unique crée toute une série d'injustice et, dans un autre domaine ne respecte pas les droits acquis. De plus, en matière d'assurance maladie, il ne respecte pas le libre choix du médecin. De par une application stricte de certaines dispositions contenues dans le projet de loi, la liberté de l'embauche et du licenciement de la main-d'œuvre pourrait ne plus être respectée. Cette mesure est aussi dangereuse pour les patrons que pour les salariés.

Quant aux perquisitions à domicile, par lesquelles on espère lutter contre les abus du chômage, je ne vous cache pas qu'elles sont contraires à tous les principes auxquels je crois que nous avons toujours été tous attachés. J'aurai d'ailleurs l'occasion de revenir sur ces différents points lors de la discussion des amendements que j'ai déposés.

Voilà pourquoi il ne me sera pas possible de voter le projet de loi qui nous est soumis, à moins qu'il ne soit amendé.

Avant de terminer, je voudrais encore vous livrer quelques réflexions. La présentation erronée des exigences de notre temps et la répugnance aux changements sont largement imputables au défaut d'information des Belges et aux déclarations improvisées et fantaisistes dont les gouvernements portent la responsabilité. Du fait que le gouvernement n'informe pas le pays, les données fondamentales des problèmes sont souvent ignorées, même par des personnes cultivées. En matières fiscale, sociale et économique trop souvent fleurissent les illusions et les mythes. Il appartiendra aux gouvernements futurs qui se préoccuperont de l'expansion économique de la Belgique de faire un choix dans les mesures à prendre et de s'imposer des limites dans le temps. La notion d'expansion économique doit être envisagée dans le sens le plus large, c'est-à-dire qu'elle doit englober aussi le progrès social et le développement harmonieux de toutes les parties du territoire national, assurer l'augmentation de nos exportations et une meilleure répartition du revenu national. Cette expansion doit être l'objectif essentiel de l'action gouvernementale, en raison de la situation particulière de la Belgique et du fait qu'en période d'expansion, nous n'avons pas atteint les limites de nos possibilités de production et que nous souffrons toujours d'un chômage trop important.

Après avoir vécu d'illusions qui ont été souvent entretenues par le gouvernement, — je ne parle pas de celui-ci, mais de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis la libération, — je crois que les Belges se sont enfin rendu compte que les effets du Marché commun ne seront pas tous automatiquement bénéfiques, et que nous devons mettre nos entreprises à même de faire face à la concurrence européenne, faciliter les adaptations structurelles, les

conversions et les spécialisations. Il faut aussi que par une action pratique et efficace le gouvernement lutte contre le pessimisme qui s'installe de plus en plus dans l'esprit des industriels et de ceux qui ont l'intention d'investir des capitaux.

M. Van Buggenhout. — Vous le semez, le pessimisme.

M. Hougardy. — En dressant un inventaire sincère des obstacles à l'expansion économique, Monsieur Van Buggenhout, en mettant l'accent sur les défauts, en faisant ressortir les lacunes, les insuffisances, les incohérences de notre économie et de notre législation sociale, le gouvernement manifestera une prise de conscience qui stimulera dans la voie du progrès économique.

Si le gouvernement prouve qu'il veut aider pratiquement les reconversions et les réadaptations qu'exigent le progrès technique et l'évolution sociale, il trouvera à ses côtés des hommes décidés à accepter de prendre des risques pour assurer la croissance économique de la Belgique.

L'épargne belge reste abondante, elle a participé depuis la libération à la création de nombreuses industries à l'étranger, mais elle reste craintive lorsqu'il s'agit de progrès à réaliser en Belgique. C'est pourquoi trop d'entreprises belges se laissent entraîner à des excès d'autofinancement. Ce manque relatif d'initiative pour la création d'industries nouvelles en Belgique pourrait se modifier à condition de proposer des mesures fiscales appropriées et de substituer à la notion d'amortissements fondée sur la vétusté de l'outillage, l'autorisation de procéder à des amortissements accélérés qui permettraient de rendre l'investissement plus rapidement rentable.

M. De Block. — Vous n'imposez pas ces conditions à l'étranger.

M. Hougardy. — Si, Monsieur De Block.

M. De Block. — Nos capitaux au Canada ne bénéficient pas de cet avantage.

M. Hougardy. — Je ne parle pas du Canada, mon imagination ne va pas aussi loin. Elle reste dans le cadre du Marché commun. Je vois ce qui se passe en Allemagne, en France, et je fais grâce aujourd'hui au gouvernement de parler de toutes les primes à l'exportation qui sont accordées d'une façon directe ou déguisée par les gouvernements italien, allemand ou français, ce qui permet à ces pays de lutter contre nous sur les marchés extérieurs, d'autant plus que nos prix sont déjà beaucoup plus élevés.

Fermer les yeux, ne pas se rendre compte des efforts accomplis à l'étranger, c'est réserver à l'économie belge un réveil qui pourrait être terrible.

M. De Block. — Vous parlez des investissements?

M. Hougardy. — Et aussi de l'accélération avec laquelle les investissements nouveaux peuvent être faits. Je fais surtout allusion à l'Allemagne et à la France.

M. Van Buggenhout. — Et au Canada.

M. Van der Schueren, Ministre des Affaires économiques. — Un peu d'objectivité, Monsieur Hougardy, devrait vous amener à reconnaître ce qui a été fait dans ce domaine depuis deux ans.

M. Hougardy. — J'allais y arriver. (*Ah! ah! à droite.*)

M. Orban. — Tout est sauvé!

M. Hougardy. — J'allais vous dire...

M. Van Buggenhout. — Vous avez d'abord cravaché convenablement le gouvernement.

M. Hougardy. — ... que si vous avez pris des mesures d'expansion économique qui ont incontestablement donné des résultats, je vous demande maintenant de songer surtout à la petite et à la moyenne entreprise qui, elles, se trouvent dans des difficultés beaucoup plus grandes que la grosse industrie.

Devant le pourcentage important de petites et moyennes industries qui sont confrontées avec tous ces avantages donnés à l'étranger, je crois, Monsieur le Ministre, que ce sont celles-ci qui devront être aidées par les lois que vous avez votées, qui vous continuerez à appliquer et que vous comptez étendre. Je me tourne vers l'honorable Ministre des Finances pour lui demander de tenir compte de cette nécessité dans la réforme fiscale actuellement à l'étude, car je suis convaincu que le fait de favoriser l'investissement des capitaux à risques en Belgique procurera des recettes supplémentaires.

M. Doutrepont. — Et les bénéfices exportés par l'entremise des holdings en Suisse, en Allemagne et au Grand-Duché?

M. Hougardy. — Je ne connais pas ce problème, Monsieur Dautrepoint. Je me suis borné à des questions purement économiques et dans le cadre du projet qui nous est soumis.

Je terminerai en vous disant simplement que j'ai peur de l'avenir en ce qui concerne nos exportations et surtout pour le potentiel de main-d'œuvre qui travaille dans ce secteur. Il eût été souhaitable dans cette loi unique, qui veut réunir tous les problèmes avec lesquels la Belgique est confrontée, de songer au financement de nos exportations à moyen et à long terme. J'ai déjà eu l'occasion d'exposer à cette tribune qu'en ce qui concerne les biens d'équipement que la Belgique pourrait fournir à l'étranger, les facilités de crédit important plus que les prix. Or, si nos exportations continuent à progresser, les ressources de crédit-export seront bientôt épuisées.

De plus, les acheteurs étrangers exigent des crédits toujours plus longs. Il faudrait trouver une formule pour le financement de nos exportations à moyen et à long terme en élagissant les possibilités de l'Office national du dueroir, en lui permettant aussi de donner des garanties aux sociétés belges qui participent à la constitution d'entreprises à l'étranger en exportant des biens d'équipement belges. Il ne s'agit pas d'exportation de capitaux, mais bien d'exportation de biens d'équipement.

Des formules de ce genre sont déjà appliquées dans les pays voisins, Monsieur De Block...

M. De Block. — Je le sais très bien.

M. Hougardy. — ... et il nous appartient de ne pas nous laisser devancer. C'est par cela que je terminerai.

J'avais l'espoir que la loi unique, qui contient tant de choses, aurait prévu aussi des dispositions en faveur des porteurs de rentes coloniales non garanties. Il y a des solutions qui seraient supportables pour le Trésor et je crois que le gouvernement devrait exploiter les possibilités qui existent dans ce domaine, ne fût-ce que par un souci d'honnêteté.

Mesdames, Messieurs, en terminant, j'exprime l'espoir que, comme il l'a promis, le gouvernement soumettra aux commissions compétentes les arrêtés d'exécution.

Si je vous ai donné mon sentiment sur les dispositions de la loi unique, qu'à mon grand regret je ne pourrai voter, je puis vous assurer en tout cas que j'examinerai avec énormément d'attention les mesures d'application, dans le désir d'aider au redressement économique, social et financier de la Belgique.

M. le Président. — La parole est à M. Yernaux.

M. Yernaux. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai souvent entendu dire que, dans certains milieux, on ne peut appeler un chat un chat. Il faut édulcorer. C'est pourquoi sans doute l'humoriste de service a baptisé la loi unique : « loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier ». C'est de l'ironie pure.

La discussion de ce projet de loi à la Chambre a eu lieu dans une atmosphère défavorable. On en a bien peu parlé. Les ministres étaient plus préoccupés par les grèves et par leur souci de bien présenter leur petit numéro de bourrage de crâne à la télévision.

C'est ainsi que le public a perdu de vue que, dans un proche avenir, et malgré toutes les déclarations ministérielles, il devra payer ce que *La Libre Belgique* appelle « l'invraisemblable saramande de milliards ». Car le problème est bien là.

Il va falloir se serrer la ceinture pour réparer les fautes commises par les gaspilleurs des deniers publics.

M. Ancot. — Vous parlez du gouvernement Van Acker?

M. Yernaux. — Je vous préviens que je n'entends pas fort bien. Si vous voulez que je tienn compte de vos interruptions, il faudra les émettre à haute et intelligible voix.

M. Pholien. — Il se plaint de votre manque d'égard envers le gouvernement Van Acker.

M. Yernaux. — Il n'était certainement pas nécessaire de recourir au tour de vis fiscal qui va, dans quelques mois, atteindre tous les Belges et plus particulièrement les travailleurs. Ceux-ci sont déjà avertis, mais la colère va aussi monter dans les rangs de ceux qui vous ont soutenus, lorsqu'ils apprendront à quel point ils ont été trompés.

Point n'était nécessaire de demander des taxations nouvelles pour assurer le redressement financier. Il vous suffisait de faire la chasse aux fraudeurs fiscaux, mais jusqu'à présent, Monsieur Van Houtte, vous n'avez rien fait à cet égard. Vous pouviez aussi ména-

ger les finances publiques en réduisant les charges de la défense nationale qui, en quelques années, ont passé de 7 milliards 900 millions à 19 milliards cent millions.

Il n'était pas nécessaire de proposer des impôts nouveaux, puisque les recettes fiscales de l'Etat sont en progrès constant : 75,8 milliards en 1955; 87,8 milliards en 1958 (ce sont les chiffres que vous avez donnés); 94,3 milliards en 1959 et 101 milliards en 1960. Et si l'on en croit *La Libre Belgique*, il faut prévoir pour 1961 une plus-value de 11 à 13 milliards par rapport aux recettes de 1960.

C'est au moment où l'Etat va disposer de ressources dont l'importance dépasse les prévisions les plus optimistes que le gouvernement entend infliger à la population belge des charges financières jamais atteintes.

Peut-être Messieurs du gouvernement, avez-vous eu un moment l'impression que vous alliez trop loin et c'est pourquoi vous tentez de faire croire que les impôts nouveaux ne s'élèveront qu'à 6,6 milliards, car pour paier à votre carence, vous chargez les communes d'écraser à leur tour les contribuables. Vous n'avez pas eu le courage d'aller jusqu'au bout dans votre triste besogne. Vous n'avez pas non plus observé une attitude correcte à l'égard des villes et des communes.

Vous laissez croire au public, et on trouve la preuve de cette intention dans l'intitulé de votre projet, que vous allez redresser les finances communales. En réalité, vous les désorganisez, vous volez aux communes plus d'un milliard qui constitue leur bien propre. Vous leur imposez une alternative : ou bien ne plus rien faire en matière de voirie, d'instruction, d'œuvres sociales, d'hygiène, ou bien voter de nouvelles taxes, alors qu'elles sont déjà prohibitives à l'heure actuelle. Mais vous entendez que les communes les votent, car vous voulez faire de celles-ci vos complices dans l'attentat que vous avez tramé contre la population.

Vous reconnaissez avoir enlevé aux communes un dixième de la part à laquelle elles avaient droit dans le Fonds des communes pour 1961 : c'est ce qui ressort de la lecture de la page 25 du rapport de M. Neybergh. Pour entretenir l'équivoque, vous vous livrez à des comparaisons erronées. C'est ainsi qu'on lit à la même page du rapport que la diminution n'est que de 3,72 p. c. par rapport à la dotation de 1960.

Pourquoi ces exercices de mauvais équilibriste? Vous ne parviendrez pas, malgré cela, à noyer la vérité. D'après les chiffres du rapport, le Fonds s'élevait en 1960 à 5 milliards 456 millions. 3,72 p. c. de ce montant représente, en chiffres ronds, une somme de 203 millions. C'est le montant qui est censé représenter la perte subie par les communes en 1961. Mais cette affirmation est fautive. Elle est démentie par les chiffres figurant à la même page 25 du rapport de M. Neybergh. Elle l'est encore par le rapport de M. Van den Eynde à la Chambre des Représentants. Des deux côtés, l'on constate une diminution de 582 millions, en chiffres ronds.

Dès lors, nous demandons au gouvernement de dire qui il veut tromper, quand il affirme que la perte des communes n'atteindra que 203 millions.

Si nous reprenons le rapport de la Chambre, nous lisons, à la page 7, que « la dotation du Fonds communal d'Assistance publique est réduite de 28 millions 188 000 francs, par rapport à celle de 1960; 582 millions plus 28 millions représentent un total de 610 millions. Le compte n'y est pas. C'est déjà trois fois plus que les affirmations du Ministre de l'Intérieur en séance de la Commission de l'Intérieur. En 1960, un crédit de 350 millions avait été mis à la disposition des communes. Ce n'était qu'un premier pas dans la voie du redressement des finances communales. Un autre crédit de 200 millions avait été voté pour financer l'article 18 de la loi du 24 décembre 1948.

De ce crédit de 550 millions, il ne reste que 100 millions, si bien que la perte des communes s'élèvera, en réalité, à 1 milliard 60 millions de francs.

Nous devons rappeler que, par suite de l'application du pacte scolaire, il avait déjà été fait une ponction de 430 millions environ dans la dotation du Fonds des Communes.

Les communes, sous les gouvernements de M. Eyskens, auront perdu 1 milliard 490 millions. Cet argent, c'était le leur. Il ne représentait pas une dotation de l'Etat, mais bien ce qui leur revenait en échange de l'abandon de certaines taxes dont le gouvernement a profité largement.

Que vont recevoir les communes, en échange de cette perte?

La reprise par l'Etat de dépenses relatives aux services judiciaires et aux conseils de prud'hommes et aux tribunaux de police, c'est-à-dire des dépenses qu'elles effectuaient, sans compensation, pour le compte du gouvernement. Cet énoncé semble impressionnant; j'ai voulu, pourtant, me rendre compte des répercussions de

la loi unique sur les finances d'une commune de la région de Charleroi, comptant vingt-cinq mille habitants, Montignies-sur-Sambre, pour ne pas la nommer.

Au crédit de la loi, je note une somme de six mille francs, représentant la part communale dans les frais de la Justice de Paix du canton de Charleroi. J'ajoute tout de suite qu'on ne retrouvera pas semblable somme dans les comptes de toutes les communes. Six mille francs, tel est le royal cadeau du gouvernement. Mais, au passif, en prenant comme base la réduction de 9,98 p. c. indiquée par M. Neybergh, dans son rapport, la commune de Montignies-sur-Sambre verra réduire de 2 millions 270 000 francs sa part dans le Fonds des Communes. Traduite dans les faits, la participation du gouvernement au redressement financier de cette commune sera, d'une part, une perte de 2 millions 270 000 francs en chiffres ronds; d'autre part, un apport de 6 000 francs. Ces chiffres sont la condamnation, sans phrase, de la politique gouvernementale en matière de finances communales.

Cette perte obligera les administrateurs communaux à voter des taxes nouvelles. Or, les taxes locales n'offrent pas un grand choix. La Belgique se classe au dernier rang des nations européennes, quant au champ fiscal des communes. Alors qu'en Autriche, en Italie, en Espagne, en Yougoslavie, les possibilités d'impositions locales sont réservées à raison de 100 p. c. aux communes, en Belgique, ce pourcentage n'atteint que 20 à 29 p. c.

C'est sur ce faible pourcentage qu'il va falloir retrouver les 2 millions 270 000 francs.

En effet, chez nous on a toujours restreint le pouvoir fiscal des communes, empêchant ainsi que ne s'accroissent leurs ressources qui sont mobilisées par et pour l'Etat.

Cette politique entraîne la démission des mandataires communaux devant leurs électeurs, devant leurs responsabilités, et la loi unique va encore amplifier les défauts de ce système fiscal local insuffisant, mal équilibré.

M. Harmegnies. — Tout cela n'intéresse pas le Ministre de l'Intérieur. Il n'est pas là. Quant au Ministre des Finances, il ne vous écoute même pas.

M. Yernaux. — Je sais que nous parlons dans le vide, que les positions sont prises. Je sais que le parlement n'a plus aucune importance, ni pour la droite, ni pour la gauche libérale. Je sais que leurs membres sont ici en service commandé. Ils ne sont même pas obligés d'entendre ce que nous disons. Mais le pays nous entendra, c'est ce qui importe.

M. Moreau de Melen. — Je vous en prie, Monsieur Yernaux.

M. Ancot. — Nous sommes plus nombreux en séance que les socialistes.

M. le Président. — On ne peut demander à tous les ministres d'être présents pendant la discussion générale. Chaque Ministre sera évidemment en séance lors de la discussion du titre qui intéresse son département.

M. Harmegnies. — Monsieur le Président, c'est un gros morceau que ce milliard qu'on vole aux communes.

M. le Président. — C'est en effet un, gros morceau. Mais...

M. Harmegnies. — Je suis très heureux d'acter votre accord, Monsieur le Président. (Sourires.)

M. Yernaux. — Mais pour en revenir à la commune dont je parlais il y a un instant, si elle veut couvrir le déficit qui résultera pour elle de la nouvelle loi, elle n'a pas le choix. Elle devra voter des additionnels à la taxe immobilière. Et savez-vous combien? Elle devra en voter 200!

J'ai attiré l'attention du Sénat, à plusieurs reprises, sur les graves conséquences qu'entraîne pour les petits propriétaires et pour tous les locataires l'augmentation du nombre des centimes additionnels à la taxe foncière.

Un petit propriétaire d'une habitation modeste dont le revenu cadastral s'élève à 2 500 francs, devra payer, en guise de cadeau de joyeuse entrée de la loi unique en Belgique, 12 p. c. de ces 2 500 francs, soit 300 francs.

Demain, Messieurs, vous réclamerez la voix de ce propriétaire. Mais vous aurez soin de lui cacher le beau cadeau que vous lui avez accordé par votre vote! Demain, l'ensemble de la population paiera aux communes les moins favorisées des impôts nouveaux sur les salaires, sur les traitements, sur les automobiles...

M. Doutrepoint. — Sur les pensions, ne l'oubliez pas!

M. Yernaux. — Je vous demande, à vous qui allez voter cette loi néfaste, de réfléchir à ses conséquences sur le standing de vie de toutes les petites gens, de tous les Belges.

Je n'ai pas la naïveté de croire que vous entendrez mon appel. Par esprit de parti, vous allez faire le mal que M. Eyskens vous a commandé de faire. Ce mal atteindra tout le monde, vos électeurs comme les nôtres, mais craignez qu'ils ne s'en rendent compte avant les élections, car alors votre sort ne pèsera pas lourd dans la balance. (Applaudissements sur les bancs socialistes.)

M. le Président. — La parole est à M. Doutrepoint.

M. Doutrepoint. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, mes chers collègues, lorsqu'il y a vingt-cinq ans, je suis entré dans cette grande maison, j'étais incroyablement impressionné et fier aussi d'être investi d'un mandat me permettant de défendre à la fois les intérêts de notre population et les institutions de l'Etat.

Au cours du présent débat, il a beaucoup été question de la crise du régime et des institutions.

Il y a vingt-cinq ans, je m'étais précisément imposé comme devoir d'empêcher que nos institutions soient bafouées. Hélas, depuis lors, j'assiste à leur détérioration progressive. Or, constatation pénible, ce sont précisément ceux qui ont pour mission de les sauvegarder qui sont à l'origine du mal que je dénonce.

L'actuel projet, improprement appelé « loi unique » devrait plutôt être intitulé « projet de lois multiples ».

Après avoir entendu les divers orateurs qui se sont succédé à la tribune, j'ai estimé, Monsieur le Premier Ministre, devoir également mettre mon grain de sel dans ce débat.

M. Harmegnies. — On peut aussi y mettre de la moutarde! (Sourires.)

M. Doutrepoint. — J'aime entendre le Ministre des Finances et n'importe lequel de ses collègues lorsqu'ils disent la vérité, mais je ne suis plus du tout d'accord lorsqu'ils nous disent le contraire de celle-ci.

M. Ancot. — Maintenant, vous passez au vinaigre!

M. Eyskens, Premier Ministre. — Nous disons toujours la vérité.

M. Delbouille. — Habillée, Monsieur le Premier Ministre; jamais nue.

M. Doutrepoint. — Il a été question de l'orthodoxie financière, de l'orthodoxie parlementaire.

La première institution de l'Etat, c'est le parlement, c'est-à-dire l'autorité budgétaire et le législateur. Vous êtes bien d'accord?

A côté d'elle, nous avons l'exécutif, c'est-à-dire le Roi et le gouvernement. Ne perdez pas de vue, Messieurs les Ministres, que vous avez pour mission d'exécuter les décisions des Chambres législatives.

Il m'a été donné de constater que le plus grand adversaire du parlement est le sénateur ou le député devenu ministre.

M. Eyskens, Premier Ministre. — Moi aussi?

M. Doutrepoint. — Vous le tout premier, puisque vous êtes le Premier Ministre (Sourires.)

M. Dehousse. — M. Doutrepoint est gaulliste! (Nouveaux sourires.)

M. Doutrepoint. — N'est-ce pas vous, Monsieur le Premier Ministre, qui hier, proclamiez votre fierté de pouvoir annoncer que le déficit du budget de 1960 ne s'élèvera qu'à 2 milliards?

Pouvons-nous encore accorder crédit aux documents que vous nous soumettez?

De la lecture de l'exposé général du budget de 1961 et du projet de loi sur les crédits supplémentaires, il ressort que les recettes s'élèvent à 112 milliards et les dépenses à 117 milliards. A quoi riment dès lors ces 2 milliards?

Nous assistons à la détérioration du régime parlementaire, ai-je dit. Quelle en est la cause? Tout s'enchaîne. Elle résulte du fait que vous omettez de mettre le parlement en possession des documents que la Constitution et la loi vous imposent de lui transmettre et nous empêche ainsi de confronter vos déclarations avec les données que nous devons trouver dans ces documents. Nous voici en 1961, et l'exécutif ne nous a pas encore transmis le compte pour l'exercice 1959, qui aurait dû être voté avant le 1^{er} janvier de cette année. Le dernier compte qui nous a été transmis est celui de 1956. Ne sentez-vous pas, comme moi, combien semblable méthode de travail est préjudiciable au régime parlementaire? L'exécutif ne respecte ni la Constitution, ni le prescrit des lois.

Je vous demande de vous rendre compte de la gravité de la situation, dont nous sommes tous, indistinctement, responsables, parce que nous laissons faire l'exécutif.

L'article 115 de la Constitution dispose que « toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes ». Cela signifie que tous les crédits doivent être accordés par le parlement.

J'ai sous les yeux le relevé des délibérations du Conseil des Ministres en 1960. Je ne vous les citerai pas, je me borne simplement de souligner que leur montant s'élève à 6 529 411 336 francs. Voilà comment le gouvernement méconnaît la prérogative constitutionnelle du parlement. Dès lors, je vous pose la question : n'est-ce pas là la destruction du régime?

M. le comte d'Aspremont Lynden. — Vous avez parfaitement raison.

M. Doutrepont. — Voilà le mal dont nous souffrons.

Ceux qui siégeaient au Sénat quand j'y suis entré et ceux qui y sont entrés en même temps que moi savent que pas une année ne s'est passée que je n'aie dénoncé ce régime malsain.

La première chose à faire pour redresser cette situation c'est de vous redresser vous-mêmes, messieurs les membres du gouvernement et messieurs de la majorité. Le ferez-vous? Permettez-moi d'en douter. Vous agirez comme vous l'avez toujours fait : vous répondrez à l'appel de vos ministres, vous plierez l'échine.

C'est ainsi que vous voterez non pas une loi, mais un ensemble de lois, impliquant une délégation du pouvoir législatif à l'exécutif, qui pourra légiférer en lieu et place du parlement lui-même.

Voilà, Messieurs les anciens doctrinaires, où en est le régime parlementaire! Est-ce vrai, Monsieur d'Aspremont Lynden?

M. Ancot. — M. le comte d'Aspremont Lynden n'est pas un doctrinaire.

M. le comte d'Aspremont Lynden. — Je suis un homme de doctrine, c'est tout différent.

M. Doutrepont. — Etes-vous pour la doctrine constitutionnelle, oui ou non?

M. le comte d'Aspremont Lynden. — Exidemment! Malheureusement, tous les gouvernements, y compris ceux que vous avez soutenus, se sont écartés de la véritable doctrine.

M. Doutrepont. — Depuis vingt-cinq ans, j'assiste à la détérioration du régime. Ce que je dénonce est valable non seulement pour ce gouvernement, mais pour tous les gouvernements précédents, et je n'ai jamais hésité à le dire.

M. Sledsens. — C'est vrai.

M. Doutrepont. — Même lorsque j'étais du côté de la majorité.

M. Rolin. — C'est exact!

M. Doutrepont. — Rappelez-vous qu'en 1948, vous m'avez félicité pour mon rapport sur l'intégration des 121 milliards d'avances du Trésor.

M. le comte d'Aspremont Lynden. — Vous aviez raison.

M. Doutrepont. — Et cependant, j'étais membre de la majorité. Ne croyez pas que je veuille jouer au pion ici. Je veux seulement jeter un cri d'alarme. Si notre régime de démocratie parlementaire échoue, où irons-nous? Vers la dictature. Dès qu'on ne respecte plus les prescrits de notre charte nationale, on tombe dans le travers, et c'est ce que vous faites. Vous laissez faire le gouvernement.

Parmi les différentes lois contenues dans le projet de loi unique, plusieurs sont en contradiction avec le prescrit constitutionnel. Elles sont donc illégales. Demain ou la semaine prochaine, lorsque je dirai à M. Van Houtte que son précompte et l'augmentation de la taxe de transmission sont entachés d'inconstitutionnalité, le Ministre des Finances invoquera telle ou telle loi.

On crée un précédent et on le perpétue. J'expliquerai tout cela lorsque nous discuterons le titre VII sur la fiscalité d'Etat. Un impôt ne peut être voté que par le parlement. Il ne peut être décidé que par une loi...

M. Van Houtte, Ministre des Finances. — Très juste!

M. Doutrepont. — ... et non pas, comme c'est le cas ici, en vertu de la loi. Il y a une grande différence entre lever un impôt par la loi ou en vertu de la loi. Une pension peut être accordée en vertu de la loi. Un impôt ne peut être perçu en vertu de la loi. J'en parlerai plus particulièrement la semaine prochaine, lorsque vous serez assisté de vos fonctionnaires spécialistes. Parlons-en, des spécialistes. C'est là que réside tout le mal. En règle générale, les ministres que nous avons devant nous, comme M. Van Houtte, qui veut bien m'appeler son ami, sont d'honnêtes gens.

M. Rolin. — C'est une consolation!

M. Doutrepont. — Mais ils dépendent de leurs administrations qui leur décrivent les aspects d'un problème et préconisent telle ou telle solution.

Le Ministre n'agit pas sans avoir l'approbation de l'administration. L'administration prend petit à petit le dessus et en fin de compte, permettez-moi l'expression, le Ministre danse suivant que son administration siffle.

Ensuite le Ministre s'adresse à sa majorité et lui expose la mesure proposée. La majorité doit suivre le gouvernement et s'incline également. Et ainsi on entérine tout ce que l'administration demande. En réalité, et ce n'est pas la première fois que je le dis, depuis des dizaines d'années, nous subissons la dictature la plus mauvaise qui puisse exister : celle de l'administration. (Applaudissements sur les bancs socialistes et certains bancs à droite.)

M. Oblin. — C'est malheureusement vrai.

M. Doutrepont. — De quoi cela provient-il? D'abord de la faiblesse du pouvoir législatif, ensuite de la faiblesse de l'exécutif. Et l'on se plaint du régime de nos institutions!

Or, nous trouvons les vrais démolisseurs du régime en dedans. C'est l'évidence même et c'est contre cette situation, Messieurs les Ministres, que vous devriez lutter. Je l'ai déjà dit en commission, je vous l'ai encore rappelé la semaine dernière, probablement dans une Commission des Finances — son président est absent, s'il était ici il pourrait en témoigner — un fonctionnaire induit son Ministre en erreur. Vous l'avez reconnu à propos des crédits supplémentaires. « Les Ministres ne peuvent tout voir ni administrer à la place de leurs fonctionnaires », disiez-vous. Mais vous avez signé le document ainsi que votre adjoint qui, soit dit entre parenthèses, n'a pas encore de statut officiel, légal, comme Ministre du Budget. Voilà encore un défaut dans l'organisation de l'exécutif. Je sais que vous n'êtes pas responsable. Les Ministres ne le sont pas toujours. Ils ne connaissent pas la question ce sont les fonctionnaires qui induisent les Ministres en erreur, je le répète. Une fois que le Ministre est dans l'erreur, n'appartient-il pas au Comité du Budget d'y attirer son attention? Les inspecteurs des finances ne sont-ils pas là pour découvrir les inconstitutionnalités et les illégalités, qui apparaissent dans un projet de loi budgétaire? L'administration du budget n'est-elle pas là, en fin de compte, pour les déceler?

C'est ainsi que nous arrivons à élaborer de mauvaises lois. Si cette loi-ci est mauvaise, laissez-moi vous dire, Messieurs, que c'est parce que nous abdiquons tout notre pouvoir de législateur et que nous demandons à l'exécutif de légiférer à notre place. S'il le fait, cela signifie tout simplement que nous sommes prêts et même mûrs pour la dictature. Je vous mets en garde; si vous continuez dans cette voie, vous connaîtrez le mal des autres dictatures. (Applaudissements sur les bancs socialistes.)

M. le Président. — La parole est à M. Noël.

M. Noël. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, hier dans son intervention, l'honorable M. Vermeylen a qualifié ce projet de loi de projet de régression sociale. Dans le pays, on a dit que c'était une loi de malheur. Y a-t-il une nuance entre les deux? La régression sociale est toujours un malheur, n'est-il pas vrai?

Vous avez intitulé votre projet de toute autre façon et au fond, réflexion faite, je crois que, et M. Vermeylen et le grand public et vous-mêmes, vous avez tous raison.

En effet, vous dites « expansion économique, progrès social, redressement financier », et, comme par hasard, le progrès social est pris en sandwich entre les deux autres et est écrasé par eux.

Pour qu'une loi semblable soit réellement de progrès social, il faudrait voir en faveur de qui on essaie d'assurer la prospérité économique du pays, et qui fera les frais du redressement financier?

M. le Premier Ministre a dit hier : « Il n'y a pas de progrès social possible sans une économie saine et sans finances saines. » Il a absolument raison. Mais d'autre part, l'on ne peut assurer l'expansion économique et le redressement financier au détriment du progrès social. C'est ce que vous avez fait.

La question qui se pose, je viens de le dire il y a un instant, est de savoir au profit de qui le redressement économique sera assuré et qui supportera le redressement financier. Selon la réponse, il y aura régression sociale ou progrès social.

L'expansion économique, dites-vous, servira à lutter contre le chômage. Est-ce vraiment votre but? Employez-vous les moyens nécessaires pour y parvenir?

M. Vermeylen a dit hier que votre programme est un programme d'aide désordonnée à l'industrie privée. C'est absolument exact. Il n'y a aucun plan préalable qui soit à la base de votre action en faveur de l'industrie privée. Et cependant, il paraît que ce plan est plus que jamais indispensable, puisque nous assistons de par le monde à une crise économique qui semble s'accroître, notamment dans des industries importantes, et même dans de très grands pays.

Vous avez, au fond, voulu assurer l'expansion économique en accentuant des lois qui existent et en employant des méthodes que vous avez déjà utilisées et expérimentées dans certains secteurs de notre pays.

Quelles industries voulez-vous aider? Quelle liaison y aura-t-il entre elles? Comment seront-elles implantées? Quelles perspectives ont-elles quant au nombre d'ouvriers employés et quant aux garanties qu'elles vous donnent? On peut répondre franchement que vous n'en avez aucune idée, puisqu'au surplus, vous vous réservez le droit d'examiner, au fur et à mesure de leur dépôt, les demandes qui vous seront adressées.

Mon tableau n'est pas exagéré. Je viens de le dire, il y a un instant, vous avez fait des expériences en essayant de relancer l'économie de certaines régions. Je dois tout de même, puisque c'est un point de départ de votre politique, rappeler ce que j'ai dit la semaine dernière à propos des expériences que vous avez tentées, au Borinage notamment. Je disais à l'honorable Ministre des Affaires économiques qu'il avait promis, il n'y a pas un an, l'implantation au Borinage d'un certain nombre d'entreprises. De toutes les usines qui devaient s'y ouvrir avant le 1^{er} janvier 1961, seule la Verrerie Verlica a commencé les travaux et est probablement en train de créer le potentiel d'emplois qui avait été annoncé. Quant aux autres entreprises promises, rien n'a été fait jusqu'à présent. Je suis heureux, Monsieur le Ministre des Affaires économiques, que vous soyez revenu à votre banc, parce que j'espère que vous serez plus prolixe à ce sujet, à l'occasion de la discussion de la loi unique, que vous ne l'avez été la semaine dernière. Vous avez alors esquissé la question, vous n'avez pas indiqué au Sénat quelles étaient les entreprises réellement créées au Borinage, ni comment les promesses que vous aviez faites, il y a un an, ont fondu comme neige au soleil. Devons-nous croire, dans ces conditions, que vous allez réellement créer 20 000 emplois nouveaux pendant cinq ans, alors que les 5 000 emplois que vous aviez promis pour fin 1959 au Borinage n'ont toujours pas été créés, loin de là, et qu'il n'en existe pas un millier, même en potentiel, à l'heure qu'il est.

Certes, Monsieur le Ministre, vous avez prononcé, jeudi dernier, des paroles très rassurantes. Vous avez signalé que la loi du 17 juillet a entraîné des demandes d'intervention de 9 milliards 300 millions, et celle du 18 juillet, des demandes de 3 milliards, soit au total 12 milliards d'investissements. Et vous en étiez bien fier. Vous aviez mis une plume à votre chapeau. Votre Premier Ministre, lui, ne s'est pas contenté d'une plume; il s'est paré de tout un plumage d'autruche. (Rires.) Normalement, ces 12 milliards d'investissements devraient entraîner la création de 12 000 emplois nouveaux. Etes-vous tellement sûr qu'il en soit ainsi?

Je pourrais vous citer un exemple. Je retourne toujours à mon Borinage natal. Vous y prévoyez l'installation d'une brasserie centralisée. Entre parantnesses, alors qu'on a posé la première pierre de cette brasserie, on en est toujours à chercher l'eau destinée à l'alimenter, tant les plans de construction et d'installation ont été bien établis, sans doute!

Cette brasserie qui, usant de la faculté que lui donnait la loi du 7 juillet, a fait appel à votre intervention, résulte de la fusion d'un certain nombre d'autres brasseries. Elle tend à occuper mille ouvriers alors que l'ensemble des sociétés fusionnées en occupait mille cinq cents. Par conséquent, loin d'aboutir à la création d'emplois nouveaux, les crédits que vous avez octroyés à la brasserie en cause, contribuent, au contraire, au licenciement de cinq cents travailleurs.

Etes-vous tellement sûr que les facultés que vous accordera votre nouvelle loi vous permettra d'éviter de tels dangers? Etes-vous tellement sûr que votre hypothèse, selon laquelle 12 milliards d'investissements correspondent à douze mille emplois nouveaux, se vérifiera exacte dans l'avenir? Je ne le pense pas, quant à moi, d'autant plus que rien ne nous garantit qu'il s'agit d'industries viables, puisqu'elles ne sont pas implantées suivant des plans bien établis. Etes-vous tellement certain qu'elles tiendront leurs promesses? Il n'est pas dit qu'on n'a pas engagé inconsidérément l'argent prêté avec la garantie de l'Etat. Là encore, quelques précédents, puisés dans votre politique régionale, doivent vous inciter à la prudence.

Il est certain que vous courez de très gros risques en engageant le crédit de l'Etat dans de telles conditions. C'est à croire, quand on vous voit si optimiste quant à votre politique, que vous ne tenez aucun compte de l'aventure des subventions aux charbonnages. N'estimez-vous pas ces expériences suffisantes pour ne plus faire confiance à l'initiative privée et pour vous engager à entrer résolument dans la voie des réformes de structure et d'une planification rigoureuse?

M. le comte d'Aspremont Lynden. — Croyez-vous que l'initiative de l'Etat soit plus profitable?

M. Noël. — Alors seulement, il vous sera possible de parler de plans quinquennaux. Ceux-ci n'ont d'ailleurs jamais réussi que dans des pays socialistes. Les vôtres n'en sont que de pâles décalques, de pâles adaptations pour tâcher de vous tirer de mauvaises situations.

Votre loi est loin de prévoir des réformes de structure. C'est une loi d'aide maximum aux industriels, aux capitalistes de notre pays.

Première mesure en leur faveur : vos manipulations budgétaires. Bien sûr, sous prétexte d'orthodoxie financière, on fait passer quelque dix milliards du budget extraordinaire au budget ordinaire. Ma foi, cela paraît assez normal et très logique, mais une question surgit immédiatement : Pourquoi M. Van Houtte, qui est Ministre des Finances depuis quelque trois ans déjà, n'a-t-il pas, au moment de son arrivée au Département, proposé cette mesure d'assainissement budgétaire et pourquoi M. Eyskens, Premier Ministre, qui est l'auteur du plan-clef, n'a-t-il pas prévu cette mesure dans son plan?

Je crois avoir trouvé une réponse à cette question dans l'exposé des motifs : « Cette réforme de la structure de nos budgets libérera sur le marché des capitaux d'importantes disponibilités qui pourront être affectées au financement d'investissements additionnels, tant publics que privés. »

Par conséquent, reporter dix milliards de dépenses courantes du budget extraordinaire au budget ordinaire, n'a pour but principal que de libérer des capitaux sur le marché et de permettre aux industriels qui ont besoin de crédits, de les trouver à bon compte.

A la première question que je posais : « Pourquoi cela ne s'est-il pas fait il y a deux ans? », je trouve également une réponse dans l'exposé des motifs : « Le redressement fondamental esquissé ci-dessus n'a pu être réalisé en 1958 ni en 1959, car une telle politique eût risqué d'accentuer les effets déprimants de la récession économique. »

Cela veut dire qu'en 1958 et en 1959, on a maintenu abusivement la politique d'emprunts pour des dépenses courantes; sans qu'il en résulte aucun nouvel emploi puisque, quand on emprunte pour des dépenses courantes, il ne s'agit pas d'investissements et l'on ne met personne au travail. On a eu recours à cette politique d'emprunt pour des dépenses courantes, à une période de récession économique, de façon à maintenir artificiellement des taux élevés au bénéfice des organismes prêteurs.

Dans un cas comme dans l'autre, dans celui qui prévoit le passage de ces dépenses de l'extraordinaire à l'ordinaire, comme dans celui du maintien à l'extraordinaire des dépenses qui ne pouvaient pas s'y trouver, il s'agit d'une politique favorable aux industriels et à la haute finance de notre pays. C'est absolument clair. Par contre, pour la classe ouvrière, votre politique d'aujourd'hui aboutit au relèvement des impôts, alors que votre politique d'hier ne créait pas un seul emploi nouveau et maintenait intégralement le chômage.

Bien sûr, si vous entendiez persévérer dans la voie où vous vous trouvez engagés et maintenir rigoureusement au budget ordinaire les dépenses courantes, nous ne pourrions qu'applaudir. Mais, rien ne nous dit que demain, quand la haute finance devra trouver des moyens de placer ses capitaux, vous n'aurez pas recours au même expédient qu'autrefois.

Vous prévoyez d'autres mesures encore en faveur des industries, à côté de celles dont je viens de parler il y a un instant : aménagements fiscaux, immunisation de la taxe professionnelle à concurrence de 30 p. c., pour investissements complémentaires, crédits à taux réduits, même pour le secteur de distribution, garantie de l'Etat aux emprunts ainsi octroyés, subventions à concurrence d'un million pour les investissements en immeubles et en matériel. En dehors de tout cela, certaines mesures ont l'air d'être prises en faveur de la classe ouvrière, mais profitent directement aux industriels. Je les cite également : assistance technique et financière aux entreprises nouvelles, qui entraînera la formation d'une main-d'œuvre, que l'on devra qualifier au fur et à mesure de l'évolution des industries. Cette assistance que vous accordez aux industriels qui investissent n'est pas négligeable. Je suis d'accord sur le principe de la qualification de cette main-d'œuvre, bien que je me demande pourquoi elle doit être faite directement par l'Office national de l'Emploi, plutôt que par l'enseignement technique à horaire réduit, qui offre des possibilités non négligeables en cette matière. Je me demande vraiment pourquoi l'on va au-devant de frais inutiles en ne confiant pas à l'enseignement technique la mission qui lui revient normalement.

Il y a aussi l'intervention dans la rémunération des travailleurs touchés par la reconversion. Le but est de pousser les entreprises à convertir leur activité. Bien sûr, c'est louable en soi; mais où sont vos garanties? Vous me direz sans doute que les arrêtés royaux d'application vont les prévoir. Permettez-moi d'être sceptique, car l'expérience du passé m'incline à penser que vous n'exigerez pas de ces messieurs des garanties suffisantes.

Il y a enfin des interventions dans la rémunération des chômeurs difficiles à placer.

Et il ne fait pas l'ombre d'un doute que des abus sont à prévoir. Un industriel qui utilisera un manœuvre peu qualifié sera fort tenté de le mettre dehors, pour employer la main-d'œuvre mise à sa disposition par l'Office de l'emploi, main-d'œuvre d'ailleurs subsidiée. Pendant un certain nombre d'années, les communes ont bénéficié de la même disposition. Plusieurs ont usé et abusé de la faculté qui leur était octroyée d'utiliser la main-d'œuvre des chômeurs.

Vous prévoyez dans l'exposé des motifs et même dans le rapport, que des garanties nécessaires seront prises pour éviter la substitution systématique dans les entreprises de travailleurs subsidiés aux travailleurs aptes ou d'âge moindre. Une fois de plus, j'attends ces garanties. Quand on connaît l'habileté de certains à tourner les règlements, il n'y a pas de doute que cette nouvelle disposition donnera à plusieurs industriels la possibilité d'user et d'abuser de cette mesure, et ici il s'agira de vrais abus en matière de chômage.

Enfin, dernière mesure en faveur des industries : la détaxation de l'énergie. Vous vous en vantez beaucoup. Mais au profit de qui? Je crois que cette détaxation de l'énergie profite surtout aux forts consommateurs et non pas aux petits. Vous prévoyez une détaxation de 900 millions de francs. Alors, quand on vient nous déclarer ici que la taxe de transmission va être augmentée de 5 milliards 700 millions, j'affirme qu'une erreur est commise à la base. Ce n'est pas de 5 milliards 700 millions qu'elle est augmentée; il faut y ajouter les 900 millions de détaxation. Si cette taxe de transmission permet à l'Etat de récupérer 5 milliards 700 millions supplémentaires, alors que d'autre part l'énergie est détaxée à raison de 900 millions, cela signifie que l'ensemble des consommateurs ordinaires paient 6 milliards 600 millions de taxes supplémentaires sur facture. C'est donc toujours abusivement que l'on a parlé d'une taxe de transmission de 5 milliards 700 millions; on aurait dû dire 6 milliards 600 millions. En y ajoutant les 900 millions de taxes directes prévues, on arrive à un total de 7,5 milliards et non pas de 6 milliards 600 millions d'augmentation de la fiscalité de l'Etat.

Vos propositions d'expansion économique se font surtout par une aide directe et indirecte au patronat.

Que faudrait-il faire, pour assurer cette expansion dans un sens qui permette le progrès social? A notre avis, — et je le cite rapidement, — il faudrait revoir votre politique d'intégration et vous orienter vers les marchés de l'Est.

Je vous rends attentif d'ailleurs à ce qui pourrait se passer maintenant à un moment où il apparaît de plus en plus qu'il existe des possibilités d'entente directe entre les deux « grands ». Prenez toutes les précautions nécessaires pour essayer de conquérir ce marché de l'Est qui vous est ouvert.

Il faut prendre aussi des mesures pour éviter l'exportation des capitaux. Il faut, en outre, entrer résolument dans la voie des réformes de structure avec contrôle du crédit et nationalisation, au moins de l'énergie.

Bien sûr, ce n'est là qu'une énumération. Un certain nombre d'arrêtés royaux me seraient nécessaires, à moi aussi, pour rendre cette politique plus concrète.

Quant au redressement financier, M. Vermeylen a donné hier une démonstration suffisante pour prouver qu'il se fait sur le dos des travailleurs. Je viens de parler des 6 milliards 600 millions de taxes de transmission, d'impôts indirects.

On me répondra sans doute que les salaires sont adaptés à l'index. Mais il subsiste régulièrement un retard d'au moins 1,25 p. c. Effectivement, pendant que l'index monte, les salaires restent au niveau où ils étaient fixés. Ils ne sont automatiquement adaptés que lorsque l'index a augmenté d'une tranche de 2,5 p. c. Par conséquent, je le répète, pendant toute la période où les prix montent, les traitements restent en retard sur l'index, d'une moyenne de 1,25 p. c. Cela représente pour un travailleur moyen 100 francs par mois, 1 200 francs par an, ce qui est important dans un budget modeste.

Je ne parlerai pas des impôts communaux. On en a parlé avant moi et on en parlera certainement encore après.

Le Premier Ministre a dit hier que la charge fiscale supplémentaire de 5,5 milliards n'est pas excessive. Je viens de montrer que ces 5 milliards et demi d'impôts nouveaux sont, en réalité, 7 milliards et demi, plus les taxes communales.

Il a ajouté : si le pays n'est pas capable de s'imposer ce sacrifice, il faut douter son avenir.

Je dis qu'effectivement le pays est capable de s'imposer ce sacrifice. Mais encore faut-il savoir qui, dans le pays, le supportera.

Je voudrais encore une fois reprendre des chiffres qui ont été donnés par certaines publications de la C.E.C.A., où l'on voit que les recettes de l'Etat en pourcentage du produit national brut, impôts et sécurité sociale compris, vont de 35,3 p. c. en Allemagne, à 22,8 p. c. en Belgique. La Belgique est le pays, d'Europe en tout cas, où ces charges sont les moins lourdes.

Or, la même étude signale qu'en France, un ouvrier mineur consacre 0,16 p. c. de son revenu en impôts, et un métallurgiste, 0,2 p. c.; qu'en Italie les chiffres sont 1,80 p. c. pour un mineur et 2,83 p. c.

pour un métallurgiste. En Belgique les travailleurs paient le plus en pourcentage de leur salaire : 5,13 p. c. pour un mineur et 5,66 p. c. pour un sidérurgiste.

Qu'est-ce que cela signifie? Que si la Belgique est le pays où le pourcentage des taxes sur le revenu national est le moins élevé, en revanche, c'est en Belgique que le travailleur paie le plus haut pourcentage de son salaire en impôts.

Si nous tenons compte de ces deux considérations, nous devons conclure inmanquablement que la Belgique est le pays d'Europe occidentale où les industriels, où les patrons, paient le moins en taxation et en sécurité sociale, par rapport à leurs revenus.

C'est la conclusion que l'on doit tirer.

Il y a donc des possibilités de taxation, mais on doit avoir recours non pas à des taxes indirectes, mais à des taxes qui frappent directement les classes possédantes.

Votre progrès social est coincé entre l'expansion économique au profit des patrons et le redressement financier au détriment des travailleurs. Il n'en reste donc plus lourd.

D'ailleurs, où sont, dans votre projet, les mesures de progrès social? Je suppose que vous n'aurez pas le front d'affirmer que votre politique des pensions constitue un progrès social. D'autres que moi vous diront certainement ce qu'il faut penser des mesures que vous voulez prendre en cette matière à l'égard des agents de l'Etat. Je dois tout de même protester en passant — et je regrette que le Premier Ministre ne soit plus à son banc — contre sa façon d'interpréter un article dans lequel je ne sais qui disait : « Les enfants considèrent un instituteur de 45 ans comme un vieillard. Que feront-ils vis-à-vis d'un instituteur de 65 ans? ».

C'est une interprétation scandaleuse qui a été donnée à cet article. En effet, rien n'indiquait que son auteur réclamait la pension pour les instituteurs à l'âge de 45 ans. C'est une façon de procéder vraiment inadmissible et il faut défendre une bien mauvaise cause que pour l'utiliser.

Votre loi est une loi de régression sociale — M. Vermeylen avait raison de le dire hier — et la classe ouvrière ne s'y est pas trompée. Elle a réagi et elle a réagi vivement.

Vous avez dit que les grèves ont coûté de 6 à 8 milliards. Mais, Monsieur le Ministre, vous deviez vous y attendre. Vous êtes coupable de ne pas avoir prévu la réaction de la classe ouvrière. Vous êtes coupable de ne pas en avoir tenu compte dans vos prévisions.

On a dit, à droite et ailleurs, que ce sont les agitateurs qui ont poussé la classe ouvrière à cette action. Allons donc! Croyez-vous que les agitateurs soient capables d'entraîner un million d'hommes dans une action comme celle que nous avons connue pendant quatre semaines? C'est impensable.

Pendant quatre semaines, la combativité de la classe ouvrière a été totale.

Au moment où elle a repris le travail, la plupart de ses membres ne désiraient pas le faire. Aujourd'hui encore, ils montrent qu'ils sont attentifs aux méfaits de cette loi unique. Nous recevons constamment des télégrammes et des ordres du jour de groupes d'ouvriers qui nous demandent d'intervenir. Les demandes d'affiliation à la F.G.T.B. et à la Centrale générale des services publics sont nombreuses là où ces organisations se sont battues sérieusement, ce qui montre bien que la classe ouvrière a fait confiance à ses organisations syndicales et qu'elle les a suivies dans la bataille. Tout cela, malgré les méthodes de répression scandaleuse, les illégalités commises, les sanctions contre les fonctionnaires, les arrestations, les jugements de classe. Je dis bien « jugements de classe ». En effet, on condamne à un mois, deux mois de prison des manifestants qui ont été trouvés porteurs de cailloux ou de boulons, mais on libère Lerat qui a assassiné quelqu'un avec un revolver qu'il avait en poche. On aurait dû au moins le condamner pour port d'armes. Or, il court la rue et les autres subissent la répression de votre justice.

Vous vous êtes vraiment déchaîné contre les travailleurs belges. Ces mesures ne sont pas un indice de votre force. Elles sont tout au plus une preuve de votre dépit, un dépit bien compréhensible d'ailleurs. Votre loi unique est rejetée par tout le monde. Pendant le conflit, non seulement la classe ouvrière mais aussi les classes moyennes ont pris position contre votre loi, malgré la peur que la grève, dite insurrectionnelle, causait à certains membres des classes moyennes.

Vos journaux vous ont conseillé d'abandonner la loi et de dissoudre le parlement. Vous avez maintenu la loi, mais vous allez quand même vers la dissolution. Or, cette dissolution, c'est une véritable victoire des grévistes et de la classe ouvrière. Et l'on se demande : pourquoi le vote de la loi d'abord et la dissolution ensuite?

Il eût été plus logique de procéder en sens contraire. C'eût été plus démocratique. Vous auriez donné au pays l'occasion de se prononcer sur votre mauvais projet de loi. Vous avez voulu sauver la face. C'est bien dans le caractère du chef du gouvernement. Mais à quoi a-t-il abouti? Il est confronté aujourd'hui avec des discussions sordides autour d'une loi électorale qui doit permettre aux

libéraux de se faire payer, par un siège ou deux, quelques années de fidélité gouvernementale, et le P.S.C. leur dispute ces quelques sièges. C'est vraiment comme deux chiens accrochés à un même os.

Après les discussions que nous connaissons maintenant, ce n'est pas un départ en beauté. Ce n'est pas un général battu sur le champ de bataille qui accepte sportivement sa défaite, c'est la piètre chute d'un piètre gouvernement qui, au fond, aura la fin qu'il mérite.

M. le Président. — La parole est à M. Bartelous.

M. Bartelous. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, au cours de nos débats d'hier, notre honorable collègue M. Rolin reprenant à son compte un discours prononcé devant la Chambre, le 10 janvier dernier, conseillait à M. le Premier Ministre de suivre l'exemple d'un de ses prédécesseurs, M. Pierre De Decker, et de quitter le pouvoir, comme celui-ci l'avait fait, au lendemain d'une défaite où il avait été obligé de retirer un projet de loi qui avait suscité dans le pays une vive émotion.

Après l'intervention de M. Rolin, j'ai eu l'occasion d'intervenir auprès de lui pour lui faire remarquer que l'analogie qu'il avait faite entre les deux situations n'était que superficielle. S'il est bien exact qu'en 1857, M. De Decker et son cabinet avaient déposé un projet de loi qui a conservé dans les *Annales parlementaires* le nom de « loi des couvents », s'il est bien exact que ce projet a suscité dans le pays une très vive émotion, semblable à celle que nous venons de connaître ces dernières semaines, l'analogie doit s'arrêter là ou à peu près.

Il est vrai qu'il est d'éternels recommencements. Il est vrai qu'à l'époque, le projet de loi suscita dans le pays une vive émotion, que les vitres de quelques maisons d'édition de journaux catholiques de l'époque furent brisées, que les maisons de quelques députés catholiques furent lapidées. Il est vrai qu'il y eut des heurts parfois terribles entre la troupe et la foule, mais je crois, comme je l'ai dit, que là s'arrête l'analogie.

La différence est grande entre l'attitude du cabinet De Decker, en juin 1857, et celle prise aujourd'hui par le gouvernement de M. Eyskens. En réalité, le cabinet De Decker céda immédiatement devant l'émeute. Il pria le Roi de retirer le projet de loi et de déclarer close la session parlementaire. Mais, contrairement à ce que disait et semblait croire hier l'honorable M. Rolin, le gouvernement ne se retira pas tout de suite, il ne quitta le pouvoir que quelques mois plus tard, après des élections communales, qui avaient renforcé la majorité traditionnelle des libéraux dans les grands centres.

Il est d'ailleurs amusant de constater que cette démission ne fut pas acquise facilement. Deux Ministres de ce cabinet — le dernier cabinet unioniste du règne de Léopold I^{er} — appartenant à la

fraction la plus modérée du parti libéral refusèrent d'abord de donner leur démission et ne cédèrent qu'à la pression du chef de cabinet lui-même. Il s'agit de M. Alphonse Nothomb, le grand-oncle de notre estimé collègue, le baron Nothomb, et de M. Mercier, l'oncle de l'éminent cardinal dont la Belgique conserve un souvenir impérissable.

Seulement, cette situation ne laissa pas d'inquiéter le Roi. Léopold I^{er} écrivait à M. Thiers, celui de ses intimes auquel parfois il se confiait lorsqu'il souhaitait peut-être que ses confidences ne restassent pas tout à fait secrètes : « Si, dans un pays véritablement libre, les partis ne respectent pas la majorité, le régime constitutionnel devient impossible. »

Et c'est là, à mon avis, la grande leçon que le gouvernement actuel a tirée de cet événement. Là est toute la différence entre l'attitude de M. Eyskens et celle de son prédécesseur, M. De Decker. En réalité, on découvre de profondes différences entre la situation d'alors et celle d'aujourd'hui et nous devons nous réjouir que le gouvernement ait compris qu'il ne pouvait pas céder à la pression de la rue.

On peut penser tout ce qu'on veut de la loi actuellement en discussion devant notre assemblée, et M. De Grauw avait raison tout à l'heure lorsqu'il disait que nous pouvons tous faire des réserves sur l'un ou l'autre article. Nous pouvons parfaitement ne pas être d'accord sur toutes les dispositions de la loi. Le problème n'est plus là. Pour sauver notre régime démocratique, il est indispensable de prouver que le gouvernement a le dernier mot et qu'il est peu probable pour l'avenir qu'un gouvernement cède à la pression de la rue. C'est là le grand mérite du gouvernement. Quel que soit le nombre d'articles que nous puissions critiquer — et ils peuvent être nombreux pour certains d'entre nous — il est indispensable que la loi soit votée, car si elle ne l'était pas, nous pourrions demain réserver à cette maison qui nous abrite le sort qu'au lendemain de la mort de Charles I^{er}, Cromwell réservait à la Chambre des Communes en y affichant une simple pancarte : « House to let ». Je souhaite que nous n'en arrivions pas là. C'est la raison pour laquelle, malgré certaines réserves, je voterai la loi qui nous est soumise. *(Applaudissements à droite et sur les bancs libéraux.)*

M. le Président. — Je remercie M. Bartelous d'avoir respecté rigoureusement le temps de parole qu'il nous avait indiqué. Nous reprendrons cette discussion à 14 heures.

La séance est levée. De vergadering is gesloten.

(Lè séance est levée à 12 h 55 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 12 u 55 m.)

N. 17

SEANCE D'APRES-MIDI.
NAMIDDAGVERGADERING.

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 377.

PROJET DE LOI (Discussion) :

Projet de loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. Discussion générale (suite). *Orateurs* : MM. Godin, baron de Dorlodot, Meurice, baron Zurstrassen, p. 377. — Discussion du titre 1^{er}. *Orateurs* : MM. De Winter, De Block, Dekeyzer, L. Desmet, Flamme, M. Dequae, Ministre de la Coördination économique, p. 380.

PROPOSITION (Dépôt) :

M. Rolin. — Proposition de déclaration de revision de la Constitution, p. 400.

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 377.

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging) :

Ontwerp van wet voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel. Algemene beraadslaging (voortzetting). *Spreekers* : de heren Godin, baron de Dorlodot, Meurice, baron Zurstrassen, blz. 377. — Beraadslaging over titel I. *Spreekers* : de heren De Winter, De Block, Dekeyzer, L. Desmet, Flamme, de heer Dequae, Minister voor Economische Coördinatie, blz. 380.

VOORSTEL (Indiening) :

De heer Rolin. — Voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet, blz. 400.

PRESIDENCE DE M. STRUYE, PRESIDENT.
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER STRUYE, VOORZITTER.

M. Moulin et M^{me} Lehouck, secrétaires, prennent place au bureau.

De heer Moulin en Mevr. Lehouck, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 heures.

De vergadering wordt geopend te 14 uur.

CONGES. — VERLOF.

M. Warnant, retenu par des obligations professionnelles, s'excuse de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour.

Verontschuldigt zich de vergadering van heden niet te kunnen bijwonen, de heer Warnant, door beroepsplichten weerhouden.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI D'EXPANSION ECONOMIQUE,
DE PROGRES SOCIAL ET DE REDRESSEMENT FINANCIER.

Continuation de la discussion générale.

ONTWERP VAN WET VOOR ECONOMISCHE EXPANSIE,
SOCIALE VOORUITGANG EN FINANCIËEL HERSTEL.

Voorzetting van de algemene behandeling.

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

La parole est à M. Godin.

M. Godin. — Monsieur le Président, Messieurs, je monte à cette tribune pour marquer ma position vis-à-vis de la loi que nous discutons actuellement. Dans une très brève intervention, je vous dirai pourquoi je voterai cette loi.

M. De Block. — Et vous êtes contre?

M. Godin. — Seulement, je vous dirai qu'il y a aussi des objections à faire et c'est pourquoi je désire m'en expliquer très brièvement.

La première question qui se pose est la suivante : cette loi, est-elle nécessaire pour la bonne gestion financière du pays, la solidité de la monnaie et l'expansion économique et sociale? Si on répond par l'affirmative, il est évident qu'on est obligé en conscience de voter la loi. Alors, voyons où nous en sommes.

Au point de vue financier, j'ai lu dernièrement une étude sur la situation de la Belgique. Il y était dit que l'impasse financière depuis 1949 jusqu'en 1961 se montait à la somme formidable de 166 milliards, c'est-à-dire que de 1949 à 1960, on a dépensé 166 milliards de plus que le montant des recettes. Evidemment, ces 166 milliards comprennent beaucoup de dépenses extraordinaires et d'investissements, mais aussi pas mal de dépenses ordinaires, qui auraient dû être financées par l'impôt. Qu'en résulte-t-il? La dette publique monte d'une façon formidable et dans de bien trop fortes proportions.

Je n'oublie pas, Messieurs, que de 1954 à 1958, sous le gouvernement de gauche...

M. Roland. — M. Lefebvre faisait aussi partie de ce gouvernement.

M. Godin. — ... il y a eu environ 40 milliards de plus-values budgétaires. Ces 40 milliards ont été consommés, et, ce qui est pis, on les a transformés en dépenses permanentes. Celles-ci ont continué à s'enfler, et c'est pour cette raison que la situation est devenue difficile. Je n'oublie pas qu'en 1958, quand vous avez quitté le gouvernement, on comptait 8 milliards de déficit au budget ordinaire. Enfin, je n'oublie pas non plus qu'on se trouve dans une situation de trésorerie des plus difficiles et qu'on ne peut continuer dans cette voie.

Devant cette situation, devons nous croiser les bras et rester immobiles? Si nous le faisons, un jour ou l'autre, nous nous trouverons dans une situation financière encore plus grave, et l'Etat n'en sortira plus.

Dès lors, il nous faut avant tout une situation financière saine et solide, afin qu'il puisse y avoir une expansion économique et sociale dans le pays. Rappelez-vous d'ailleurs ce qui se passait avant la guerre

de 1914-1918. On ne s'occupait pas des questions budgétaires parce la fortune des citoyens n'était pas attachée au char de l'Etat. Depuis 1918, les choses ont changé, et, après la dernière guerre, cela s'est avéré encore plus évident. Voyez ce qui se passe dans le monde entier. Les affaires peuvent être prospères, brillantes, mais, si à un moment donné, la valeur de la monnaie nationale vient à diminuer ou à s'effondrer, c'est la ruine générale. Voyez ce qui s'est passé en Argentine, au Brésil, en Allemagne, en 1922 et en 1946-1947. L'Allemagne était alors en difficulté; maintenant, ce pays possède une des monnaies les plus solides d'Europe; c'est la prospérité.

Ce que nous devons sauvegarder ici, c'est la solidité de la monnaie nationale. C'est pour cela que nous ne pouvons rester immobiles. C'est pour cela que je réponds à la question.

Cette loi, est-elle nécessaire? Je réponds oui. Cependant, je ne puis pas marquer mon accord complet sur tous ses chapitres. Je n'en discuterai pas longuement.

A mon sens, on ne fait pas assez d'économies. Depuis quinze ans, nous suivons une politique de facilité. On se figure que la caisse de l'Etat belge est inépuisable. Chacun y a recours pour des subsides, des subventions et des augmentation de tous genres, sans se soucier des recettes correspondantes.

Cette politique de facilité doit cesser, sinon nous courons à la catastrophe.

En outre, je ne suis pas partisan, je tiens à le souligner, du précompte. (*Exclamations ironiques sur les bancs socialistes.*)

Je prétends que le précompte fera plus de tort que de bien. J'en parlerai plus longuement au moment où nous discuterons l'article y relatif.

Le précompte rapportera quelques centaines de millions à l'Etat, mais beaucoup de capitaux s'en iront à l'étranger.

Lorsqu'on touche au crédit de l'Etat, c'est grave.

Or, l'Etat devra encore recourir aux emprunts pour payer ses dettes dans les années à venir. S'il ne parvient pas à trouver des souscripteurs, comment paiera-t-il ses dettes? Il sera obligé d'émettre des bons du trésor, qu'on escomptera à la Banque Nationale, qui les changera à son tour en billets. Où en serons-nous?

La preuve que le précompte est plus nuisible qu'utile, est que l'emprunt actuel des chemins de fer, qui s'élève à 2 milliards 300 millions de francs, et qui aurait dû être couvert très rapidement, puisqu'il y a encore des disponibilités en Belgique, n'est pas encore entièrement souscrit. A mon avis, le précompte y est pour quelque chose.

Je conclus : durant ma longue vie politique, j'ai pu constater qu'il existait deux catégories de mandataires publics. Appartiennent à la première, ceux qui poussent à la dépense, proposent des lois dont les incidences financières sont parfois très lourdes pour le public et pour l'Etat. Lorsqu'ils constatent que la situation de la Trésorerie est mauvaise, généralement ils refusent de supprimer les abus et de recourir aux impôts. Je ne suis pas de ceux-là.

Il y a une autre catégorie, celle des mandataires qui ne poussent pas à la dépense, qui désirent que les choses se passent normalement, et que les dépenses ne dépassent point les recettes. Lorsque la situation de l'Etat est difficile, ceux-là doivent venir à la rescousse et voter les mesures impopulaires et les impôts. J'appartiens à cette seconde catégorie.

Malgré son impopularité, je voterai la loi unique. (*Applaudissements à droite.*)

M. le Président. — La parole est au baron de Dorlodot.

M. le baron de Dorlodot. — Monsieur le Président, en raison de critiques parfois erronées formulées dans le public, je crois devoir justifier mon attitude et mon vote en ce qui concerne la loi unique. Pour aujourd'hui, je laisserai de côté critiques ou approbations, me bornant à résumer les faits tels qu'ils m'apparaissent. Les chiffres mêmes n'étant qu'exemplatifs, seront arrondis et groupés.

Au cours des dernières années, le parlement et les différents gouvernements ont pratiqué une politique de générosité. Pour la réaliser, ils ont dépensé très largement, au-delà des revenus réels de l'Etat. A cela est venu s'ajouter, avec l'accord et l'approbation des trois partis, ce que l'on connaît sous le nom de « catastrophe congolaise ». Pour faire face aux exigences du moment, une méthode pour le moins empirique a été adoptée. On a inscrit au budget extraordinaire des dépenses manifestement ordinaires, c'est-à-dire qu'on les a payées par l'emprunt.

La permanence de pareille pratique devait aboutir rapidement à un complet effondrement du crédit national, à la ruine des épargnants et à la perte des avoirs des pensionnés et retraités.

Le gouvernement actuel a eu le courage de se placer en face de la périlleuse réalité et d'avertir le pays, ce qu'aucun autre n'avait fait avant lui... (*Rires sur les bancs socialistes.*)

Votre réaction est terminée?

M. De Block. — Il n'y en a pas eu. Vous avez mal calculé.

M. le baron de Dorlodot. — A l'aide de la documentation administrative et sous sa responsabilité, le gouvernement a présenté un travail compact que le parlement devait alors discuter soigneusement, et naturellement en toute indépendance. Il résultait de ce travail qu'environ dix milliards devaient disparaître immédiatement du budget extraordinaire pour figurer à l'ordinaire. La conséquence naturelle était l'obligation d'assurer en recettes annuelles ou en économies une somme correspondant aux 10 milliards transférés. Complémentairement, pour assurer sérieusement l'équilibre du budget ordinaire, il fallait trouver en outre environ 4 milliards et demi. Cela donnait un total général et suffisant de 14 milliards et demi, si la catastrophe congolaise n'était pas survenue. Mais en raison de celle-ci, il a fallu ajouter à ces 14 milliards et demi un supplément de l'ordre de 6 milliards et demi, ce qui donnait un manquant définitif et total de 21 milliards pour assainir complètement et d'une manière durable la situation du pays. Cela, bien entendu, sans les dégâts et les pertes occasionnés ultérieurement, par les événements insurrectionnels déclenchés par des agitateurs, sous prétexte de combattre la loi unique.

M. Lemal. — Vous les évaluez à combien?

M. le baron de Dorlodot. — Si j'ai bien compris les documents...

M. Lemal. — Vous ne répondez pas à ma question, Monsieur de Dorlodot?

M. le baron de Dorlodot. — ... qui nous ont été soumis, le gouvernement envisageait comme contrepartie à ces 21 milliards, qu'il fallait trouver sous une forme ou une autre, en premier lieu 11 milliards d'économies ou de réductions de crédits; ensuite 4 milliards et demi de rendement complémentaire d'impôts, sans qu'il en soit établi de nouveaux; puis 6 milliards et demi d'impôts nouveaux correspondant approximativement à ce que la catastrophe congolaise aurait coûté au pays. Cela donnait 22 milliards d'économies ou d'impôts en face des 21 milliards à compenser.

A condition que les chiffres soient exacts, — ce que le parlement devait vérifier au cours d'une discussion sans parti pris, l'intérêt général étant en jeu — c'était l'assainissement complet et durable de la situation et le rétablissement du crédit de la Belgique dans le monde, comme cela s'est produit notamment en Hollande, quand celle-ci a fait face aux difficultés qu'elle éprouvait.

Mais arrivé à ce point, une erreur est intervenue qui a compromis le succès de l'opération et qui a permis la naissance d'un mouvement insurrectionnel.

Voici, me semble-t-il, cette erreur : mis en défiance par de précédentes expériences, des parlementaires ont réclamé le groupement des économies et le vote des impôts en une seule et même loi : « la loi unique ».

Ils redoutaient, en effet, que si les deux volets du projet étaient présentés séparément, comme cela eût été logique, les partisans des impôts les votent, et puis laissent de côté les économies dont ils ne veulent pas, et vice-versa.

C'est cette prudence, c'est-à-dire la présentation d'une « loi unique », qui a groupé farouchement presque tout le monde contre elle. Les partisans des économies l'ont combattue à cause des impôts, et les partisans des impôts à cause des économies.

Ce mélange « de feu et de pétrole » a permis aux partisans d'une insurrection de tenter la prise de pouvoir par des mouvements de rue, en opposant la force à la légalité constitutionnelle. (*Rires ironiques sur les bancs socialistes.*) Cela vous fait rire parce que vous avez soutenu ces mouvements. Mais vous en porterez la responsabilité devant le corps électoral dans quelques jours.

M. Delbouille. — Vous nous faites penser à la bombe atomique et à la réaction en chaîne.

M. le baron de Dorlodot. — Sans doute vos projets ont-ils échoué...

M. Lemal. — Vous êtes amusant.

M. le baron de Dorlodot. — ... mais non sans pertes ni dommages pour les ouvriers et pour le pays tout entier, car tous devront payer quelques milliards de plus de contributions, tant pour la perte de profits et de salaires que pour les pillages et la destruction de bâtiments. (*Rires ironiques sur les bancs socialistes.*)

M. Lemal. — Vous exagérez un peu.

M. le baron de Dorlodot. — Vous riez, mais les payeurs ne riront pas.

Cependant, il faut considérer que les émeutiers tireront profit de ce qui s'est passé...

M. Lemal. — La révolution est à droite.

M. le baron de Dorlodot. — Si, bien entendu, on les laisse faire. Ils se sont livrés à une répétition générale. Cette expérience leur permettra de mieux préparer le prochain mauvais coup qu'ils ont déjà annoncé.

M. Lemal. — Le grand soir!

M. le baron de Dorlodot. — Le mauvais coup que vous essayerez de faire avec eux!

M. G. Breyne. — C'est le Cardinal qui vous a inspiré cela?

M. le baron de Dorlodot. — La conclusion, c'est que les amis de la liberté doivent se grouper étroitement. Toute division serait peut-être mortelle, notamment aux prochaines élections.

C'est qu'en présence du danger révolutionnaire, la loi unique ne présente plus qu'un intérêt très relatif et doit passer à l'arrière-plan.

Ce qui, par contre, vient au premier plan, nous devons le dire et le redire aux électeurs de demain...

M. Delbouille. — Les carreaux du *Rappel* coûtent cher!

M. le baron de Dorlodot. — ... nous devons le dire aux électeurs de demain, c'est la nécessité impérieuse de défendre, lors du prochain scrutin, la consolidation de la légalité constitutionnelle et cela, si l'on ne veut pas devenir une sorte de Pologne ou de Hongrie! (*Rires sur les bancs socialistes.*)

M. Lemal. — Ou d'Espagne?

M. le Président. — Je vous prie de ne pas interrompre; Monsieur Lemal, vous exagérez.

M. Lemal. — Le baron de Dorlodot fait des comparaisons désobligeantes, et j'ai le droit d'y répondre.

M. le Président. — Non, Monsieur Lemal, je vous en prie.

M. Lemal. — C'est mon droit.

M. le Président. — Monsieur Lemal, vous avez été un collègue très agréable pendant deux ans. Mais, permettez-moi de vous dire amicalement que lorsque le Président, aux termes du règlement, invite un membre à ne pas interrompre, il ne convient pas que celui-ci lui donne un démenti sur ce point. Le baron de Dorlodot a seul la parole.

M. le baron de Dorlodot. — Dès lors, je ne marchanderais pas mon vote à la loi unique proprement dite, malgré certains défauts qu'on pourra d'ailleurs corriger dans la suite. Il est indispensable, en effet, de fournir d'urgence des ressources à l'Etat, en raison de la situation qui a été exposée au début de cette intervention. Mon vote n'est donc pas pour la loi, mais contre l'insurrection... (*Rires sur les bancs socialistes.*) ... que de dangereux excitateurs ont essayé de faire triompher, excitateurs qui ont été, tout au moins, appuyés par la majorité des parlementaires socialistes... (*Exclamations ironiques sur les bancs socialistes.*) Est-ce que vous n'avez pas été dans les piquets de grève et à la tête des manifestations? C'est un fait... cela vous irrite qu'on le dise? Je le comprends!

M. le Président. — Monsieur de Dorlodot, je vous en prie, ne provoquez pas les interruptions!

M. Lemal. — Il exagère.

M. le baron de Dorlodot. — Je n'ai plus qu'un mot à dire, Monsieur le Président, et ce sera ma conclusion...

M. Delbouille. — Il est temps!

M. le baron de Dorlodot. — En raison de ce que je viens d'exposer, je dirai « oui » à la loi unique, pour dire « non » aux émeutiers. (*Applaudissements à droite.*)

M. le Président. — La parole est à M. Meurice.

M. Meurice. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en d'autres circonstances, j'aurais certainement pris la parole très longuement dans ce débat, et la déclaration qu'a faite hier M. le Ministre des Finances concernant le résultat des souscriptions à l'emprunt de la Société nationale des Chemins de Fer, m'aurait notamment permis de démontrer que maints points de vue développés en commission méritaient vraiment d'être examinés.

Mais l'heure n'est plus, je pense, aux grands discours. Il faut être réaliste. A la veille d'une dissolution, cela n'aurait plus aucune portée pratique pour le bien du pays. Je ne ferai donc que résumer très brièvement les dominantes de ma position.

En ce qui concerne notre expansion économique, il est bien évident que le gouvernement a fait un effort. Si je considère néanmoins celui que la Belgique doit réaliser d'urgence et tel qu'il a été décrit très nettement par certains de nos Ministres, je constate avec eux que notre expansion économique est allée annuellement en s'amenuisant, pour se situer à 2 p. c. en 1960. Par contre, celle des pays voisins a été, depuis 1953, en progression incessante et elle se situe aujourd'hui à la moyenne de 5,5 p. c. pour l'ensemble de ces pays, Belgique exclue, et même à 6 p. c. pour certains pays.

Je tire la conclusion : l'effort qui nous est demandé, ainsi qu'à tout le pays et à tous les partis, est donc de tripler notre expansion économique annuelle.

Je déclare franchement que j'estime les moyens employés par le gouvernement comme nettement insuffisants pour cette tâche dont dépend tout notre standing social.

En ce qui concerne le redressement financier, il est évident que le gouvernement a le mérite d'avoir le premier exposé la situation et pris des mesures en conséquence. Je suis néanmoins convaincu que l'effort du gouvernement reste radicalement insuffisant, dans le secteur des économies, et celui de l'assainissement des secteurs en difficulté. J'ajoute, — et il faut en tirer les conséquences, — que cette année 1960 encore, malgré toute l'énergie et la compétence du Ministre des Finances, nous n'avons pu échapper, pour l'ordinaire et l'extraordinaire, à 9 milliards de crédits supplémentaires. C'est dire qu'à mon avis, le problème n'est pas résolu et que la situation est vraiment grave.

Il faudra remettre toutes ces questions sur le métier après les élections, si nous ne voulons pas courir le risque de nouveaux impôts. Mais il faut que le parlement et le pays voient le problème tel qu'il est. Ce n'est que sur la base de ses données exactes que nous pourrions aider le gouvernement de demain à le résoudre.

Tel est, d'une façon générale, l'ordre des préoccupations qui me laissent, vous le savez, hésitant et même défavorable à certains aspects de la loi.

Mais aujourd'hui, nous voilà brusquement placés devant une dissolution, alors que la situation reste vraiment plus sérieuse que d'aucuns se l'imaginent. Dès lors, pendant les mois qui vont s'écouler et au cours desquels le parlement ne pourra plus se réunir, allons-nous laisser le gouvernement dépourvu des moyens qu'il nous demande pour dominer des situations peut-être graves qui pourraient se présenter?

Evidemment, je maintiens mes réserves sur certains aspects de la loi. Mais, dans l'intérêt général, je crois ne pas pouvoir refuser au gouvernement les moyens financiers qu'il nous réclame pour les prochains mois, et je tiens à déclarer que je voterai oui. (*Très bien! et applaudissements à droite et sur les bancs libéraux.*)

M. le Président. — La parole est au baron Zurstrassen.

M. le baron Zurstrassen. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il n'y a guère, on nous disait : il faut voter la loi unique pour que le gouvernement demeure au pouvoir. Aujourd'hui, on nous déclare : il faut voter la loi unique pour que le même gouvernement puisse démissionner. (*Exclamations ironiques sur les bancs socialistes.*)

Cette politique manque singulièrement de sérieux et de continuité.

M. Vermeulen. — Très bien!

M. le baron Zurstrassen. — Mais si la loi unique avait été l'instrument du vaste programme de salut public présenté le 30 août dernier au pays par M. le Premier Ministre, je l'aurais certainement votée.

Je crois, en effet, à l'impérieuse nécessité de réformes profondes. Mais, loin d'apporter celles-ci à la nation, la loi unique aura des conséquences graves, graves pour notre expansion économique, graves pour les salariés, pour les petits porteurs d'actions et pour les classes moyennes, graves enfin pour l'Etat lui-même auquel cette loi n'offre que trop de tentations de facilités.

La loi unique va permettre à l'Etat de lever pour 6 600 millions d'impôts nouveaux, et aux communes de frapper de 3 milliards de nouvelles taxes leurs contribuables. En contrepartie, on nous promet de considérables économies de la part des pouvoirs publics. On nous dit qu'elles atteindront 11 400 millions.

Or, que constatons-nous? La Société nationale des Chemins de Fer émet déjà en son nom propre pour 2 300 millions d'emprunts, qui donc ne figurent plus à l'extraordinaire de 1961. Il n'empêche que le service de cet emprunt grèvera la dette publique et retombera sur les contribuables.

On nous présente 700 millions d'économies sur le budget de l'Intérieur, mais les communes pourront récupérer, en taxes nouvelles, cette charge que l'Etat leur transfère.

Du côté des dommages de guerre, les économies sont également fictives, puisque les sinistrés seront indemnisés en obligations.

M. Yernaux. — En monnaie de singe.

M. le baron Zurstrassen. — Les 400 millions d'économies annoncées dans le secteur des pensions ne sont que le résultat d'un jeu d'écritures et d'un mouvement de liquidités entre la Caisse de retraite des mineurs et leur Fonds d'invalidité.

On réduit de 990 millions à 350 millions le montant des primes De Taeye.

Cette opération est d'autant plus discutable que la Confédération de la Construction a calculé que chaque prime de 30 000 francs rapporte, en fait, à l'Etat, sous la forme des taxes et impôts afférents à la construction d'une maison, plus de 60 000 francs.

Ces quelques exemples prouvent que le montant des économies promises par le gouvernement n'atteint pas, en réalité, les 11 400 millions annoncés. Des calculs sérieux démontrent qu'on atteint tout au plus 4 milliards d'économies réelles.

Un autre aspect de la loi unique doit aussi susciter notre réprobation.

Cette loi nous mène tout droit, en effet, à l'étatisation du crédit.

Des experts fiscaux ont établi formellement que, si la loi est appliquée, sur un dividende de 100 francs, le contribuable payera 54 francs à l'Etat, mais qu'il ne lui devra que F 19,90 sur un intérêt obligataire de 100 francs.

C'est un énorme privilège que l'Etat s'octroie ainsi sur le marché des capitaux, car il est le principal émetteur d'obligations.

Cette politique lèse directement les masses ouvrières, car elles ont d'abord intérêt à l'essor des entreprises libres et au développement de l'actionariat.

D'autre part, en additionnant l'impôt communal, la taxe mobilière et l'impôt complémentaire personnel, on constate qu'après la loi unique, les revenus que les particuliers tirent des sociétés seront taxés à 59 p. c.

Et on voudrait attirer en Belgique les capitaux étrangers? Et on s'imaginerait que c'est par de telles spoliations qu'on revigorerait l'économie des provinces wallonnes?

Pour justifier ses mesures fiscales, M. le Ministre des Finances invoque le drame congolais. Ce prétexte est maladroitement choisi.

D'abord, parce qu'en 1961, d'après les prévisions de dépenses du gouvernement, lui-même, le Congo nous coûtera 2 milliards 355 millions de moins qu'en 1960.

Ensuite, parce qu'il est inadmissible qu'après avoir été durement atteints par le désastre congolais, des dizaines de petits porteurs d'actions subissent, de surcroît, les rigueurs de la loi unique.

J'en viens maintenant au fond même du débat.

De 1955 à 1960, les recettes sont passées de 75 à 101 milliards. M. le Ministre des Finances a déclaré lui-même que les plus-values fiscales de 1960 dépassaient 8 milliards.

En outre, en 1961, les prévisions de recettes dépassent de 5 milliards celles de 1960.

Dès lors, je me demande quelle est l'utilité réelle de la grêle d'impôts dont le gouvernement veut accabler le pays.

La nation, Messieurs, s'indigne de cette politique de facilité.

Elle constate que, de 1950 à 1958, les dépenses de l'Etat ont augmenté dans d'intolérables proportions. Le budget du Travail et de la Prévoyance sociale passa de 4 milliards 700 millions à 10 milliards 200 millions, celui de l'Instruction publique de 5 milliards 200 millions à 20 milliards, et celui des pensions de 9 à 17 milliards.

Aucun pays d'Europe n'a suivi ce néfaste exemple.

S'imposant une politique prévoyante et sage, d'autres nations mirent tout en œuvre pour développer leur prospérité et augmenter ainsi le bien-être des travailleurs.

Vous vous apprêtez à porter de 5 à 6 p. c. la taxe de transmission et vous croyez qu'en alourdissant de la sorte nos prix de revient, vous assurerez l'expansion économique du pays? Quelle néfaste illusion et quelle méconnaissance des lois les plus élémentaires des marchés mondiaux!

Pénaliser les actionnaires, surtaxer les revenus, freiner notre expansion, semer l'inquiétude, ne suffit pas encore!

On trouve, dans la loi unique, quelques lignes annonçant la création d'un Office de l'Emploi, qui ne sera en fait qu'une étape vers l'étatisation pure et simple de ce secteur social.

L'ensemble de la loi unique est un instrument redoutable, que des ministres marxistes n'auraient qu'à utiliser pour imposer à la Belgique un régime travailliste.

M. Troclet. — Le gouvernement actuel est donc marxiste?

M. le baron Zurstrassen. — Cette loi unique, je le répète, est une étape vers le marxisme.

M. Busieau. — Quels sont les marxistes de droite?

M. le baron Zurstrassen. — A cet égard, nous avons tous lu la protestation solennelle des membres de la Société médicale Saint-Luc, qui s'élève contre les entorses qu'apportera la loi unique au secret médical, ce droit, pourtant sacré, des malades pauvres comme des riches.

Et, en outre, je souligne un fâcheux contraste entre l'exposé des motifs de la loi unique, qui promet d'importantes réformes de sécurité sociale, et le très maigre contenu de la loi unique en ce domaine.

Enfin, je n'admets pas qu'on baptise « loi d'expansion économique » un ensemble législatif qui se réduit, en réalité, à une série de mesures fiscales assorties de considérations générales. Celles-ci ne donnent pas le change sur les déficiences de la loi unique, ses contradictions et ses dangers.

Je ne voterai pas la loi unique, parce qu'elle s'oppose, en bien des points essentiels, au programme que mon parti présente à la nation en 1958.

Ce programme, Messieurs, est, à mes yeux, un contrat inviolable entre le pays et les mandataires sociaux-chrétiens.

Je conclus en déclarant, — cela va de soi, — que mon attitude ne signifie pas une quelconque approbation des grèves insurrectionnelles.

M. Busieau. — Vous êtes obsédé par l'insurrection!

M. Troclet. — Puisque vous vous plaignez des mesures prises, pourquoi n'avez-vous pas fait la grève aussi?

M. le baron Zurstrassen. — Parce que la loi unique est une question politique et non une question de grève.

M. Troclet. — Cela n'a rien à voir avec la politique.

M. le baron Zurstrassen. — Je tiens à féliciter le gouvernement d'avoir réprimé les grèves avec énergie. Mais je regrette qu'il livre ensuite aux marxistes une arme aussi dangereuse que la loi unique.

M. le Président. — La parole est à M. Coulonvaux.

M. Coulonvaux. — J'y renonce, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. Van Remoortel.

M. Van Remoortel. — J'y renonce, Monsieur le Président. Je prendrai la parole dans la discussion des articles.

M. le Président. — Personne ne demandant plus la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Vraagt niemand meer het woord? Dan is de algemene bespreking gesloten.

Wij gaan over tot de bespreking van titel I : Economische Expansie.

Nous passons à la discussion du titre 1^{er} : Expansion économique.

TITEL I. — ECONOMISCHE EXPANSIE.

Algemene behandeling.

TITRE 1^{er}. — EXPANSION ECONOMIQUE.

Discussion générale.

M. le Président. — Avant de passer à l'examen des articles, nous procéderons à une discussion générale pour chacun des titres du projet de loi.

Zoals wij hebben beslist, beginnen wij met de algemene bespreking van titel I.

Het woord is aan de verslaggever.

De heer De Winter, verslaggever. — Dames en Heren, wanneer men de verschillende kapitels van het wetsontwerp ter bevordering van de economische expansie, de sociale vooruitgang en het financieel herstel overziet, komt men onmiddellijk tot de bevinding dat de titel I ervan, die zich meer bepaald inlaat met de economische expansie, het minst aanleiding geeft tot afkeurende opmerkingen, en zelfs van aard zou zijn om de principiële goedkeuring van de grote meerderheid van deze vergadering te verwerven, indien de beschikkingen van het wetsontwerp zich tot het eerste kapittel zouden beperken.

Titel I heeft inderdaad hoofdzakelijk op het oog de versterking en de versoepeling van de wetten van 17 en 18 juli 1959, ter bevordering van de economische expansie en ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten.

Het verheugt me dan ook dat de gelukkige kans me te beurt is gevallen als verslaggever voor deze titel te mogen optreden, met uitsluiting van de zes andere, die wellicht op meer kritische wijze zullen onthaald worden.

Daar er naar aanleiding van deze bespreking overeengekomen werd dat de mededeling betreffende het vijfjarenprogramma van de regering aan een afzonderlijke discussie zou onderworpen worden, heeft de commissie zich als taak opgelegd de draagwijdte en de toepassingsmodaliteiten van de onderscheidene artikels van deze titel nauwkeurig te onderzoeken.

De gedachtenwisselingen hebben geen aanleiding gegeven tot enige amendement van de voorgelegde beschikkingen. Zij hebben evenwel bijgedragen tot een duidelijker begrip van de wijzigingen en aanvullingen die ten opzichte van de bestaande wetten van 17 en 18 juli 1959 door het wetsontwerp voorgesteld worden. Deze gedachtenwisselingen werden artikelsgewijs omstandig opgenomen, samen met de door de regering verstrekte toelichtingen. Ik zal ze hier dan ook niet opnieuw voordragen, daarbij rekening houdend met het feit dat de eventueel na de algemene bespreking van het kapittel I gewenste bijkomende toelichtingen bij gelegenheid van de bespreking van de artikels zullen kunnen worden gegeven.

Ter inleiding van de bespreking, zou ik dan liefst overgaan tot enkele meer algemene beschouwingen in verband met de beginselen die ten grondslag zouden moeten liggen van het onderwerp dat thans onze aandacht gaande houdt. Het zal u wellicht opgevallen zijn dat de memorie van toelichting van het wetsontwerp meer dan eens wijst op de vertraging die de economische expansie sedert de laatste jaren in België ondergaat. Tevens wordt onderstreept dat onze industrie te veel in de traditionele banen gebleven is, en dat er te weinig verwezenlijkt werd in bepaalde sectoren die in het buitenland een bijzonder grote expansie hebben gekend.

Het wil me derhalve voorkomen dat alvorens over economische expansie te spreken, het ten eerste geraden is even na te gaan wat de voornaamste oorzaken van deze relatieve achteruitgang van ons land kunnen zijn. Zo hieraan inderdaad nie op doeltreffende wijze verholpen wordt, bestaat er groot gevaar dat de thans ter sprake gebrachte economische expansie, een slogan zonder werkelijke inhoud of achtergrond zou blijven.

Naar mijn mening, zijn deze oorzaken hoofdzakelijk te zoeken in enkele gemakkelijk te ontdekken dwalingen en tekortkomingen, die vooreerst bij prioriteit op de eigenlijke instelling van de herstelwet zouden moeten gesaneerd en rechtgezet worden.

Zij kunnen mijns inziens als volgt geformuleerd worden: 1° het remmend tekort aan risicodragend kapitaal; 2° de te zware belasting van het risicodragend kapitaal; 3° de ontoereikende rentabiliteit van de bedrijven; 4° het overmatig gelegd accent op zelffinanciering, enerzijds, en officiële kredietverlening, anderzijds; 5° het tekort aan grote ondernemingen in ons land; 6° de nood aan een meer diepgaand en meer uitgebreid wetenschappelijk onderzoek; en tenslotte, 7° de afwezigheid van een werkelijk en opbeurend expansieklimaat.

Bij gelegenheid van de bespreking van de begroting van het departement van Economische Zaken, heb ik reeds gewezen op het tekort aan risicodragend kapitaal. Ik heb toen onderstreept dat, hoewel er in ons land voldoende gespaard wordt, een al te klein gedeelte van het spaarwezen voor de financiering van de private economie, en bijgevolg van de economische vooruitgang overgelaten wordt.

Dit is onder meer het gevolg van de stelselmatige afroaming van de kapitaalmarkt door de overheid, om haar eigen thesauriebehoeften te dekken. Het is ook het gevolg van de politiek van relatief duur geld, die in België sedert 1946, schier onafgebroken gevoerd werd, om door een betrekking hogere rentevoet de spaarders meer aan te trekken tot beleggingen in overheidspapier.

De derde oorzaak is de aan de overheidsfondsen toegekende en met een ruime publiciteit verkondigde belastingvrijdom van alle zogenaamde zakelijke belasting, wat vanzelfsprekend voor de private emissies volkomen uitgesloten is.

Ik moge hier opnieuw de nadruk leggen op het feit dat deze elementen ongetwijfeld, en sedert jaren, een nadelige weerslag hebben gehad op de al te beperkte mogelijkheden die aan de privé-sector werden overgelaten, om de gewenste financiering van nieuwe investeringen doelmatig en op tijd te kunnen doorzetten.

Vandaar de dwingende noodzakelijkheid, zoals de heer Eerste-Minister het hier gisteren nog in het licht heeft gesteld, een mindere drukking van de Staatsleningen op de kapitaalmarkt te bevorderen, ontlasting die, dient men er dadelijk en duidelijk aan toe te voegen, niet mag worden vervangen door een verzwaring van de belastingen, maar wel door het aanwenden van gepaste bezuinigingen, zodanig dat een veel ruimer gedeelte van het spaarwezen metterdaad en zonder omwegen naar de vereiste nijverheidsinvesteringen zou kunnen gaan.

Wat het tweede punt betreft, is het voorzeker overbodig in een lange bewijsvoering te vervallen om de nadelige gevolgen te schetsen van de te zware belastingen die op de risicodragende kapitalen wegen, en om de noodzakelijkheid te onderstrepen van een gelijke behandeling van deze risicodragende beleggingen in vergelijking met de kapitalen die worden besteed in de vorm van kredieten of leningen.

Zoals de heer Scheyven het in zijn verslag ten behoeve van het jongste nationaal congres van de C.V.P. heeft doen opmerken, is de fiscaliteit nu eenmaal niet neutraal: haar structuur, haar intensiteit, haar modaliteiten staan niet onverschillig tegenover de economische vooruitgang, de produktiestructuren en de sociale rechtvaardigheid.

De fiscaliteit mag bijgevolg niet uitsluitend worden beschouwd om de Staat de fiscale ontvangsten te verschaffen die nodig zijn om zijn gewone uitgaven te bestrijden, volgens de onverantwoorde leuze « il suffit de prendre l'argent où il est ». De fiscaliteit moet integendeel worden omgevormd tot een doelmatig instrument tot het voeren van een politiek van economische ontwikkeling en sociale vooruitgang.

Men moet jammer genoeg vaststellen dat, zoals de heer Scheyven het eveneens onderstreepte, de Belgische fiscaliteit thans, zo op het stuk van de rechtstreekse als van de onrechtstreekse belastingen, zo heterogeen en zo complex is geworden, dat ze steeds minder in staat is zich als het gewenste werktuig van deze politiek van economische expansie en sociale rechtvaardigheid te doen gelden.

Zonder in details te willen treden, die beter tot hun recht zullen komen bij de bespreking van titel VII betreffende de staatsfiscaliteit, past het hier te onderstrepen dat wanneer me wil verwachten dat het belastingstelsel de door de economische expansie vereiste en steeds omvangrijker wordende investeringen, niet zou belemmeren en tegenwerken, het absoluut noodzakelijk is een beter evenwicht te verzekeren tussen de belastingen, enerzijds, van de gereserveerde winsten der rechtspersonen, en, anderzijds, van de door deze aan de deelgenoten uitgekeerde winsten. Tevens moet een beter evenwicht worden verzekerd tussen de belasting, enerzijds, van de inkomsten van risicodragend kapitaal en, anderzijds, van de inkomsten van beleggingen met vast inkomen.

Wat dit laatste punt betreft, dient men inderdaad in aanmerking te nemen dat waar de bedrijfsbelasting op de ingehouden winsten 25 à 40 t. h. bedraagt en de taxatie op de uitgekeerde winsten nagenoeg 55 t. h. bereikt, nl. 30 pct. mobilienbelasting plus 20 t. h. nationale crisisbelasting plus de bedrijfsbelasting verschuldigd op de nationale crisisbelasting, de rente op obligatiën, kasbons en leningen slechts onderworpen is aan de mobilienbelasting van 11/80e, wanneer de belasting ten laste valt van de debiteur, en van 18/82e, wanneer de crediteur de belasting op zich neemt. Daarbij komt nog dat de op de beleggingen met vast inkomen verschuldigde rente bij de algemene onkosten mag worden gevoegd en aldus in mindering komt van de belastbare winst, wat niet het geval is voor de aan het risicodragend kapitaal uitgekeerde dividenden. Dividenden zijn dus winsten waarop belastingen worden geheven, wanneer integendeel de interesten en renten op obligaties, kasbons en leningen, kunnen worden afgetrokken van de winst, en als algemene onkosten in rekening gebracht worden.

Wanneer men de geciteerde belastingpercenten vergelijkt, dan zal men voorzeker niet durven te beweren dat het risicodragend kapitaal niet overmatig wordt belast. De nieuwe beschikkingen brengen in dit opzicht geen enkele verbetering, wel integendeel. Zij brengen ook geen enkele verbetering in de totaal verschillende fiscale gevolgen van het aanbrengen van kapitaal, naargelang van de vorm — onderschrijving van aandelen, of van obligaties of van kasbons — waarin ze verricht worden. Dit is des te meer te betreuren wanneer men vaststelt dat dit verschil in fiscale behandeling van aandelen en obligaties, slechts steunt op juridische begrippen en beschouwingen die sedert jaren door de economische realiteit volkomen zijn voorbijgestreefd.

Aan de hand van de verklaringen die meer dan eens door de Eerste-Minister en de Minister van Financiën in dit verband werden gedaan, geloven wij dat zij deze opvattingen zonder voorbehoud bijtreden, en zij ervan overtuigd zijn dat, wanneer het risicodragend kapitaal al te zwaar getaxeerd wordt, — wat thans reeds het geval is — de privé-sector zich meer en meer van deze financieringsvorm zal afkeren, en er tevens langs deze weg steeds minder nieuwe bedrijven zullen worden opgericht.

Vermits de economische vooruitgang slechts mogelijk is en bevorderd wordt door het nemen van nieuwe risico's, waartoe vanzelfsprekend kapitalen nodig zijn die zulke risico's willen tegemoetgaan, blijft het tot nog toe een open vraag of het mogelijk en zelfs wenselijk is, dat de vooropgestelde nationale en regionale investeringsmaatschappijen aan de veroorzaakte leemte, ter vervanging van de privé-sector, met de gewenste doelmatigheid, soepelheid en efficiëntie, het hoofd zullen kunnen bieden. Ik vrees dat het antwoord ontkennend zal luiden.

Wanneer men, zoals de memorie van toelichting van het wetsontwerp het aankondigt, op het oog heeft het investeringsvolume krachtadig op te voeren, en de voorgenomen investeringen doeltreffend te oriënteren, te lokaliseren en te coördineren, moet men eerst en vooral zorgen dat de nodige kapitalen zich daarvoor zouden aanbieden, dat zij niet door allerlei maatregelen, fiscale of andere, zouden worden geteisterd, maar integendeel op een behoorlijke manier onthaald en behandeld worden. Daarin ligt ongetwijfeld de grootste troef om de zo noodzakelijk geachte nieuwe expansie te verwezenlijken en stelselmatig in de hand te werken.

In de mate waarin de regering — deze of de volgende — dit hoofdzakelijk principe niet zou willen inzien en niet als leidraad zou willen nemen, zal de verlangde economische expansie meteen slechts een ijdel woord en een vrome wens betekenen.

Het is dan ook absoluut noodzakelijk dat de regering een afdoend komaf zou maken met de herziening van de wetgeving inzake belastingen en met de aanpassing van ons fiscaal stelsel aan de noden en de eisen van deze tijd.

Hier kan wellicht ook een woord gezegd worden met betrekking tot de ontoereikende rentabiliteit van de bedrijven.

Dat de rentabiliteit van de investeringen in België relatief laag is, steunt niet alleen op indrukken en ervaringen, maar is tevens in zekere mate statistisch na te gaan. Zo kan er op gewezen worden dat voor de ca. 370 vennootschappen die op de Beurs van Brussel genoteerd zijn, de nettowinsten tijdens de jongste jaren slechts gedeeltelijk werden aangepast aan de stijging van de prijzen. Er is hier een betrekkelijke achteruitgang waar te nemen.

Wanneer men de indexcijfers van de bedrijfsresultaten nagaat, en men deze voor het jaar 1953 op 100 bepaalt, dan bedraagt voor het jaar 1959 de index van de eigenwaarde 137,5 punten, terwijl de index van de nettowinsten, de dividenden en de reserves respectievelijk 100,8, 116,5 en 83,9 bedragen. De winsten en de dividenden zijn dus niet in verhouding tot de eigenwaarde op peil gebleven, en de reserves zijn van hun kant merklijk geslonken.

Hierbij moet men opmerken dat de eigenwaarde van vele vennootschappen in feite merklijk hoger ligt dan de in de balans opgenomen cijfers, wegens de opeenvolgende muntontwaardingen, waarop in vele maatschappijen geen aangepaste herschatting volgde.

Zo de investeringen tegen de normale prijzen werden berekend, zou de bedrijfsrentabiliteit gemiddeld niet hoger liggen dan 3 à 3 procent. Men kan zich niet ontevenzen dat een zo lage rentabiliteit, een hypotheek op de toekomst en een rem op de economische expansie is, om het even of men in deze aangelegenheid een beroep wenst te doen op private of op publieke investeringen, in reeds bestaande of nieuw op te richten bedrijven. Dit is een reden te meer om de belastingdruk te verminderen met het oog op de gewenste economische expansie, in stede van hem nog hoger op te voeren dan voorheen.

Wat het vierde punt betreft, wens ik met enkele woorden de aandacht te vestigen op het overdreven accent dat men pleegt te leggen op de autofinanciering enerzijds en de officiële kredietverlening anderzijds.

In de memorie van toelichting van het wetsontwerp wordt beweerd dat « de industriële investeringen voor bijna 3/4 door autofinanciering betaald worden ». Dit cijfer is moeilijk te controleren, doch men kan, op grond van gedeeltelijke gegevens, wel de mening onderschrijven dat de zelffinanciering in ons land op grote schaal wordt toegepast.

Zonder te willen redetwisten over wat de zelffinanciering juist omvat, kan uit genoemd verhoudingscijfer niet afgeleid worden dat de zelffinanciering in ons land overdreven is. Het staat immers vast dat de investeringen zelf op een relatief laag peil zijn gebleven.

Het probleem van de zelffinanciering vergt voorzeker een zeer grondige enquête. Samenvattend, wil het ons voorkomen dat de zelffinanciering de normale expansieweg is van de kleine onderneming, die succes heeft en wil groeien. Voor de grote ondernemingen is de appreciatie heel wat moeilijker. Grote bedrijven, in meer gestabiliseerde bedrijfstakken, zonder grote expansiemogelijkheden, zullen wellicht geneigd zijn de door de zelffinanciering bekomen middelen te beleggen op een wijze die voor de economische vooruitgang van het land minder interessant is. Anderzijds hebben dynamische bedrijven in nieuwe bedrijfstakken niet zelden af te rekenen met de meest diverse moeilijkheden, en verkeren ze dikwijls in de onmogelijkheid aan zelffinanciering te doen. Het is dan ook evident dat men voor de economische expansie van het land niet alleen op de zelffinanciering mag betrouwen.

Hoewel het enigszins verrassend mag klinken, willen wij er hier de nadruk op leggen dat men in dit verband ook niet alles mag verwachten van de openbare kredietverlening.

Sinds het einde van de tweede wereldoorlog hebben wij wellicht overmatig beroep gedaan op het verlenen van gewone of speciale kredieten om de economische noden te verhelpen.

Een korte opsomming van wat in de laatste jaren aan speciale kredieten werd uitgedacht, is alleszins zeer tekenend voor de heersende atmosfeer.

Zo voorzag de wet van 7 augustus 1953 de mogelijkheid speciale kredieten met rentesubsidie en overheidsgarantie toe te kennen, niet alleen ten behoeve van nieuwe ondernemingen, doch eveneens ten behoeve van de zogenaamde gedrukte sectoren. In mei 1955 werden speciale kredieten voorzien met rentesubsidie en staatsgarantie voor het optrekken van gebouwen of aankopen van leegstaande gebouwen voor ambachts- of industriële doeleinden. In juli 1959 werden de voornaamste bepalingen van deze vroegere speciale kredietinterventies hernomen om de economische expansie in het algemeen en de regionale expansie in het bijzonder te bevorderen.

Thans heeft titel I van het wetsontwerp hoofdzakelijk op het oog de versterking en de versoepeling van de wetten van juli 1959.

Volgens de door de Minister van Economische Zaken verstrekte gegevens, blijkt dat het bedrag van de kredieten, toegestaan bij toepassing van deze wetten, in anderhalf jaar reeds een totaal heeft bereikt van nagenoeg 12 miljard frank. De vraag rijst in hoeverre wij ons hierover moeten verheugen.

Als ik die vraag stel, is het niet omdat ik de door de Staat bewezen diensten inzake krediettoekenning misken, maar wel om er op te wijzen dat in ons land zeer veel beroep wordt gedaan op openbare kapitalen om de bestaande noden te verhelpen.

(De heer Crommen, Eerste-Ondervoorzitter, vervangt de heer Struye als Voorzitter.)

In de eerste plaats dient men op te merken dat deze kredieten vermoedelijk in grote mate de plaats hebben ingenomen van de gewone bankkredieten. Zo zien wij immers dat de kas-kredieten bij de banken — die vooral onder de post diverse debiteuren van de globale bankstaat figureren — sedert het laatste kwartaal van 1959 zeer weinig zijn toegenomen, niettegenstaande de heropleving van de conjunctuur.

Wanneer het gezamenlijk bedrag van de discontoverrichtingen, de bankaccepten, de debiteuren en voorschotten tegen effecten, op einde december 1959 ongeveer 61 miljard bedroegen, schommelde hetzelfde gezamenlijk totaal gedurende het jaar 1960, tussen de 62 en de 63 miljard. Er is dus slechts een verschil van 1 à 2 miljard.

Hieruit is onbetwistbaar af te leiden dat de speciale kredieten in zekere mate werden aangewend ter aanvulling van het bedrijfskapitaal, waarvoor ze in feite niet bestemd zijn. Wellicht kan men het de kredietverlenende organismen, en inzonderheid de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, niet ten kwade duiden dat de gelden uiteindelijk niet de bestemming krijgen waarvoor de kredieten werden toegestaan.

Een andere opmerking die ten opzichte van deze speciale kredieten kan aangevoerd worden, is dat zij blijkbaar meer dan eens worden toegestaan aan firma's die er geen wezenlijke behoefte aan hebben, of die zich op de traditionele financieringswijze van de nodige fondsen zouden kunnen voorzien.

Dat kan wellicht eigenaardig schijnen, maar het is een vastgesteld feit. Cijfers om dit te bewijzen, kunnen hier moeilijk aangevoerd worden, doch het volstaat poolshoogte te nemen in industriële en financiële milieus om overtuigd te zijn dat hetgeen wij hier bedoelen niet zo'n zeldzame uitzonderingsgevallen zijn. Ik vestig hierop de aandacht van de regering, omdat het geld moet gaan naar degenen die het werkelijk nodig hebben en niet naar hen, die over andere middelen kunnen beschikken om kapitaal te bekomen.

Men begrijpe ons goed: het is hoegenaamd onze bedoeling niet, het stelsel van de speciale kredieten te bekampen of af te breken, doch wel de overheid er attent op te maken dat met het instellen van enkele speciale kredietmogelijkheden, de economische en financiële problemen van het land *per se* niet werden opgelost. Wij hebben wellicht in dit opzicht al te vaak in de boosheid volhard niet renderende investeringen aan te moedigen. Terzake zouden wij nochtans zeer voorzichtig moeten zijn, nadat ruim 40 miljard in niet te redden steenkolenmijnen werden geïnvesteerd in de vorm van subsidies.

De heer Ancot. — Zeer goed!

De heer De Winter. — Het probleem van de goedkope kredieten moet bijgevolg integraal opnieuw overdacht worden en hierbij moet speciaal in het oog gehouden worden dat de financiering van een onderneming één geheel moet vormen, met een gepaste verhouding tussen eigen en vreemde middelen en looptijden van de opgenomen gelden, die rekening houden met de vereisten van het bedrijf.

Het ligt ook voor de hand dat de rol van de Staat en van de parastatale kredietorganismen in deze aangelegenheid zuiver suppletief moet zijn.

De heer Ancot. — Zeer goed!

De heer De Winter. — Tot hertoe hebben wij vooral enkele belangrijke financiële oorzaken van onze relatief tragere economische expansie onderlijnd, zonder evenwel dit probleem in al zijn aspecten grondig te kunnen behandelen. Zo zouden wij eveneens in dit verband het vraagstuk van de structuur van de Belgische banken kunnen oproepen, nu in vele milieus de overtuiging aanwezig is dat met de afschaffing van de gemengde banken waardevolle initiatiefkernen voor de ontwikkeling van onze economie vernietigd werden, zonder evenwaardige instellingen in de plaats te stellen.

De noodzakelijkheid zal zich voorzeker onvermijdelijk opdringen de bankwetgeving van 1935 eveneens te herzien, om het de banken mogelijk te maken zich weer in te schakelen in een politiek van economische expansie, mits de nodige waarborgen ten opzichte van de belangen der depositohouders.

Het is inderdaad niet te loochenen dat de buitengewoon snelle economische opgang van Duitsland na de tweede wereldoorlog, in niet geringe mate aan het Duitse gemengde banksysteem toe te schrijven is.

Het vijfde punt dat ik wenste aan te halen, is dat ons land over een te groot aantal kleine en een te klein aantal grote ondernemingen beschikt.

Indien men de economische expansie in enkele vreemde landen overschouwt, dan blijkt duidelijk dat de expansie er vooral gedragen wordt door de grote ondernemingen, die zelf op uitgebreide wijze aan wetenschappelijk research werk doen.

De heer De Block. — Het is uitstekend dat hier eens te zeggen.

De heer De Winter. — Daarbij is in meerdere landen die expansie vooral opvallend in de sector van de chemische nijverheid en de elektronica.

België bezit zonder twijfel te weinig industriële lichamen die inzake wetenschappelijk onderzoek op gelijke voet kunnen gesteld worden met de grote namen uit het Amerikaanse, het Engelse of het Duitse bedrijfsleven. Zelfs Nederland en Frankrijk hebben in dit opzicht een aanzienlijke voorsprong op ons land.

Met het oog op de economische expansie hebben wij er bijgevolg alle belang bij het grootbedrijf in de hand te werken. Tijdens de laatste maanden werden er trouwens in het Europese bedrijfsleven een reeks fusies van ondernemingen uit verschillende landen doorgevoerd, steeds met het doel zich beter aan te passen aan de eisen van de concurrentie in de Europese Economische Gemeenschap.

Dit wil nochtans niet zeggen dat het kleine en gemiddelde bedrijf in het Verenigd Europa geen kans meer heeft, en dat de overheid er zich niet om moet bekommeren. Specialisatie is hier wellicht de toekomst, terwijl aan de grote ondernemingen met aandrag zou moeten worden gevraagd in de mate van het mogelijke gebruik te maken van de diensten van de kleine en gemiddelde leveringsbedrijven.

De tussentijdse bedrijven van het buitenland, en meer bepaald die welke in de Verenigde Staten van Amerika zeer typerend zijn, hebben hun fabrieken over heel het land gespreid, en hebben aldus meteen een gezonde regionale economische expansie in het leven geroepen en bevorderd.

Met zijn beperkte oppervlakte was België wellicht geen gunstige voedingsbodem voor bedrijven van wereldformaat. Met de Gemeenschappelijke Markt wordt dit hopelijk verholpen, hoewel in dit verband de concurrentie van het buitenland zich ook scherper zal laten gevoelen.

Bij de bespreking van de begroting van Economische Zaken hebben wij reeds aangehaald dat, wanneer er in België relatief te weinig gepresteerd werd, in de sector van de zogenaamde nieuwe bedrijfstakken die op het wereldvlak in expansie verkeren, dit ook te wijten is aan de omstandigheden van onze economische heropleving na de tweede wereldoorlog. Ons industrieel apparaat werd relatief weinig beschadigd en kon onmiddellijk winstgevend worden ingezet.

De jarenlang durende « boom » in de staalnijverheid heeft bij voorbeeld de produktie van gewoon handelsstaal voldoende lonend gemaakt, zodat er niet genoeg gedacht werd aan een verdere verwerking en veredeling ervan. De overheid zelf heeft in dit verband al te lang het hekklen aan de oude stijl laten hangen, wegens de uitgesproken neiging waarvan ze destijds blijk heeft gegeven om de kwijnende bedrijven van de kolensektor en aanverwante ondernemingen te ondersteunen.

Hiermede wordt niet bedoeld dat de overheid elke steun moet ontzeggen aan de bedrijven of bedrijfstakken die tijdelijk in moeilijkheden verkeren, doch de hoofdbekommernis moet effectief gericht zijn op het stimuleren van de takken en bedrijven die een werkelijke toekomst hebben, en waarin, zoals men het in de volkstaal uitdrukt, muziek zit. Alleen van deze bedrijven kan immers een verdere verhoging van de reële welstand van de gemeenschap verhoopt worden.

Ten besluite van deze beschouwingen willen wij aanstippen dat, indien wij ten volle een politiek van economische expansie wensen aan te moedigen, wij ons ten eerste moeten bekommeren om de doorvoering ervan in de praktijk.

Een expansiepolitiek moet er, naar onze mening, allereerst naar streven een beslist gunstig klimaat te scheppen voor de investeringen die wezenlijk de grondslag vormen van de economische expansie.

En wanneer ik hier spreek van investeringen, is het vanzelfsprekend om de nadruk te leggen op de particuliere investeringen.

Een expansieklimaat wordt niet geschapen door slogan's, ijdele beloften, of door de afbakening van zogenaamde ontwikkelingsgebieden. Een expansiepolitiek wordt evenmin in het leven geroepen, alleen door kredietmogelijkheden tegen verlaagde rentevoet, of met staatswaarborg, hoewel deze ongetwijfeld in bepaalde gevallen een stimulerende invloed kunnen hebben.

Een expansieklimaat wordt evenmin geschapen door een verzwaring van de belastingen en door innovaties op fiscaal gebied, die het kapitaal afschrikken en een nieuwe atmosfeer van onzekerheid scheppen.

Een van de meest typische voorbeelden, die in het licht stellen hoe een verzwaring van de belastingen een politiek van economische heropbeuring onherroepelijk kan dwarsbomen, is wel het experiment dat in de jaren 1933 tot 1935 in de Verenigde Staten van Amerika ondernomen werd. Onze eigen nationale crisisbelasting, die ingevoerd werd in januari 1933, is trouwens ook bepaald geen succes op economisch gebied geweest, doch een treffende illustratie van de taaië levenskracht van fiscale maatregelen die zogenaamd tijdelijk worden ingevoerd om aan een voorlopige moeilijke situatie het hoofd te bieden. Een ander zeer gekend voorbeeld terzake is de taxatie van de benzine. Mijnheer de Minister van Financiën, die hoegenaamd niet het resultaat heeft opgeleverd dat ervan werd verwacht.

M. Harmegnies. — Le Ministre des Finances ne vous écoute pas.

De heer De Winter. — Resumerend, willen wij er bijgevolg de nadruk op leggen dat een positief expansieklimaat slechts kan ontstaan door : 1° het beperken van het beroep van de overheid op de kapitaalmarkt, zodat er op effectieve en dadelijke wijze meer ruimte wordt gegeven aan de particuliere investering; 2° het scheppen van een atmosfeer van vertrouwen voor het kapitaal, en zulks vooral door het bevorderen van de fiscale redelijkheid en meteen van de fiscale veiligheid; 3° een gelijke behandeling van het risicodragend kapitaal en van de beleggingen die besteed worden in de vorm van kredieten of leningen, mits ontlasting van de risicodragende beleggingen; 4° een gepaste stimulerend en subsidiërend van het wetenschappelijk onderzoek en van de marktstudies met het oog op de bevordering van aangepaste productieprocessen en ruimere afzetgebieden die aan de voorgenomen economische expansie de onontbeerlijke stevige bodem moeten verschaffen en garanderen.

Ziedaar de vier voorwaarden die van grote betekenis zijn voor het bevorderen van onze economische expansie. Er moeten nog vele inspanningen worden gedaan om in dit opzicht tot een bevredigend resultaat te komen.

Ik hoop van uw welwillende aandacht geen overdadig misbruik te hebben gemaakt. Daar het tweede en het derde punt nauwer in verband staan met de staatsfiscaliteit, zal ik er verder op terugkomen bij de bespreking van titel VII van het wetsontwerp. (*Handgeklap rechts en op de liberale banken.*)

De heer Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Block.

De heer De Block. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, Dames en Heren, de eerste verklaring die ik wil afleggen, is dat ik getrouw blijf aan een gedachte die ik sedert vele jaren verdedig, namelijk dat in België een economische expansie volstrekt noodzakelijk is. Zij is noodzakelijk opdat wij de voorwaarden zouden kunnen vervullen die vastgelegd zijn in de economische tractaten en het middel krijgen om de levensstandaard van de Belgen te verhogen.

Ik betwijfel nochtans of de middelen die ons thans voorgesteld worden van aard zijn om dat doel te bereiken.

Hier wil ik een kort antwoord geven aan de heer De Winter. Ik meen dat hij zich vergist als hij beweert dat de belastingen in België zoveel zwaarder zijn dan in het buitenland. Ik wil vandaag daarover geen discussie uitlokken, maar persoonlijk ben ik van oordeel dat de belastingen in België niet zoveel zwaarder zijn dan in de andere landen van de Europese Gemeenschap. Dan laat ik buiten beschouwing Groot-Brittannië en misschien zelfs Amerika.

De heer De Winter. — Ik heb dat ook niet beweerd.

De heer De Block. — Er is een middel om ons akkoord te stellen : ik verzoek de heer Minister van Financiën zeer dringend een tabel te maken waarin de belastingvoet van België en deze in het buitenland aangegeven wordt. Ik vraag dit in uw eigen belang. Inderdaad, in zekere middelen zal de aanstaande verkiezingstijd gevoerd worden met de slogan van de hogere belastingen die in België dienen te worden betaald. Als wij er niet in gelukken de waarheid op dat gebied te doen doordringen, zullen wij er in de toekomst groot nadeel van ondervinden.

De heer Van Houtte, Minister van Financiën. — U vindt die tabel in de algemene toelichting voor begroting 1961.

De heer De Block. — Ik dank u, Mijnheer de Minister. Ik zal die tabel aandachtig inzien.

Ik ben echter gelukkig omdat in deze vergadering, voor de eerste maal, meen ik, iemand de moed gehad heeft te zeggen dat in de landen die ons omringen, de economische expansie hoofdzakelijk bekomen wordt door de grootbedrijven. Dat betekent evenwel niet — en van die woorden mag geen misbruik gemaakt worden — dat wij de kleine en gemiddelde bedrijven terzijde moeten laten.

Ik heb eens een gesprek gevoerd met een van onze collega's. Hij zegde: Wij moeten de kleine bedrijven opvatten zoals het gebeurt in Amerika.

Mijnheer de Minister, als wij er morgen in gelukken in België gemiddelde bedrijven met ongeveer 500 arbeiders tot stand te brengen, zal ik buitengewoon gelukkig zijn. Spijtig genoeg zijn wij van deze toestand van zaken nog zeer ver verwijderd.

Een van de moeilijkheden waar de regering vandaag voor staat, vindt haar oorzaak in het feit dat de heer Eyskens, met zijn sleutelplan, grote verwachtingen heeft gewekt. De Belgische bevolking voelt dat er iets moet veranderen en dat het alleen kan gebeuren door meer werk te verschaffen en door de expansie te bevorderen. Jammer genoeg werd de belofte niet gehouden. Dat is een van de grote fouten van de heer Eyskens geweest. In elke regeringsverklaring sprak de Eerste-Minister van een verhoging van het nationaal inkomen met 4 t. h., dan wanneer hij heel goed wist dat die 4 t. h. niet werden bereikt en, wat veel erger is, dat de regering niet beschikte over de middelen om er toe te geraken. Men mag geen lichtzinnige beloften doen. Beloften dienen te worden nageleefd.

Die politiek van opschepperijs wordt voortgezet, onder meer door de Minister van Openbare Werken. Hij houdt ons een programma voor van 200 miljard gespreid over vijftien jaar. De Sovjets zijn geklopt, Groot-Brittannië is ook al geklopt. Wij Belgen kunnen vijftien jaar vooruit zien wat er zal gebeuren. Ik wens die Minister geluk. Ik zou dezelfde vaardigheid willen bezitten en nu al weten wat er over tien jaar zal gebeuren.

Als de Minister dan toch zo uitpakt, zou hij er van tijd tot tijd mogen aan herinneren dat de automobilisten van dit land, in allerlei vormen, verleden jaar 13 miljard 298 miljoen betaald hebben. Er wordt bijna altijd gezegd wat er wordt gegeven, doch niet wat er wordt ontvangen.

De heer De Winter. — Dat betekent 10 t. h. van de totale begroting.

De heer De Block. — Inderdaad.

Ik geef aan deze jonge Minister de raad naar het buitenland te gaan kijken. Hij mag de indruk niet wekken dat alleen in België wordt gebouwd. Ook in het buitenland werd een krachtsinspanning gedaan en vaak is zij groter dan bij ons.

Zo kom ik dan tot het eigenlijk debat, namelijk de economische expansie. Wij moeten een krachtsinspanning doen om van België een bijenkorf te maken, een gemeenschap waar voor alleen die willen werken, arbeid te vinden is, en waar dank zij deze arbeid, de economie in bestendige expansie is. Arbeid is de sleutel van alle rijkdom en van alle maatschappelijke vooruitgang.

Als men spreekt van de noodzakelijke economische expansie, dan is het omdat de Belgische economie ziek is, en als men voor een zieke staat moet een diagnose worden opgemaakt.

Ik zal zo vrij zijn te vertellen wat mij persoonlijk is overgekomen. Twee, drie jaar geleden voelde ik me niet goed en ging naar de geneesheer. Hij onderzocht me en zegde...

De heer Ancot. — Beroepsgeheim!

De heer Orban. — Ge hebt een blok aan het been! (Gelach.)

De heer De Block. — Er komen straks nog wel heel wat blokjes aan uw been, Mijnheer Orban.

De geneesheer zegde me: « Uw toestand is vrij ernstig. Kom eens terug binnen enkele dagen. » Ik ging terug. Maar dan zegde hij mij: « Eigenlijk heb ik de vorige keer overdreven. Het was niet zo erg gesteld met u. » Nog een paar dagen later ging ik toch opnieuw bij mijn geneesheer en hij veranderde terug van advies: « Ge zijt wel degelijk ziek, het is wellicht zelfs nodig dat gij wordt geopereerd. »

Ik hoef u niet te zeggen dat ik geen vierde maal ben teruggegaan. Ik vond dat een man die zo gemakkelijk van mening verandert niet langer moest geraadpleegd worden.

Dit persoonlijk avontuur haalde ik aan omdat wij een even wisselende diagnose vinden in de verantwoording van Titel I van de eenheidswet. « De groeivoet van de Belgische economie stelt een fundamenteel probleem », lees ik. Als dit fundamenteel probleem gesteld wordt, dan moeten we daaruit afleiden dat de toestand ernstig is en dat er geen oplossing aan te geven is met gewone middelen.

Ik lees verder, in § 9: « In het algemeen genomen kan men uit deze beschouwingen afleiden dat de groeivoet van de Belgische economie sinds de oorlog voldoende kan schenken. »

Dus, alles gaat goed: zestien jaar na de bevrijding schenkt de groeivoet voldoende. Wij zullen daar straks nog op terugkomen, want die groeivoet moet gezien worden in de cijfers en in de feiten.

Verder lees ik dan weer: « Toch moet opgemerkt worden dat niettegenstaande de structuurverschillen die de landen van de Gemeenschappelijke Markt kenmerken en onder voorbehoud van internationaal vergelijkbare statistische gegevens, dat de groei van de Belgische economie thans minder afgetekend is dan deze welke men vinden kan in de andere landen, welke lid zijn van de Europese Gemeenschap. »

Hier is het weer niet meer goed, want onze groei is minder vlug dan elders.

Verder wordt gezegd, en dat is bijzonder leerzaam voor de Eerste-Minister: « Van 1953 tot 1959 is het nationaal produkt in België gemiddeld gegroeid met 2,35 t. h., terwijl het in de Gemeenschap zonder België gegroeid is met 5,5 t. h. »

Dat wil zeggen, dat van het ogenblik af dat de Gemeenschap van Kolen en Staal werd opgericht, de vijf andere landen gemiddeld per jaar met 3 t. h. sneller vooruitgingen dan wij. Volgens Eerste-Minister Eyskens moesten wij per jaar een verhoging van 4 t. h. bereiken. Wat niet gebeurde.

En daarna krijgen wij weer een opmerking die aantoonde dat we steeds optimist blijven: « Men kan vaststellen dat de Belgische economie over voldoende troeven beschikt om een nieuwe expansie te verwezenlijken. »

Dus geen nood. De troeven zijn er. Het zal wel gaan.

Welke zijn die troeven? Het zijn er drie.

« In de eerste plaats kenmerken kwalificatie en dynamisme — en ik druk op dynamisme — onze bevolking.

» Het tweede kenmerk is dat het peil van het spaarwezen in België gunstig kan worden vergeleken met het gemiddelde van de zes landen der Gemeenschap.

» Het derde kenmerk is: de produktiviteit is merkwaardig, méér zelfs dan in de andere geïndustrialiseerde landen. »

Laten wij dat punt per punt onderzoeken.

Het is inderdaad juist dat onze arbeiders goed gekwalificeerd zijn. Het is ook juist dat de Belgische bevolking, en vooral de arbeiders, blijk kunnen geven van enorm veel dynamisme. En als ze hun dynamisme tonen om tot uiting te brengen dat ze door schrik bevangen zijn, wordt zelfs gezegd dat ze te ver gaan.

Spijtig genoeg is het niet de bevolking die de leiding heeft over de economie van het land. Onze economie wordt zelfs niet door de regering geleid, maar door de private belangen, wier invloed in vele gevallen nog doorslaggevend is.

Wanneer er dan gezegd wordt dat die evolutie gunstig is, herinner ik er aan dat wij in ons land — en dat geldt zowel voor Wallonië als voor Vlaanderen — te maken hebben met twee verschijnselen.

Aan de ene kant hebben wij de concentraties, en ik ben daartegen niet gekant, integendeel. Op dit gebied ben ik het eens met de heer De Winter, dat zekere concentraties nodig zijn om in de Gemeenschappelijke Markt weerstand te kunnen bieden.

Wij stellen echter vast dat b.v. in de streek van Doornik en elders kleine cementfabrieken werden geconcentreerd in grote fabrieken waar met minder personeel meer cement wordt gemaakt. De kleine fabrieken zijn verdwenen, maar er werd niets in de plaats gesteld. Ik heb de grote fabriek van Auvlains bezocht. Daar wordt niet alleen beter maar ook meer glas gemaakt dan vroeger in verschillende kleine fabrieken samen.

Hetzelfde geldt voor Vlaanderen. Op de weg van Dendermonde naar Lokeren is een grote fabriek te koop, en het is niet de enige. Lokeren, in mijn streek, was vroeger een vrij bedrijvig stadje dat hoofdzakelijk leefde van de haarsnijderij en de textiel. Dit stadje is thans aan het doodbloeden. Het heeft geen nijverheid meer, en de arbeiders moeten naar Gent of naar Antwerpen gaan werken.

Aan mijn Waalse vrienden zeg ik: niet alleen bij u heeft dat proces van techniek zeer grote werkloosheid veroorzaakt. Ook bij ons in Vlaanderen is dit het geval en nog meer. Een van de tekortkomingen van de opeenvolgende regeringen, is namelijk dat er niet voldoende gedaan werd om de bedrijven die verdwenen te vervangen.

Moet ik nog verder uitbreiden? Wat is er gebeurd met de fabricatie van spoorwagematerieel? Deze industrie werd sterk ingekrompen, hoewel ons land op dat gebied eens een eersterangsplaats bekleepte. Nu worden er o.a. T.E.E.-treinen en andere speciale treinen gebouwd in Holland, Zwitserland, Frankrijk, Duitsland en Italië. Slechts één land ontbreekt, namelijk het onze.

Moet ik u nog spreken over de auto-industrie? Die industrie is in ons land verdwenen, hoewel zij destijds, toen ik nog zeer jong was, de eerste van Europa was. Welnu, na de bevrijding heeft het Amerikaanse leger opzettelijk aan België en Holland, de reparatie van kleine wagens toevertrouwd.

Het resultaat is gekend. België heeft geen auto-industrie. Het is misschien interessant hier te vermelden dat er op het einde van het jaar 1960 in België 5700 Daf-wagentjes reden. Dit zijn auto's die in Nederland worden gebouwd, hoewel de Nederlanders vroeger inzake mechaniek helemaal niet vooraan stonden. Op het einde van vorig jaar reden er in België ook nog 3900 Volvo-wagens. Ik zeg dit alleen voor degenen die jarenlang hebben volgehouden dat de auto een luxe-artikel is, en die hierdoor het oprichten van een Belgische auto-industrie verhinderd hebben. Zij meenden dat België niet in staat was in voldoende mate auto's te kopen en dat wij in elk geval niet dat soort wagens b.v. niet zouden kunnen concurreren tegen Amerika.

De schadelijke mentaliteit, volgens welke België een land zou zijn van half-afgewerkte producten, moet verdwijnen.

U zult waarschijnlijk vragen of er dan niets goeds werd verwezenlijkt. Natuurlijk, er zijn wel enkele goede punten. Wij kenden een zeer merkwaardige vooruitgang van de zware industrie, hoewel ik betreur dat de meeste machines in onze Belgische staalfabrieken afkomstig zijn van de Verenigde Staten. In de Duitse fabrieken daarentegen worden alleen machines gebruikt die in dit land werden gebouwd.

Er werd ook een vooruitgang geboekt op het gebied van de mechaniekbouw, in de scheikundige industrie en in de electronica.

Aan de ene kant zijn er ondernemingen die verdwijnen of concentreren, en aan de andere kant worden er nieuwe opgericht of worden reeds bestaande bedrijven verder uitgebouwd. Doch, de werkgelegenheid die verdwijnt wordt niet terzelfdertijd vervangen door nieuwe werkgelegenheid. Dit is een van de grote drama's in dit land. De structurele hervormingen zijn nodig, maar wij slagen er niet in de structurele werkloosheid, die daardoor in een bepaald gebied ontstaat, vlug genoeg op te vangen door het oprichten van nieuwe bedrijven.

Op dat gebied zal er dan ook diepgaand moeten worden ingegrepen. Wij zullen een politiek moeten voeren die meer werkgelegenheid biedt. Het ogenblik is gekomen om desaan gaande een besluit te nemen.

België is een van de landen, Duitsland uitgezonderd, waar een zeer liberale politiek op het gebied van de nijverheid werd gevolgd. Er is alleen dan een tussenkomst van de Staat, wanneer het er om gaat staatssubsidies te bemachtigen. Deze politiek heeft een steeds verdere achteruitgang van onze economie tot gevolg. Hieruit moeten wij dan ook een besluit trekken.

Dit besluit zal niet zijn dat de privé-industrie moet verdwijnen, maar wel dat de privé-sector alleen niet bij machte is om volledige werkgelegenheid te bieden.

Laat ons nu het tweede punt, met betrekking tot het spaarwezen, onderzoeken. Ik ben niet zeer bevoegd in financiële aangelegenheden, maar ik ben te rade gegaan bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas. In een verslag zegt deze kas : « Van 1947 tot 1949 bevorderde 's lands merkwaardig economisch herstel de reconstitutie van de spaartegoeden. De toeneming vertraagt aanzienlijk in 1950 en 1951 ingevolge de weerslag van de Koreaanse oorlog. Na die onrustige periode kende de spaarweging een nieuwe bloei, die reeds in 1952 zijn hoogtepunt bereikte. In de daaropvolgende jaren namen de spaarexcedenten stilaan af tot in 1955. Het is eerst tegen het einde van de periode van hoogconjunctuur, dit is in 1956, dat er bij de instelling een hogere spaarvorming ontstond. Deze evolutie werd ook tijdens het grootste deel van 1957 waargenomen, doch werd ernstig geremd door de verkrapping op de financiële markten, gedurende de tweede helft van dit jaar. De economische recessie bracht een geleidelijke ontspanning en weldra ontstond een periode van monetair overvloed, die met een snellere aangroei van de spaarinzaten gepaard ging.

Bij dit verslag van de Spaarkas is een tabel gevoegd, waaruit ik enkele cijfers wil citeren. Er wordt o.a. een vergelijking gemaakt tussen 1958 en 1959 wat de toeneming van het sparen betreft.

België : de Algemene Spaar- en Lijfrentekas kent een verhoging met 9,2 t. h., de particuliere spaarkassen een verhoging met 17 t. h.

Frankrijk : voor de gewone spaarkassen, een toeneming met 18,4 t. h., voor de postspaarkas een verhoging met 12,7 t. h.

Groot-Brittannië laat ik buiten beschouwing, want dat is een slecht voorbeeld op dit gebied.

Luxemburg : Staatsspaarkas, een toeneming met 6,5 t. h.

Nederland : de Boerenleenbank kent een verhoging met 16,7 t. h.; de particuliere spaarbank, een verhoging met 14,1 t. h., en de rijkspostspaarbank, een verhoging met 10,5 t. h.

De Duitse Bondsrepubliek : de gewone spaarkas kent een verhoging met 24,6 t. h., en de postspaarkas een verhoging met 21,7 t. h.

Ik heb zoeven reeds gezegd dat ik geen specialist ben in financiële aangelegenheden, maar uit de voorafgaande cijfers meen ik twee besluiten te kunnen trekken.

Ten eerste, de toeneming van de spaarfondsen is zeer eng verbonden met de economische groei : in periodes van hoogconjunctuur verhoogt het spaarverlangen; in periodes van laagconjunctuur vermindert het spaarverlangen of blijft het stabiel.

Ten tweede, ten opzichte van onze partners in de Gemeenschap-pelijke Markt zijn wij « en perte de vitesse ». In de andere landen van de Gemeenschap gaat het spaarwezen sneller vooruit dan bij ons. Dat is gevaarlijk, want om onze economie uit te rusten, moeten wij over de nodige kapitalen beschikken.

Men zou natuurlijk kunnen zeggen : laten wij de nodige kapitalen lenen in Duitsland; daar is men op dat gebied zeer breed. Dit is zo waar, dat Duitsland zich bereid heeft verklaard om een zeer groot bedrag te lenen aan Amerika. De rollen zijn dus omgekeerd. Wij moeten er rekening mede houden dat ons spaarwezen minder snel groeit dan in de andere landen van de Gemeenschap.

Een laatste conclusie is : indien wij het sparen willen aanmoedigen, zorg er dan voor dat er een werkelijke economische expansie komt; dan verhoogt het spaarwezen vanzelf.

Nu kom ik tot de produktiviteit. De Minister beweert dat bij ons de produktiviteit hoger ligt dan bij onze naburen, doch spijtig genoeg noemt hij geen cijfers. Ik heb volledig vertrouwen in de verklaringen van Ministers en als ons wordt gezegd dat bij ons de produktiviteit hoger is dan in het buitenland, dan wil ik dat graag aanvaarden. Nochtans rijst dan de vraag : hoe komt het dat, niettegenstaande de verhoogde produktiviteit, die toch de concurrentiemogelijkheden vergroot, de werkloosheid voortdurend toeneemt? Dat is toch met mekaar in tegenspraak. Als alles normaal verloopt en men de winsten niet overdreven opdrijft, moet een hogere produktiviteit tenslotte lagere prijzen als gevolg hebben, wat op zijn beurt de export moet vergemakkelijken. Dit brengt dan weer verhoging van de produktie mee, die uiteindelijk moet leiden naar een vermindering van de werkloosheid.

M. Flamme. — Le Ministre des Affaires économiques ne saurait pas démontrer que la productivité belge est supérieure à la productivité de nos voisins.

M. De Block. — Non, j'en tiens compte, mais je pose des questions. Je constate que le gouvernement dit dans son exposé des motifs que la productivité a plus augmenté en Belgique qu'ailleurs et je lui pose la simple question de savoir comment il se fait que dans ces conditions, nous ne vendions pas plus et pourquoi nos prix ne baissent pas.

Zijn het misschien onze verkoopmethoden die niet deugen? Daar werd trouwens reeds over gesproken en ik geloof dat die kwestie eens degelijk moet onderzocht worden. Zijn de winstmarges te hoog? Dat schijnt niet het geval te zijn. De heer De Winter, immers beweerde zoeven dat zij te laag zijn.

Ik wil echter toch uit dit alles één conclusie trekken. Er is lange tijd gezegd dat de Belgische arbeider een hoger loonpeil en een betere levensstandaard heeft dan de buitenlandse arbeiders. Indien het waar is dat de produktiviteit bij ons zoveel is toegenomen, dan heeft de arbeider eenvoudig het deel gekregen dat hem toekwam.

Sta mij nu toe dat ik een recapitulatie maak van het eerste hoofdstuk.

Ten eerste, België verliest terrein ten opzichte van de lidstaten van de Europese Economische Gemeenschap. Ik wil daarover niet verder uitbreiden : het is echter een zeer ernstige vaststelling.

Ten tweede, Die relatieve achteruitgang is het gevolg van een tekortkoming inzake de oprichting van nieuwe bedrijven.

Ten derde, De industrie is in ons land volledig in handen van particuliere ondernemingen. De Staat heeft hen aangemoedigd met subsidies en door vrijstelling van belastingen. Dit heeft echter de tekortkoming die ik heb vastgesteld niet opgeheven.

Ten vierde, Hier en daar kwamen er enkele nieuwe bedrijven tot stand. Zij brachten echter de verhoopde oplossing niet. België heeft een paar nieuwe bedrijven van zeer grote omvang nodig. Zo zouden wij in België een auto-industrie moeten creëren. Ik heb reeds bewezen dat dit mogelijk is. Daarvoor is er echter durf en vooral de wil om te slagen nodig.

Ik weet het, Mijnheer de Minister, u schudt het hoofd als men met dergelijke stoute ideeën voor de dag komt. De particuliere industrie zal zich daaraan niet wagen. Als gij op haar wacht, dan kunt gij wachten tot in het jaar nul. Maar intussen zal er naast het « Dafje » nog een ander gekomen zijn. En België zal nog steeds geen auto-industrie hebben.

Ten vijfde wens ik nog de aandacht te vestigen op het feit — er werd daarover reeds gesproken — dat de banken kapitaal uitvoeren.

Zij blijven getrouw aan de politiek die in het verleden werd gevolgd, maar nu is er een belangrijk verschil. In het verleden gingen onze ingenieurs naar Rusland, naar China, naar Egypte, om maar enkele landen te noemen, waar wij geen invloed meer hebben. Vroeger gingen de bestellingen van die landen vanzelf naar België. Nu hebben we er minder kans.

Vanmorgen heeft de heer Hougardy gezegd dat het feit dat er kapitalen worden uitgevoerd, gecompenseerd wordt door bestellingen aan de Belgische industrie. Dat is echter slechts gedeeltelijk waar.

Hoe het ook zij, wij voeren wel kapitalen uit, maar — en dat zult u toegeven — onze ingenieurs gaan niet meer naar het buitenland.

De gevolgen van dit alles zijn ernstig. Indien wij op die weg voortgaan, wordt onze levensstandaard bedreigd. Als gevolg van de groeiende werkloosheid ontstaat er onrust, niet alleen bij de arbeiders, maar ook bij de boeren.

Ik heb er vroeger reeds op gewezen dat ook bij de boeren, in West-Vlaanderen, bijvoorbeeld, arust heerst. Zij sturen hun jongens naar nijverheidsscholen, waar deze dan een mooi diploma van bijvoorbeeld electricien of mechanicien verwerven. Wanneer zij dan in hun dorp of in hun streek een betrekking zoeken, komen zij tot de vaststelling dat daar geen enkel mechaniek- of elektriciteitsbedrijf is. De landbouwers vragen zich dan af wat er van hun kinderen zal worden.

Ik kom thans tot het tweede gedeelte van mijn uiteenzetting.

Welke middelen stelt de regering voor om de moeilijkheden op te lossen?

Als ik het goed voor heb, worden er drie middelen aangeprezen : In de eerste plaats, middelen die in sommige artikelen van de nieuwe wet vervat zijn, doch die ietwat verbeterd overgenomen werden uit de wetten van 17 en 18 juli 1959.

In de tweede plaats zal men een dringend beroep doen op buitenlandse ondernemingen, vooral Amerikaanse, om te verkrijgen dat ze bedrijven in België zouden vestigen.

In de derde plaats is er het fameuze programma.

In dat programma hebben twee lacunes mij getroffen. Allereerst heb ik vastgesteld dat er geen sprake is van de landbouw. Op bladzijde 12 wordt gezegd : « Produktieprogramma's zullen moeten vastgelegd worden, terwijl de landbouw-, middenstands- en distributiebeleid op lange termijn erin zal opgenomen worden. » Voorlopig is daar dus nog geen sprake van landbouw.

Daar is nochtans een van de grootste fouten die gij hebt begaan. De landbouw heeft thans reeds met vele moeilijkheden af te rekenen. Een oplossing moet zonder dralen worden gezocht.

In het programma wordt ook niet gerept over twee andere belangrijke sectoren, namelijk het transport en de energie. Ik zal hierover vandaag niets uitweiden. Ik kan erme volstaan er op te wijzen dat wij op het gebied van transportcoördinatie nog nergens zijn. Op het vraagstuk van de energie, zal ik evenmin terugkomen. Wij hebben die zaak verleden week besproken.

Maar toch ben ik de heer Minister nog een inlichting verschuldigd. Ik heb hem toen beloofd dat ik de prijzen van de energie zou geven die in België en bij onze concurrenten van kracht zijn. Het gaat om een gemiddelde prijs, dit wil zeggen, dat in de prijs zowel de hoogspanning als de laagspanning werden doorgerekend. De cijfers gaan tot het jaar 1958.

De heer V. Leemans. — Die gegevens zijn niet erg recent.

De heer De Block. — 1958 is niet zo lang geleden, maar om u genoeg te doen, Mijnheer Leemans, zal ik voor België de prijzen nemen van 1959, omdat deze lager ligt dan deze van 1958. De prijs bij onze concurrenten is ondertussen waarschijnlijk ook lager geworden.

De gemiddelde prijs van de electriciteit, dus hoog- en laagspanning tezamen, bedroeg in België in 1959 F 1,46 en in Duitsland in 1958 10,10 pfenning, of, als ik goed gerekend heb, F 1,21. Intussen is er daar ook een tiende afgegaan. In Frankrijk bedroeg de prijs in 1958 8,53 Franse frank, of in onze munt F 0,83. Voor Italië heb ik spijtig genoeg alleen het cijfer van 1956. Daar was de gemiddelde prijs per kWh 10,80 lire, of in onze munt F 0,86. In Holland tenslotte werd in 1958 een gemiddelde prijs betaald van 8,8 cent, wat ongerekend in onze munt F 1,17 betekent.

Wat stellen wij dan vast? Dat zelfs als men rekening houdt met de nu verlaagde tarieven in België, de prijs van de electriciteit, die een buitengewoon belangrijke rol speelt, in alle landen van de Gemeenschap lager is dan bij ons.

De heer Delbouille heeft u gevraagd, Mijnheer de Minister, wat de productieprijzen in België zou kunnen zijn. Ik ken die niet en u blijktbaar evenmin, want dat is een groot geheim.

M. Delbouille. — M. le Ministre le connaît très bien.

De heer De Block. — Ik veronderstel dat hij hem niet kent, Il ne nous a jamais dit ce prix en commission. Mais à l'intention de mon ami Delbouille, je ferai un petit calcul.

Voor de oorlog lag die productieprijzen tussen 10 en 15 centimes. Ik neem als basis het hoogste getal, en rekening houdende met de mechanisatie en andere verbeteringen die intussen zijn ingetreden, veronderstel ik dat een vermenigvuldiging met drie voldoende is om de huidige prijs te bepalen.

Als ik die bewerking maak, kom ik tot een productieprijzen van 45 centimes per kWh. Ik geloof dat dit er niet ver af zal zijn. Ik ben overtuigd dat niet bewezen zal worden dat die prijs 10 procent lager of 10 procent hoger ligt dan de werkelijkheid. Maar zelfs als ik die laatste veronderstelling aanneem, dan moet ik toch besluiten dat de huidige gemiddelde verkoopprijs, namelijk F 1,46, te hoog is, en dat er daar een mogelijkheid is om niet alleen de Belgische industrie, maar ook de Belgische verbruikers te helpen, door een belangrijke vermindering van de electriciteitstarieven. Ik was echter niet van zins daarover meer te zeggen.

Nu komt het eerste middel om de expansie te bevorderen aan de orde.

Comme ceci intéresse particulièrement les Wallons, je vais le dire en français.

Voici les chiffres que vous citez vous-même; ce sont donc des chiffres exacts.

Au 31 décembre 1960, il y avait dans la province d'Anvers 14 industries nouvelles; en Flandre occidentale 9; en Flandre orientale 12 et dans le Limbourg 3, soit pour la région flamande 38 nouvelles industries, pour une dépense totale de 1 milliard 256 millions, c'est-à-dire une moyenne, si je ne me trompe, parce que je calcule très mal (*sourires*)...

M. Remson. — Mais le chiffre est exact!

M. De Block. — Soit une moyenne, dis-je, de 33 millions par nouvelle industrie.

Pour le Brabant, il y avait 8 industries nouvelles pour un total de 29 066 000 francs, soit 3 633 000 francs par industrie.

Pour le Hainaut, 5 industries nouvelles pour un total de 22 035 000 francs; pour Liège, 3 industries nouvelles pour un total de 29 millions. En tout, 8 industries nouvelles en Wallonie, pour un total de 51 millions, soit une moyenne par industrie de 6 millions 379 000 francs.

Il est donc exact qu'il y a plus d'industries nouvelles en Flandre qu'en Wallonie, comme mon ami Delbouille l'a prétendu hier. Toute discussion à ce sujet est inutile. Mais cela ne signifie pas que la Flandre ait été plus avantagée que la Wallonie, et nous devons constater par contre qu'on a dépensé plus et de loin pour les industries existant en Wallonie que pour celles de Flandre. En effet, on a dépensé en Flandre 3 milliards 666 millions, soit une moyenne de 10 millions 498 francs par industrie, dont le nombre s'élève à 432; cela indique bien qu'il s'agit de petites industries. En Wallonie, pour 212 industries, il a été dépensé 5 milliards 575 millions, soit une moyenne de 26 millions 300 mille francs.

Si l'on pousse les choses plus loin, c'est encore beaucoup plus instructif. Nous trouvons notamment que pour la grosse métallurgie, 22 entreprises sont entrées en ligne de compte, et ces entreprises sont inscrites — je prends les chiffres du tableau — pour une somme de 4 milliards 720 millions, soit par industrie 214 millions.

Il y a ici une première conclusion à tirer : la grosse industrie en Belgique est en train de se rééquiper, de se rationaliser avec l'aide des pouvoirs publics.

M. Van der Schueren, Ministre des Affaires Etrangères. — Etes-vous opposé à cela?

M. De Block. — Je ne suis pas opposé à ce principe, mais je dois constater, et personne n'y changera rien, qu'une industrie qui devra demain soutenir la concurrence avec les Français et les Allemands, dont l'industrie est assez forte pour s'équiper elle-même, se trouve dans une mauvaise position.

Il est une chose, Monsieur le Ministre, qui m'a causé beaucoup plus de peine, je ne vous le cache pas.

Si j'ai bonne mémoire, vous avez donné l'assurance que des industries nouvelles s'implanteraient au Borinage.

M. Harmegnies. — Ils ont tout promis pour le Borinage et n'ont rien tenu. (*Exclamations à droite.*)

M. De Block. — Laissez-moi continuer, il vaut peut-être mieux que ce soit dit par un Flamand.

Il y a dans le Borinage cinq industries nouvelles, qui occupent un total de 3 130 ouvriers.

M. Harmegnies. — Nous demandons les noms et des précisions. Nous nous inscrivons en faux!

M. Orban. — Il y a eu la grève, cela va mieux marcher! (*Bruit.*)

M. De Block. — Je m'en tiens exclusivement aux données du tableau. (*M. Harmegnies et M. Orban s'interpellent dans le bruit.*)

M. le Président. — N'interrompez pas, je vous prie.

M. Harmegnies. — Quand on provoque le Borinage, c'est toujours dangereux.

M. De Block. — Je constate simplement qu'on a fait une promesse, qu'on a parlé d'occuper 5 à 6 000 ouvriers et qu'il n'y en a que 3 130.

M. Remson. — Sur le papier!

M. De Block. — C'est une situation que je trouve malsaine.

M. Harmegnies. — Des chiffres sur papier, cela ne nous suffit pas!

M. De Block. — On a annoncé des réalisations dans une certaine région, on a fait des promesses, et on ne les tient pas. C'est cela qui est grave. (*Interruptions.*)

M. Dua. — Mettez-vous d'accord!

M. Harmegnies. — Avec qui? Avec le gouvernement? Ses chiffres sont faux.

M. Orban. — Les grèves auront pour conséquence de provoquer une véritable rush vers la Wallonie. Tout le monde voudra s'installer dans ce pays de Cocagne. (*Exclamations sur les bancs socialistes.*)

De heer De Block. — Het tweede middel is het buitenlands kapitaal. Ik keur dat niet af, maar het heeft voordelen en nadelen. Ik raad evenwel voorzichtigheid aan.

En dan het programma. Dat is ontegensprekelijk van groot belang. Maar wat stel ik in de eerste plaats vast? Om een programma uit te voeren, moet er een Minister zijn die er voor verantwoordelijk is. Gij weet echter wat de Minister voor Economische Coördinatie gezegd heeft in de commissie : « Moi, je suis le Ministre des bons offices. » Dat wil zeggen dat de man die het plan zou moeten uitvoeren over geen macht beschikt.

De heer Vermeylen. — Zeer wel!

De heer De Block. — Als gij een programma wilt uitvoeren dan moet gij er zelf in geloven.

Gisteren was de heer de Looze in Luxemburg en, als wij de radio mogen geloven, heeft hij eens te meer de hulp van de Hoge Autoriteit ingeroepen, om de reconversie in de Borinage tot stand te brengen. Ik vind dat verkeerd. Wij Belgen moeten groot genoeg zijn om dat te doen zonder de Hoge Autoriteit. Maar wat ik spijtig vind, is dit : als die Hoge Autoriteit ons 350 miljoen aanbiedt om in de Borinage nieuwe industrieën te scheppen, moeten wij zeggen dat wij geen plan hebben en die 350 miljoen dan geven aan andere streken.

In het inleidend betoog van Minister Dequae lees ik in de Franse tekst : « Le présent document constitue la base du programme annoncé. » In de Nederlandse tekst zie ik : « Onderhavig document bevat de basiselementen van het aangekondigde programma... » in de Franse tekst staat er dus « la base » en in de Nederlandse tekst « les éléments de base ».

Dat is niet helemaal hetzelfde. Het bewijst nog eens dat al deze belangrijke zaken ietwat slordig worden behandeld.

Ik zal nu niet spreken over het nationaal produkt. Maar ik zal u herinneren aan de doeleinden die worden nagestreefd :

1° Het nationaal produkt opvoeren met 4 t. h. per jaar;

2° De volledige tewerkstelling voorzien door elk jaar 20 000 nieuwe betrekkingen te scheppen;

3° De Belgische economie oriënteren ten gunste van de sectoren die een economische expansie kennen.

Theoretisch is dat zeer goed, doch de moeilijkheden waarvoor wij staan worden niet opgelost met theorie. In de eerste plaats zijn er de moeilijkheden. Een enkel voorbeeld van een moeilijkheid : « De evolutie van de laatste jaren onderstreept de omvang van de te verwezenlijken inspanning. »

Het aandeel van België in de totale uitvoer van de Gemeenschappelijke Markt vertoont een neiging tot dalen, zowel wat het totaal als wat het merendeel van de goederengroepen betreft. Zelfs in bepaalde van onze specialiteiten, zoals het staal, stijgt onze uitvoer minder vlug dan die van onze bureu.

« Om een groeiritm van 4,4 t. h. van 1961 tot 1965 te bereiken, zou deze toestand moeten gewijzigd worden. De Belgische nijverheid zou op de buitenlandse markten een prestatie moeten leveren die ten minste gelijk staat met deze van de concurrenten. »

« Zou », dat is weer eens de voorwaardelijke wijs.

Dat lost echter niets op. Het programma, theoretisch gezien, is juist, maar praktisch brengt het geen oplossing.

En die oplossing zal er niet meer komen vóór de aanstaande verkiezingen, zeker niet vóór wij opnieuw in de recessie staan, binnen een of twee jaar.

Minister Dequae verklaarde ons : « Wij hebben tijd nodig, zoals ook Frankrijk tijd nodig heeft gehad. »

Maar, Dames en Heren, er is een groot verschil tussen Frankrijk en België. Ge begint immers met vijftien jaar vertraging. Intussen hebt gij in België — en met « gij » bedoel ik een groot deel van de C.V.P.-ers en de liberalen, — een mentaliteit geschapen die maakt dat er met geen programma kan gewerkt worden.

Steeds en altijd hebt ge verkondigd : Geen inmenging van de Staat; de Staat moet er buiten blijven. Nu zegt ge nog : Dat programma wordt niet door ons opgemaakt, maar het zal uitgewerkt worden in samenwerking met de private sector.

Ander verschil : in Frankrijk is de kredietsector genationaliseerd. De kredietsector is een der voornaamste sectoren. Ook de energie-sector is er voor een groot gedeelte genationaliseerd. Frankrijk heeft minder last met zijn kolen dan België : gas, elektriciteit, een groot deel van de petroleum zijn genationaliseerd, Frankrijk beschikt over de Renaultfabrieken. En de « Caravelle » is een produkt van een genationaliseerde sector.

Hier is de toestand anders. Gij moet naar de private industrie gaan met lege handen.

In Frankrijk kunt ge besprekingen gaan voeren, voorzien, ik zal niet zeggen van een dikke portefeuille, maar toch van argumenten die uw toestand versterken. Ik vrees dan ook dat ge niet uw programmatie voor een moeilijke taak zult staan en daarmee niet zult slagen.

Laat mij toe de toestand onder cijfers te brengen. De wetten van 17 en 18 juli 1959 zullen ongeveer voor 30 t. h. bijdragen om nieuwe werkgelegenheden te scheppen. Ik hoop dat de buitenlandse fabrieken voor 10 t. h. zullen bijdragen. Dat moet echter nog komen. Ik zal heel gelukkig zijn als gij een programma zult kunnen voorstellen dat nog eens 30 t. h. voorziet. Alles bijeen zouden wij aldus tot 70 t. h. komen. Dan blijft er nog 30 t. h. werkloosheid. Dit wil zeggen dat de bestendige werkloosheid niet zal worden opgelost.

Gij zult die niet oplossen, Mijnheer de Minister, want daartoe zoudt gij het voorbeeld van Frankrijk moeten volgen en zoudt gij moeten beschikken over troeven. Een van die troeven is het krediet. Gij zoudt ook over de proef van de energiesector moeten beschikken. Gij zoudt dan kunnen bewijzen dat de Staatsondernemingen even goed kunnen werken als de privébedrijven.

Mijn besluit kan kort zijn. De regering Eyskens is onder dubbelzinnigheid vertrokken. Zij heeft gezegd : wij hebben een sleutelplan en met dat sleutelplan gaan wij alle bestaande moeilijkheden oplossen. Er werd echter niets opgelost. Neen, dat is wellicht wat overdreven. In sommige sectoren werden veranderingen gebracht. Zij waren echter niet van die aard dat zij de werkloosheid deden verminderen.

Die verhoging van 4 t. h. van het nationaal inkomen is niet tot stand gebracht. Zij zal er ook niet komen. Zelfs indien gij morgen de meerderheid hebt, zal ons nationaal inkomen in 1965 niet verhoogd zijn met 20 t. h. Daar zullen wij onder blijven.

Mijn tweede besluit is het volgende : U zijt vertrokken met een dubbelzinnigheid en u eindigt met een dubbelzinnigheid. Ik ben ervan overtuigd dat het hoofdargument van uw verkiezingscampagne

zal zijn : schrikt aanjagen. U zou echter ongelijk hebben indien u dat argument te veel zou gebruiken. (*Protest rechts.*) Op die manier zult u de revolutionairen van 1830 in diskrediet brengen. (*Gelach rechts.*)

De heer R. Houben. — Die zijn al lang dood.

De heer Orban. — Die zijn al lang heilig verklaard.

De heer De Block. — Ik dacht dat gij hun nagedachtenis nog in ere hield. Ik zie dat ik mij heb vergist. Ik meende dat vooral de christelijke volkspartij die revolutionairen nog altijd dankbaar was voor de kracht en de overtuiging waarmee zij hebben gevochten om het arme België te verlossen van de Hollandse verdrukking.

Alhoewel ik mij op dit gebied heb vergist, en vaststel dat die helden niet meer worden geëerd, vraag ik u toch voor uw eigen welzijn geen misbruik te maken van dat angstargument.

Ik heb drie algemene stakingen meegemaakt : de eerste in 1902, de tweede in 1912, toen u nog niet in Sint-Niklaas woonde, Mijnheer Orban, en nu de derde. Elk van deze stakingen heeft onze invloed bij de arbeiders versterkt. Met de recente uitbarsting van woede hebben de arbeiders uiting willen geven aan hun verlangen naar een nieuwe economische politiek.

De heer A. Smet. — Keurt gij die uitbarsting goed, Mijnheer De Block?

De heer De Block. — Ik ben geen vakbondsleider en het is niet mijn gewoonte mij met andermans zaken te bemoeien. Ik kan alleen antwoorden dat ik die uitbarsting begrijp en dat ik ze zeker niet zal afkeuren.

Het tweede argument zal zijn — het sleutelplan heeft natuurlijk afgedaan — dat het programma bestaat, maar nog niet kan uitgevoerd worden.

De heer Orban. — Hoeveel punten zijn er zo, Mijnheer De Block? Indien er nog vele komen, moet ik ze opschrijven om ze niet te vergeten.

De heer Voorzitter. — Mijnheer Orban, u zijt bezig met de redevoering van de heer De Block te verlengen.

De heer De Boodt. — Als de heer De Block de verschillende punten van ons programma opsomt, moeten wij zelf geen programma meer opmaken.

De heer De Block. — Ik zal u die punten geven, op voorwaarde dat u ze verdedigt.

Het tweede argument, namelijk het programma — en ik ben niet de enige die dat zeg — zal ontegensprekelijk theoretisch zijn. In de eerste plaats zal worden toegegeven dat wij gekomen zijn in een tijd waarin een geplande economie noodzakelijk is, er echter aan toevoegende dat niet die middelen waarover de huidige en de toekomstige regering zal beschikken, dat plan niet kan worden uitgevoerd.

De heer Orban. — U zijt bezig met uw programma uiteen te zetten, maar ik zou liever horen welk volgens u het programma van de C.V.P. zal zijn.

De heer De Block. — Ieder zijn werk, dat is veel gemakkelijker.

Voor de tweede maal zullen de verkiezingen door de C.V.P. in een verkeerd daglicht worden gesteld. Ik hoop dat de kiezers dat zullen inzien, en dat zij zullen begrijpen dat wij op een ogenblik gekomen zijn waarop zij voor een keuze staan.

Ofwel verkiezen zij dat ons land verder achteruitgaat, en dan moet de politiek die sedert de laatste jaren werd gevoerd worden voortgezet, ofwel verkiezen zij dat België vooruitgaat, en dan zullen er nieuwe methodes moeten worden gebruikt.

Die nieuwe methodes moeten wij volgens mij niet verwachten van conservatieven als de heer Orban of de liberalen.

De heer Orban. — Dank u.

De heer De Block. — De arbeiders moeten beseffen dat zij er alle belang bij hebben hun krachten te bundelen. De eenheid onder de arbeidersklasse is het enige middel om België te doen heroplevan. (*Handgeklap op de socialistische banken.*)

De heer A. Smet. — De heer De Block heeft zeer voorzichtig geëindigd.

De heer Vermeylen. — Hij heeft zeer goed gesproken.

De heer Voorzitter. — Het woord is aan de heer Dekeyzer.

De heer Dekeyzer. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, nadat de Kamer de eenheidswet heeft goedgestemd, wordt aan de Hoge Vergadering gevraagd om aan een wetontwerp, getiteld « Ontwerp van wet voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel », eveneens haar goedkeuring te hechten. De

titel alleen mag als een soort « farce » aangezien worden. In de praktijk komt er van economische expansie, sociale vooruitgang, financieel herstel, niets in huis. Het is een wet waarin vele economische beloften — woordenkraam — gedaan worden, waarvoor talrijke artikels de sociale achteruitgang ingezet wordt en van werkelijk financieel herstel geen sprake is.

De bewijzen van hetgeen wij beweren, zullen u over enkele maanden duidelijker worden. Nu ligt de zweep op u en nu moeten sommigen van u — zij het dan zoals in de Bijbel voor dertig zilverlingen — de kiezers, namelijk de christelijke arbeiders, die u naar hier gestuurd hebben, verraden.

Wat u, leden van de rechterzijde, thans wenst, is dit ontwerp zo vlug mogelijk te doen goedkeuren, en dan de heer Eyskens en zijn drieëntwintig apostelen naar huis te sturen, nieuwe verkiezingen uit te schrijven, in de hoop de kiezers te intimideren, te overdonderen met onwaarheden en tal van beloften, en naar hier terug te komen met een nieuwe ploeg.

Ik vrees dat de toekomst zal uitwijzen dat u zich lelijk vergist. De kiezer kan ook oordelen en meer dan een half miljoen stakers, die op de straat gestaan hebben, zullen de C.V.P. wel niet in het hart dragen. Zij weten wat ze van u te verwachten hebben : meer taken, nog meer werkloosheid, minder inkomsten en sociale achteruitgang.

Over het feit dat uw dwaze, monsterachtige eenheidswet de arbeidersklasse in opstand gebracht heeft, niet alleen de socialistische arbeiders — dat vergeet u soms — maar ook arbeiders aangesloten bij de christelijke en liberale vakbonden, heb ik nog wel het een en het ander te zeggen.

De heer A. Smet. — Gij hebt ze met de zweep uit de fabrieken gejaagd.

De heer Dekeyzer. — Gij waart er niet bij toen zij vrij tot staking hebben besloten.

De heer Jespers. — Dat is niet waar.

De heer Dekeyzer. — Het is wel waar! (*Talrijke onderbrekingen rechts.*)

Ik zal u straks de titel aanhalen — misschien hebt u dit nog niet goed gelezen — van de herderlijke brief van Zijne Eminentie de Kardinaal, die op u toepasselijk is.

De heer Jespers. — Gij leest zeer goede lectuur! Eerst de Bijbel en nu een herderlijke brief.

De heer Dekeyzer. — Inderdaad. (*Onderbrekingen rechts.*)

Ik heb er geen bezwaar tegen dat u mij onderbreekt.

De heer Voorzitter. — Ik wel. Wie niet akkoord is met de heer Dekeyzer, kan straks nog antwoorden.

De heer Jespers. — Hij moet ons niet uitdagen, Mijnheer de Voorzitter!

De heer Dekeyzer. — Wacht maar, Mijnheer Jespers, ik heb nog niet gedaan; er komt nog meer.

De heer G. Breynne. — Als de keizer spreekt, moet men zwijgen. (*Gelach.*)

De heer Dekeyzer. — Dank u.

Een eerste resultaat van deze ongelukswet is dat het financieel herstel reeds een failliet is geworden.

De heer Van Buggenhout. — Uw stakingskas is failliet! (*Gelach rechts.*)

De heer Dekeyzer. — Het land heeft door de dwaze overmoed van uw Eerste-Minister een economische catastrofe gekend, die in de miljarden loopt. Dit is uw werk, Mijnheer de Eerste-Minister, en uw droom om dit land nog te besturen tot in 1962, zoals u het ons zo vaak hebt verkondigd, ligt in het water. Uw C.V.P. en uw liberale vrienden hebben gezegd dat de regering mocht inpakken.

De heer A. Smet. — Maar voor u zijn de druiven nog te groen.

De heer Dekeyzer. — Gij hebt ons gezegd dat deze eenheidswet noodzakelijk was wegens het feit dat het land in financiële moeilijkheden verkeerde. Wat u niet gezegd hebt, is dat deze moeilijkheden veroorzaakt waren door een onvoorzichtig financieel beleid, door een accumulatie van leningen, door de verhoging van de rijksschuld tijdens uw drie jaar beleid. Wat echter veel, veel erger is : u hebt de bevolking zodanig getergd dat de volkswoede niet meer tot bedaren gebracht kon worden. (*Onderbrekingen rechts.*)

Nu hebt u werkelijk aan het land de financiële en economische catastrofe gebracht.

De heer De Boodt. — Dat gelooft gij zelf niet.

De heer Dekeyzer. — U draagt de verantwoordelijkheid van het verlies van miljarden en van de moeilijkheden die de arbeiders gekend hebben. Wat nog veel erger is en wat later uw christelijk geweten zal plagen, dat zijn de slachtoffers, gevallen door de meedogenloze repressie.

Nog nimmer hebben wij zulk reactionair wetsontwerp gekend. Ik zou u tal van uittreksels kunnen citeren uit uw eigen pers, niet alleen uit *La Libre Belgique*, maar ook uit *De Standaard*, *La Relève*, het tijdschrift *De Maand*, *De Nieuwe Gids*, *La Métropole*, *Le Lloyd anversois*, enz. Enkele dagen geleden las ik in *Le Lloyd anversois* het volgende :

« La Belgique était à la traîne de ses partenaires du Marché commun et les investissements étaient moins nombreux qu'ailleurs. Si la Dette publique augmentait dangereusement, c'était à cause de la perte du Congo. Le Congo a eu bon dos, et l'on a accouché d'un monstre hybride qualifié de « loi unique », peut-être parce qu'elle est unique en son genre. Elle a, en tout cas, donné lieu à une levée générale de boucliers de la part de toutes les couches de la population. »

Dat stond niet in een socialistisch blad, Mijne Heren.

De heer Stubbe. — Het is ook geen C.V.P.-blad.

De heer Jespers. — U moet ook het oordeel van de heer Osterrieth lezen over alle politieke, u inbegrepen.

De heer Dekeyzer. — Ik ken het oordeel van de heer Osterrieth, en als ik tijd heb, zal ik daarover spreken.

De heer Voorzitter. — Ik verzoek de leden de heer Dekeyzer niet meer te onderbreken.

De heer Orban. — Hij is naar Londen geweest.

De heer Dekeyzer. — Ik ben inderdaad in Londen geweest, en ik schaam mij daar niet over. Ik zeg u alleen dit : In *Het Volk* stond dat de heer Dekeyzer de moed niet zou hebben gehad om de vereiste regelingen te treffen in verband met de schepen die in Dover stil waren gelegd. De waarheid is echter de volgende : Minister P.-W. Segers is mij komen vragen die zaak te regelen, en ik heb dat op staande voet gedaan. U hebt echter de moed niet gehad in uw blad te schrijven dat ik de zaak had geregeld. U hebt die onwaarheid niet recht gezet, hoewel onwaarheid gevraagd wordt in de herderlijke brief, die u blijkbaar vergeten zijt.

De heer Orban. — No money.

De heer Dekeyzer. — Bent u vergeten dat u in 1954 aan kanselier Adenauer Volkswagentjes hebt gevraagd voor uw politieke propaganda? (*Onderbrekingen rechts.*)

Ik zal mij vergenoegen met het voorlezen van nog een citaat, namelijk uit *Le Soir*, die toch ook niet kan worden bestempeld als een socialistische krant.

De heer De Boodt. — Niet veel minder!

De heer Dekeyzer. — Soms gebruikt u *Le Soir*, maar wanneer wij dit doen, zegt u dat dit blad niet veel minder is dan een socialistische krant.

Ziehier het citaat :

« Nous avons été amenés à constater que rien, ou presque, n'était à inscrire à l'actif de M. Eyskens et de son équipe ministérielle. Par contre, le passif était extrêmement lourd. En Afrique, l'édifice construit par le gouvernement s'effondrait pièce par pièce. Sur le plan international, notre prestige était tombé à zéro. A l'intérieur, aucun problème essentiel n'était résolu, ni financier. ni économique, ni social. Le gouvernement laissait stagner, pourrir les problèmes. »

» Devant une aussi retentissante faillite, tout gouvernement ayant le sens de la dignité ministérielle, le respect des institutions démocratiques, aurait démissionné.

» L'heure de la vérité totale ayant sonné, il fallait sans retard opérer le redressement national. Et ce fut le projet de loi unique, « véritable monstre », — die woorden komen dus niet van ons, — « dont la présentation au parlement provoqua un mécontentement général. »

Ik kan hier wel aan toevoegen — ik kom daar straks trouwens op terug — dat de achtbare heer Minister Van der Schueren eveneens verklaard heeft « qu'il y avait un mécontentement général ».

« Les protestations », schreef *Le Soir* verder, « surgirent de tous les milieux. »

» M. Eyskens, malgré l'ampleur de certains mouvements de rue, a réussi à maintenir l'ordre et à faire voter son projet de loi »

Moet ik bij voorbeeld nog aanhalen dat zelfs Minister Van der Schueren in de Kamer zich heeft laten ontvallen : « Tout le monde dans ce pays est contre la loi unique »?

M. Van der Schueren, Ministre des Classes moyennes. — Il ne faut pas prendre un extrait de ma déclaration, mais tout le texte.

De heer Dekeyzer. — Zoudt u of de Eerste-Minister het aandurven een referendum in te richten in het land om de bevolking zich voor of tegen de eenheidswet te laten uitspreken?

Neen, maar uw mensen gaan thans naar de verkiezingen zonder dat al de uitvoeringsbesluiten van deze eenheidswet het licht zullen gezien hebben. De kiezers zullen door uw « propaganda-afdeling » overdonderd en bedrogen worden. U zult misschien opnieuw een beroep doen op de propagandavoikswagens van de Duitse regering. (*Protest rechts.*)

De heer Stedsens. — Volkswagens zijn beter dan Skoda's.

De heer Dekeyzer. — U zult beweren dat er praktisch geen taxen meer zullen zijn. Van de verschillende miljarden indirecte belastingen zal niet gesproken worden. U zult het hebben over meer welvaart, over de zogenaamde economische expansie, over de 20 000 nieuwe werkgelegenheden per jaar, maar in werkelijkheid zullen de arbeiders minder inkomer hebben, een lagere koopkracht en er zullen geen 20 000 werklozen minder zijn.

De heer Stubbe. — Dat is niet waar.

De heer Dekeyzer. — Ik heb die vraag hier gesteld aan de Eerste-Minister, toen hij sprak over de 20 000 nieuwe jobs.

Wij zien, Mijne Heren, dat een onderneming ergens weggaat en aldus 2 000 mensen aan de deur zet. In een andere plaats wordt die zelfde onderneming opnieuw opgericht, maar er zullen slechts 1 500 arbeiders tewerk worden gesteld, en tegen lagere lonen wel te verstaan. Zijn dat misschien de 1 500 nieuwe jobs die men het land zou bezorgen? Die 1 500 komen natuurlijk voor in uw statistieken, maar de 2 000 die werden afgedankt, vergeet men.

Dat de arbeidersklasse en het personeel van de openbare diensten uw mening niet delen bewijst het feit dat meer dan 500 000 werknemers de straat zijn opgegaan. En ga niet beweren dat ze opgeruid werden.

Ik heb u daarstraks een voorbeeld gegeven dat de achtbare heer Jespers getracht heeft te ontkennen, maar dat nochtans in een katholieke krant gestaan heeft. Sprak die krant ook de waarheid niet? Het zijn nochtans katholieke die dat schreven, maar waarschijnlijk hadden zij de herderlijke brief van Zijne Eminentie in verband met de waarheid niet gelezen.

De waarheid is, zoals sommige van uw katholieke kranten het trouwens toegegeven hebben, dat de christelijke arbeiders, die eerst mee in staking waren gegaan, het niet volgehouden hebben, onder drang van enkele van hun leiders, die beweerden een brief gekregen te hebben van de Eerste-Minister, waarin hij de verzekering gaf dat aan de verworven rechten niet zou getoerd worden.

Moet ik die waarheid voegen bij de andere die via de radio-C.V.P. verkondigd werden, waarbij u, Mijnheer de Eerste-Minister, samen met uw ploeg van 24 Ministers ook meerdere dingen hebt gezegd die eveneens niet stroken met de waarheid?

De heer A. Smet. — Wat gebeurde er in de tijd van « Pietje de Leugenaar »? (*Gelach.*)

De heer Dekeyzer. — Ik mag niet zeggen dat gij gelogen hebt, Mijnheer de Eerste-Minister; dat zou onparlementair zijn, doch vraag maar aan de arbeiders wat zij denken over uw marathonploeg en over die marathonspeeches.

De christelijke arbeiders hebben tevens het verzet gestaakt omdat de C.V.P. de hulp ingeroepen heeft van Mechelen, en de hoogste geestelijke waardigheidsbekleder verklaard heeft dat stakers oneerlijke mensen zijn en alle goede christenen het als een christelijke plicht moest aanzien om het werk te hervatten.

Dat vonden zelfs sommige katholieke bladen te erg, en ze betreurden het dat Kardinaal Van Roey zich met dergelijke aangelegenheden inliet, aangezien ook bij de christenen het gezagsrecht wordt erkend en het niet fair is te zeggen dat mensen die staken oneerlijke mensen zijn.

Des heer Jespers. — Het is verkeerd personen aan te vallen die niet aanwezig zijn, Mijnheer Dekeyzer. Zijne Eminentie is zijn recht niet te buiten gegaan.

U houdt een verkiezingsspeech, waarover uw vrienden niet tevreden zullen zijn.

De heer Dekeyzer. — Ik zal het straks hebben over een verkiezingsspeech, Mijnheer Jespers, die in een herderlijke brief vervat is.

De heer Jespers. — U moet u zelf niet zo ernstig opnemen.

De heer Dekeyzer. — Wij kunnen natuurlijk niet vragen of Kardinaal Van Roey zelf die herderlijke brief opgesteld heeft. Wij hebben de Kardinaal echter gezien tijdens de huwelijksplechtigheid van de Koning en wij, net als alloe arbeiders, trekken onze eigen conclusies. (*Onderbrekingen rechts.*)

De heer Jespers. — Wat heeft dat ermede te maken?

De heer Sledsens. — Blijf een klein beetje fatsoenlijk, Mijnheer Dekeyzer.

De heer Dekeyzer. — Ik blijf fatsoenlijk. Wat ik zeg, kan ik bewijzen. Ik kom er straks op terug.

De heer Sledsens. — Wij dulden niet dat u de Kardinaal aanvalt.

De heer Dekeyzer. — Er zijn veel dingen die wij van uw zijde niet dulden. (*Protest rechts.*)

De heer Sledsens. — In Antwerpen past gij dezelfde tactiek toe. Het is beschamend voor u. Laat de Kardinaal gerust, het is een hoogstaand man, die in de oorlog de moed heeft gehad te zeggen wat gij niet durfde zeggen.

De heer Dekeyzer. — Wij hebben die zelfde moed gehad, zo goed als u. Wij hebben respect voor de genen die zich met godsdienstige aangelegenheden bezig houden, maar wij betwisten de geestelijkheid het recht om kiespropaganda te maken...

De heer Sledsens. — Zo hebt u het niet gezegd.

De heer Dekeyzer. — ... ten einde de christelijke arbeiders voor de C.V.P. te doen stemmen.

De heer Sledsens. — Daar gaat het niet om.

De heer Dekeyzer. — Mijnheer Sledsens, u zult straks de gelegenheid hebben om te antwoorden.

De heer Sledsens. — Neen, u zult de woorden die u uitgesproken hebt in verband met de Kardinaal intrekken, of we laten u niet meer aan het woord komen. (*Rumoer.*)

M. Dehousse. — De quoi s'agit-il? On ne comprend rien!

De heer Voorzitter. — Die onderbrekingen helpen ons niet vooruit.

De heer Sledsens. — De heer Dekeyzer mag de eer van de Kardinaal niet in het gedrang brengen; dat dulden wij niet en daar protesteren wij tegen, Mijnheer de Voorzitter.

De heer Rolin. — Daar gaat het niet om.

De heer Sledsens. — Wij dulden niet en wij aanvaarden niet dat de eer van de Kardinaal gekrenkt wordt.

De heer Orban. — Heb eerbied voor het gezag, Mijnheer Dekeyzer.

De heer Sledsens. — Gij zult die woorden intrekken, Mijnheer Dekeyzer, of wij laten u niet meer aan het woord komen. (*Protest op de socialistische banken. — De Voorzitter hamert.*)

De heer Dekeyzer. — Is dat democratie?

De heer Vermeylen. — Wij zouden willen begrijpen wat er gebeurt.

De heer Voorzitter. — Door de talrijke onderbrekingen, zijn wij niet in staat geweest te begrijpen en te horen wat er is gezegd. Ik vraag alleen dat in deze vergadering niemand zou worden beledigd. (*Zeet wel! rechts.*)

Ik verzoek de heer Dekeyzer voort te gaan.

De heer Jespers. — Ik doe een beroep op u, Mijnheer de Voorzitter Rolin. De heer Dekeyzer heeft de Kardinaal beledigd.

U zoudt zo iets niet doen. U zijt een eerlijk mens. De spreker moet die woorden intrekken.

De heer Vermeylen. — Wij hebben hier niets verstaan van wat er gezegd is.

M. Dehousse. — On n'entend rien!

De heer Voorzitter. — Ik vraag uitdrukkelijk dat niemand zou worden beledigd in deze vergadering.

De heer Orban. — Het is niet de gewoonte dat in deze vergadering gezagspersonen worden aangevallen die zich hier niet kunnen verdedigen. Men heeft de Kardinaal beledigd. Dat is beneden de waardigheid van de Senaat. (*Rumoer.*)

De heer D. Smets. — Wij kunnen ons ook niet verdedigen tegen de Kardinaal.

De heer Van Buggenhout. — Hij heeft u niet aangevallen.

De heer Vermeylen. — Wij zouden graag het *Beknopt Verslag* krijgen.

De heer Dekeyzer. — Als ik de leden van de rechterzijde kan tevreden stellen: het ligt niet in mijn bedoeling een hoge geestelijke waardigheidsbekleeder te beledigen en dat is nooit mijn intentie geweest.

De heer Rolin. — Ziet gij wel! (*Protest rechts.*)

De heer Voorzitter. — Indien u dit wenst, zal ik het stenografisch verslag raadplegen. Ik heb niets verstaan.

De heer A. Smet. — Dat is maar best, want het was schandelijk. (*Rumoer.*)

De heer Dekeyzer. — Bent u de feiten van 1955 soms vergeten? (*Onderbrekingen rechts.*)

De heer Voorzitter. — Indien het rumoer aanhoudt, zal ik de vergadering schorsen.

De heer Dekeyzer heeft gezegd dat hij niet de bedoeling heeft gehad een geestelijk overheidspersoon te beledigen. Laten wij die verontschuldiging aannemen.

Ik verzoek de heer Dekeyzer in kalmte voort te spreken.

De heer Orban. — Dat hij in het vervolg voorzichtiger is wanneer hij in het parlement spreekt.

De heer Dekeyzer. — Dank u, Mijnheer de professor, voor uw professorale vermaning, maar wij zitten hier niet op de banken van de universiteit.

De heer Orban. — Ik word het gewaar. (*Gelach.*)

De heer Dekeyzer. — Wij hebben niet het geluk gehad als jongeren op de banken van de universiteit te zitten.

De heer Voorzitter. — De heer Orban is professor emeritus. Hij heeft dus niets meer met de universiteit te maken. Zet nu rede voort, Mijnheer Dekeyzer.

De heer Dekeyzer. — Dat alles was niet voldoende om de stakers terug aan het werk te krijgen. Evenmin ging dit met uw radio en televisie, uw persconferenties, uw kleinzielige manoeuvres om de Kamer met reces te sturen, nadat u van de toren geblazen hadt dat de eenheidswet vóór 31 december moest worden goedgekeurd. Dat alles volstond niet.

De repressie moest worden ingezet. De rijkswacht met getrokken sabels, met geweren en kogels werd tegen de stakers ingezet. Het regende arrestaties. Zoals in de zwartste tijden van de oorlog werden de arbeiders van hun bed gerukt en naar de gevangenis geleid. Een geheim agent had hen beticht van smaad, van opstand, van ophitsing, van ruitentikken of zelfs van eenvoudig socialist, lid van het A.B.V.V. en staker te zijn. Dergelijk geval is nog verleden week vóór de rechtbank gebracht. Men had geen andere klacht tegen de aangehoudene, geen getuigen, zelfs geen geheime agenten die hem iets anders konden ten laste leggen. Verschillende weken heft deze jongen man in de gevangenis gezeten. En dan neemt men het ons kwalijk wanneer wij beweren dat er een klasse-gerecht is. (*Protest rechts.*)

Keurt gij het goed dat iemand, omdat hij socialist is, omdat hij staker is, gedurende verschillende weken wordt aangehouden en dan met de verontschuldiging van de rechtbank naar huis wordt gestuurd? (*Uitroepen rechts.*)

M. Busieau. — Cela s'est pas exactement ainsi.

De heer Dekeyzer. — Het geval heeft zich voorgedaan.

M. Dehousse. — Parfaitement.

M. Busieau. — Des arrestations arbitraires et illégales. Le Ministre de l'Intérieur est là. Il ne nous démentira pas.

De heer Dekeyzer. — Maar wat nog erger is, sommige rijkswachters zijn er niet voor teruggedeinsd om stakers te mishandelen, ze met geweerkolven zo te slaan dat de stakers in het hospitaal terecht kwamen en sommigen onder hen zo erg toegetakeld waren dat ze er nog weken zullen vertoeven. (*Onderbrekingen rechts.*)

De heer D. Smets. — Wat hebt gij in 1955 gezegd, Mijnheer Smet, toen ze op u boksten? Hebt gij misschien « dank u » gezegd aan de gendarmes?

De heer A. Smet. — Laat ieder zijn eigen bonen doppen.

(De heer Struyte treedt opnieuw als Voorzitter op.)

De heer Dekeyzer. — De Minister van Binnenlandse Zaken beweert dat hij de rijkswacht heeft verzocht de stakers met zachtheid en voorzichtigheid te behandelen, maar wij hebben gezien wat daarvan in huis gekomen is.

U veroordeelt de staking, omdat zij gericht was tegen de geldkoffers, tegen de kapitalistische orde. (*Protest rechts.*) Maar u keurt de staking goed, wanneer het in uw kraam te pas komt! Dan is alles toegelaten, zelfs met de goedkeuring van uw leiders.

De heer A. Smet. — Ja, als het om de boterham gaat.

De heer Dekeyzer. — Moet ik u herinneren aan de woorden van de heer Lefèvre, uw nationale voorzitter, die zei : « Tous les moyens sont bons. Ce ne sera pas une opposition menée suivant les règles normales du jeu de l'opposition parlementaire, mais ce sera une lutte à mort. » Toen ging het om een staking tegen de wet Collard.

Thans veroordeelt u de staking van het onderwijzend personeel, maar op 25 november 1954 werd in *La Libre Belgique* geschreven : « La grève de l'enseignement libre a été totale dans tout le pays. » Was die staking dan misschien normaal omdat ze bevolen werd door de C.V.P.?

Bent u al vergeten dat Voorzitter Lefèvre het Staatskrediet heeft aangetast, dat hij het saboteren van het schoolsparen heeft verkondigd en de mensen heeft aangezet om hun geld van hun postcheckrekening af te halen?

Bent u al vergeten hoe in zekere steden door uw C.V.P.-troepen de straten werden opgebroken, hoe uw christelijke jeugd werd aangespoord om straatmanifestaties te organiseren en gebouwen aan te vallen, o.m. om officiële scholen binnen te dringen en er alles kort en klein te slaan? (*Onderbrekingen rechts.*) U hebt niet graag dat wij u aan die zaken herinneren. Zijt gij vergeten dat ongelukken veroorzaakt werden door dat in de Kempen bomen werden omgehakt en over de straten gelegd?

De heer Sledsens. — Wij vergeten niets!

De heer Dekeyzer. — Volgens u zijn er twee soorten stakingen : de stakingen van de arbeiders om hun boterham te verdedigen en de stakingen bevolen door de C.V.P. Dat zijn twee verschillende dingen.

Wat hebt u destijds gezegd over de baldadigheden die door de katholieke jeugd werden begaan? Niets! Wij keuren alle baldadigheden af... (*Onderbrekingen rechts.*)..., maar u hebt dat hier toen niet gedaan.

De heer Vermeylen. — Zeer wel!

De heer Dekeyzer. — Toen in 1955 sommige ministers met stenen werden bestookt, heeft niemand van de C.V.P.-groep die baldadigheden hier afgekeurd. U vindt dat toen niet nodig. Ik herhaal dat wij alle baldadigheden, van waar ze ook komen, afkeuren.

De heer Sledsens. — Zeer wel!

De heer Dekeyzer. — Wij hebben echter ook de moed met onze stakers voorop te gaan.

De heer Voorzitter. — Mijnheer Dekeyzer, ik ben zo vrij u eraan te herinneren dat wij op dit ogenblik de economische expansie bespreken.

De heer Dekeyzer. — Wees gerust, Mijnheer de Voorzitter, ik kom onmiddellijk tot de economische expansie. Ik meen nochtans dat ik het recht heb in mijn redevoering aan bepaalde aspecten van het ontwerp te herinneren. Indien iemand het niet eens is met wat ik zeg, staat het hem vrij daarop te antwoorden.

De heer Voorzitter. — Blijf bij de economische expansie en doe niet aan oratorische expansie.

De heer Dekeyzer. — Ik meen het recht te hebben mijn rede te ontwikkelen op de manier die mij het meest geschikt lijkt. Ik kom dadelijk tot de economische expansie.

De heer D. Smets. — U zou er trouwens al lang geweest zijn, indien men u niet voortdurend had onderbroken.

De heer Dekeyzer. — Wat betreft de radioboodschappen, beperken wij er ons toe te verklaren dat de zin : « Het is verbijsterend vast te stellen hoeveel ongelukken berichten systematisch onder het publiek worden verspreid, en die geen enkel verband houden met de waarheid » op de Eerste-Minister zelf toepasselijk is.

Uw eenheidswet lost geen enkel vraagstuk op, noch dit van de Staatsfinanciën, noch dit van de economische expansie, noch dit van de werkloosheid.

Laten wij nu even die zogenaamde eenheidswet van dichtbij bekijken en er eveneens onze mening over geven.

In titel I, betreffende de economische expansie, belooft u andermaal, net zoals in uw drie regeringsverklaringen dat wij de welvaart zullen kennen. Dat is ook beloofd in de kiescampagne van 1958 en wij staan vandaag nog even ver.

Het is uw wankelende economische politiek die voor een groot gedeelte oorzaak is van de gebeurtenissen die wij in dit land hebben gekend. Niemand betwist dat er een economische expansie nodig is, integendeel. Of uw regering een dergelijke politiek gevolgd heeft, valt echter te betwijfelen. U hebt voor de radio verklaard, Mijnheer de Eerste-Minister, dat deze wet een wet is van economische expansie. *La Libre Belgique* schreef daaromtrent : « Il nous est permis de rire. »

In het verslag van de heer De Winter wordt gezegd dat het doel van de economische expansie voornamelijk is de volledige tewerkstelling te verzekeren door te voorzien in 20 000 nieuwe betrekkingen per jaar. Enkele weken geleden heb ik aan de Eerste-Minister de vraag gesteld of het verschaffen van 20 000 nieuwe betrekkingen ook tengevolge zou hebben dat er 20 000 werklozen minder zouden zijn. U hebt mij toen geantwoord, mijnheer de Eerste-Minister, dat dit niet het geval was. Wij zouden veel liever gehad hebben dat ons een plan werd voorgelegd waardoor er jaarlijks een bepaald aantal werklozen minder zouden zijn.

M. Flamme. — Permettez-moi une interruption, Monsieur Dekeyzer. On parle toujours de nouveaux emplois. Il vaudrait mieux dire « emplois supplémentaires ».

De heer Dekeyzer. — Dat is juist, men zou moeten spreken over « bijkomende betrekkingen ». Ik heb daarstraks een voorbeeld aangehaald van wat uit de statistieken zal blijken : enerzijds zijn er 1 500 nieuwe werkgelegenheden meer, maar anderzijds wordt een fabriek verhuurd en worden er 2 000 arbeiders aan de deur gezet. Het staat toch vast — zie de memorie van toelichting — dat het onmogelijk is een behoorlijk plan tot economische expansie tot een goed einde te brengen, indien men niet gaat saneren op het budgettaire en financiële vlak. Maar nu komt het er op aan te weten wat saneren voor u en voor ons betekent.

U moet dringend financiële maatregelen treffen en zorgen voor meer inkomsten. Het komt er echter op aan : hoe en waar? Wie zal de offers moeten brengen? De kleine man of de grote bezitters, de kapitalisten? Voor u is de kens steeds dezelfde : de kleine man mag het gelag betalen; de grote moet gespaard worden.

Het is u niet onbekend dat wij, socialisten, voorstanders zijn van een effectieve, doelmatige planpolitiek. Wij willen niet alleen studies over een planpolitiek, maar wij wensen de organen die dit plan werkelijk ten uitvoer kunnen brengen.

Wij verschillen van mening over de structuurhervormingen die op economische gebied moeten ingevoerd worden. Regelmatig stellen wij vast dat zogenaamde « groupes de pression », dank zij de talrijke leden van beheeraden van naamloze vennootschappen, die hier en in de Kamer zitting hebben, wel het nodige weten te doen opdat inzonderheid aan de privileges van de grote ondernemingen niet wordt getornd.

Wij zullen hier niet ons volledig socialistisch programma weergeven. Gezien de C.V.P. en de liberalen geoordeeld hebben dat hun Eerste-Minister hen al genoeg in de put geholpen heeft — et qu'il est temps qu'il rende son tablier et son maroquin — gaan wij socialisten ons programma aan de kiezers voorleggen. Die zullen er over oordelen.

Als we eventjes in de beursbladen kijken, stellen we toch vast dat de geplande economische expansie niet gepaard gaat met een heropleving van de beurseffecten.

Uw Congopolitiek heeft als resultaat gehad dat de Congowaarden die in begin 1958 op index 198 stonden, nu nog kwoteren rond 30.

En wat gezegd van de Belgische renten?

Kleine spaarders, daartoe door de Staatspropaganda aangezet, hebben in 1957 ingeschreven op de Staatslening uitgegeven à 5 f. h. en hiervoor 1 000 frank per obligatie betaald. Thans is deze nog 930 frank waard. Ze verliezen dus meer dan één jaar interest. Als ze die obligatie gekocht hebben, waren ze ervan overtuigd dat het geen erop vermeld stond, namelijk « vrij van belasting », zou worden nageleefd. Ook daaraan kunnen ze niet meer geloven. Ook bij de kleine spaarders hebt u het krediet van de Staat verspeeld. Maar daarover later meer.

Dat het daarbij niet erg goed gesteld is met de Schatkist, ligt dat niet aan het slecht financieel beleid die u gevoerd hebt sinds 1958?

U spreekt van budgettaire gezondmaking. We zijn verplicht geweest over begrotingen te stemmen alvorens de uitvoeringsmodaliteiten van de eenheidswet het daglicht zagen. Al uw cijfers in de begrotingen zijn dus slechts ramingen — de eigen woorden van de Minister van Financiën — en reeds vandaag is de toestand volledig gewijzigd en beantwoorden die cijfers niet meer aan de werkelijkheid.

Wanneer ons wordt gezegd dat de Rijksschuld niet meer zo zal stijgen als in het verleden, zijn wij wantrouwend. U beoefent nog wel meer de kunst camouflage. Bij de Rijksschulden moeten ook gevoegd worden de schulden van de parastatalen, van het Wegenfonds, enz. En die « enz. » kan ook zeer uitgebreid zijn.

De Minister van Economische Zaken heeft terecht gezegd : « Si nous tenons à financer les investissements auxquels nous avons à faire face, c'est grâce à l'épargne nationale disponible qu'il faudra le faire. » Wij beamen dat, maar wij vrezen, zoals ik gezegd heb, dat u ook wel enigszins bij « l'épargne nationale » het krediet verloren hebt.

De eenheidswet herneemt de opsomming van hervormingen, van beloften, die reeds vervat waren in de achtereenvolgende regeringsverklaringen van de heer Eyskens sinds 1958. Er is weinig of niets van in huis gekomen, en vandaag worden ze nog eens als een opgewarmde schotel opgedist in deze eenheidswet. We horen dus opnieuw spreken over de coördinatie op het ministerieel vlak, coördinatie van de energie, nationale en regionale investeringsmaatschappijen, enz.

We beweren niet dat al die bedoelingen slecht zijn, maar u kent toch het spreekwoord « l'enfer est pavé de bonnes intentions ».

Me dunkt dat er nogal veel wissels op de toekomst getrokken worden, zoals onder meer het vijfjarenplan.

Gaat u dat uitvoeren of is dat voor uw opvolger?

Zijn er wetgevend teksten om uw zienswijze in verband met de oprichting van nationale investeringsmaatschappijen nader te bepalen?

Gij hebt in dezelfde zin gesproken voor de Centrale Raad van het Bedrijfsleven. Doch deze Raad heeft zich verleden week eensgezind uitgelaten over de bepalingen van de eenheidswet. Er wordt erkend dat sommige van die bepalingen op lange termijn zouden (men spreekt hier in de voorwaardelijke wijze) kunnen bijdragen tot de economische expansie en het financieel herstel. Maar het advies van de Raad, waarin dus zowel de patroons, als de distributiesector, als de handel en als de werknemers vertegenwoordigd zijn, gaat verder als volgt : « Andere bepalingen van dit wetsontwerp, integendeel, zijn wegens de inkrimping van de openbare uitgaven en de beschikbare inkomsten van aard om de werkelijke vraag op de markt (de behoeften waarvoor men betalen kan) op korte termijn te verminderen en aldus een ongunstige conjuncturele weerslag te verwekken. »

In andere woorden : De eenheidswet zal onmiddellijk de koopkracht en het volume van de investeringen bekrimpen. En zoals wij niet ophouden te verklaren, de massa, en in het bijzonder de arbeiders, zullen onmiddellijk het slachtoffer van de eenheidswet zijn.

Och, er is wel sprake van een Minister van Economische Coördinatie, maar het Ministerie van Economische Zaken heeft, nadat de bevoegdheden van de zogenaamde coördinator door een koninklijk besluit bepaald waren, een communiqué laten verschijnen waarin medegedeeld werd dat alleen de Minister van Economische Zaken bevoegd is in verband met de toepassing van de economische politiek van de regering.

Hoe kunnen wij dan geloof hechten aan die zogenaamde coördinatie en aan die coördinateur?

Is het niet juist dat men slechts 54 miljard geïnvesteerd heeft in 1959 (met inbegrip van de particuliere investeringen), terwijl in de economische milieus men eensgezind van mening is dat er normaal 80 miljard geïnvesteerd moet worden? De particuliere sector heeft slechts 30 miljard geïnvesteerd, wat wijst op weinig vertrouwen in deze regering.

Er is hier door de minister van energie veel gepraat over al hetgeen reeds tot stand kwam en nog tot stand zou komen, maar in de praktijk laat hier ook de coördinatie veel te wensen over.

Sprekend over de coördinatie, moet ik er op wijzen dat we nog ver af zijn van de coördinatie in het transportwezen, de coördinatie tussen het spoor- en het wegvervoer. Och, daarover is reeds zoveel gepraat, hier en in de Gemeenschappelijke Markt, maar in vergelijking met de andere landen van de Gemeenschap staan wij nog ver ten achter.

Is het niet juist dat er grondige menigsverschillen zijn tussen de verschillende Ministers van Economische Zaken van de zes landen, zoals wij in de pers hebben gezien?

Andere collega's zullen niet nalaten u te wijzen op de warboel die er in België heerst in verband met het kolenvraagstuk.

De manier waarop kredieten tegen lage staatsinstrenten verleend worden, bewijst dat men inzonderheid de grootnijverheid bevoordeelt.

U wilt ons doen geloven dat de door de crisis benadeelde streken, dank zij uw eenheidswet, terug de welvaart zullen kennen door een economische expansie. Ook hier twijfelen wij.

Steeds werden ons in de regeringsverklaringen moeilijke toekomstplannen voorgespiegeld, werd er gesproken van duizenden nieuwe werkgelegenheden, maar nog steeds schuiven meer dan 150 000 werklozen aan bij de doplakalen.

We geloven niet dat uw wet de economische heropbeuring van het land zal bewerken. Uw regering, Mijnheer de Eerste-Minister, is een regering die veel belooft maar weinig geeft, tenzij aan de kapitalisten, maar alleszins bitter weinig aan de kleine man.

We herinneren ons uw verklaringen van juli 1958, van november 1958, van november 1959, van september 1960. Hebt u toen de vereiste economische maatregelen genomen?

En nu gaat ge ineens alles verwezenlijken. Tenminste dat gaat ge verklaren voor de kiezers. Want ge kunt het hier niet meer volhouden tot het einde van de legislatuur.

De Minister voor Economische Coördinatie heeft Multatuli geciteerd met te zeggen : « Ik zal de vruchten waarschijnlijk zelf niet zien », er bijvoegend dat een Minister — wel te verstaan een C.V.P. minister — gewoonlijk slechts één jaar aanblijft. Nu, voor onze nieuwe coördinator zal het zelfs geen jaar duren, aangezien de verkiezingen nabij zijn.

Maar wij vrezen dat de zinsnede van Multatuli zelfs op ons toepasselijk zal zijn, daar economische welvaart — tenminste zolang we gestraft zijn met een C.V.P. regering — niet voor deze tijd zal zijn.

Gij komt voor de radio spreken van democratie, van de rechten van het parlement, maar van bij het neerleggen van deze ongelukswet — anders kan ik ze moeilijk noemen — hebt u op tal van plaatsen verkondigd dat deze wet te nemen of te laten was, dat er geen amendementen, tenminste geen fundamentele, konden aangenomen worden.

Uw meerderheid had dus eenvoudig ja te knikken. Het is de regering die in feite alles bepaalt en uw meerderheid moet, net als de spookparlementen van achter het ijzeren gordijn, ootmoedig buigen, slikken en ja knikken.

De kiezers van de democratische C.V.P.-leden van het parlement mogen niet erg preutelen of anders vliegen zij de bak in. En dat noemt u dan democratie.

Gij discrediteert het democratisch regime.

Uw ontwerp van economische expansie zou werkelijk belangrijk zijn indien wij hierdoor de werkloosheidslaag konden uitschakelen en indien wij, zoals bij onze bureaus van het Noorden, de volledige tewerkstelling konden krijgen.

Uw 20 000 nieuwe werkgelegenheden zullen, naar mijn bescheiden mening, slechts de toestand die we thans kennen, namelijk meer dan 150 000 werklozen, stabiliseren. Uw desbetreffende voorstellen zijn lang niet voldoende en zullen nimmer voor de volledige tewerkstelling zorgen.

Niettegenstaande wij erin geslaagd zijn in circa drie vierde van de ondernemingen de vijfenveertigurenweek door te voeren, stellen wij toch vast dat wij inzake werkloosheid met meer dan 10 t. h. achteruitgegaan zijn.

Neem het gradueel nog te verwachten verlies aan werkgelegenheid in de kolennijven, de gedeeltelijke en seizoenwerkloosheid, de landbouwarbeid die daalt, en voeg daarbij de stijging van de bevolking, waardoor steeds meer arbeidskrachten op de arbeidsmarkt komen, en de verlenging van de levensduur. En u verergert het nog met de pensioenleeftijd van het personeel van de openbare diensten te verlengen. Dat alles meen ik, toont aan dat het tewerkstellen van 20 000 personen per jaar onvoldoende is om wat u zelf noemt « een redelijke, volledige tewerkstelling te bezorgen ».

Het A.C.V. heeft u toch doen opmerken dat om het werkloosheidscijfer te doen dalen er minstens 30 000 nieuwe werkgelegenheden per jaar moeten zijn.

Minister Van der Schueren heeft gewag gemaakt van een produktiestijging van 5 p. c. per jaar en zulks tot in 1965. Illusies! Wel, gachte heer Minister, wij zullen u misschien hier in 1965 aan deze belofte herinneren.

De maatregelen die gij gaat nemen zijn onvoldoende. Wij staan voor de uitvoering van het verdrag van Rome. De Gemeenschappelijke Markt wordt een werkelijkheid. Onze industriële bedrijvigheid in 1960 is 2,3 p. c. hoger dan in 1959, maar gemiddeld tellen wij voor het voorbije jaar 150 000 werklozen, wat meer is dan u in uw regeringsverklaring voorzien hebt.

In 1960 waren er 40 000 meer werklozen dan in 1957 en zulks niettegenstaande er 30 000 vreemde arbeiders terug naar hun land gestuurd werden en niettegenstaande de erkende stijging van de productie.

In de loop van 1959 werden 700 000 mensen getroffen door de werkloosheid, natuurlijk nooit gelijktijdig maar achtereenvolgens bijna over het ganse jaar.

Hoeveel families werden niet in het een of ander deel van het jaar getroffen door de werkloosheid van een lid van het gezin? Waar blijft uw gezinspolitiek desaan gaande? Of zijn in de ogen van de C.V.P. alleen de kroostrijke gezinnen van belang?

In vergelijking met de andere landen van de Gemeenschappelijke Markt gaan wij achteruit of niet voldoende vooruit en zulks is uw schuld, zulks is te wijten aan de door u gevoerde economische politiek.

Inzake nijverheidsproductie zijn wij slechts aan coëfficiënt 2,94. Al de landen van de Gemeenschappelijke Markt staan hoger. De Duitse Bondsrepubliek staat inzake productie aan coëfficiënt 8,37.

Akkoord, onze productie stijgt, maar niet in dezelfde mate als bij onze partners van de Gemeenschappelijke Markt. Een van de voornaamste redenen daarvan is dat wij minder investeren in vergelijking met de andere partners.

Bij ons is het algemeen streven van de kapitalisten: onmiddellijk winst verwezenlijken. Men investeert in de traditionele sectoren omdat die dadelijk winst opleveren. Nieuwe nijverheidstakken, die in het buitenland een expansie kennen, worden bij ons verwaarloosd.

Zullen de kapitalisten uw vraag om te investeren in België volgen? U praat over de heroriëntering van de bedrijven. Maar door welke maatregelen? Wij hebben hier standvastig de indruk dat de kleine man getroffen wordt, maar dat op fiscaal gebied de grootnijverheden wel geholpen worden. Het kapitaal dat weinig risico's neemt gaat allerlei voordelen genieten, in de loop dat er alhier door hen meer zal geïnvesteerd worden.

Elkeen heeft toch moeten vaststellen in de laatste jaren — en de regering heeft zulks moeten beamen — dat we voor een belangrijke uittocht stonden van Belgische kapitalen naar de vreemde.

Al mermaals is hier gezegd geworden dat wij gebrek hebben aan studiediensten, aan opzoekingsdiensten, wat de Amerikanen noemen « research and development ». Gij hebt een gebrek aan gespecialiseerde ingenieurs en techniekers. Er is een veroudering vast te stellen van onze Belgische economie. Dat blijkt trouwens uit de structuur zelf. De nijverheidsinvestering die in België gedaan wordt is niet altijd in overeenstemming met de wensen en de noodzaak van de economische vooruitgang. Verder kan eveneens gezegd worden dat het nationaal inkomen slecht verdeeld is.

Wie is aansprakelijk voor deze toestand? Wij antwoorden: zij die meesters zijn van onze economie, t. z. de holdings: de Société Générale de Belgique, Electrol, Cofinindus, enz.

Het is u toch bekend dat een aantal financiële groepen voor 98 pct. de controle hebben over onze bankbedrijvigheid, wat dus ook het kredietwezen insluit.

Het is onze indruk dat gij op korte termijn leeft. Zulks is niet alleen waar voor de regering die op haar laatste beentjes loopt, maar is inzonderheid waar voor de gevoerde politiek. Gij hebt uw krediet verspeeld. Wij, socialisten, willen met uw ontwerp geen avontuur aangaan. U bezit niet meer het nodige gezag om een werkelijk economisch en financieel herstel uit te voeren. Gij hebt lamentabel gefaald in Congo. Dat zeggen wij niet alleen. Hoe wilt ge nog dat de huidige regeringsploeg verder vertrouwen in uw beleid zou hebben. Destijds hebt u de ministers van Congo aan de dijk gezet. Thans doet uw partij met u hetzelfde. Ze zijn op zoek naar een nieuw slot en een nieuwe sleutel. De uwe, meen ik, heren Ministers, is in het slot blijven steken.

Het moet gezegd en herhaald worden dat het de massa van de verbruikers is die de zwaarste last zal dragen van de onrechtstreekse belastingen.

In de Gemeenschappelijke Markt hebben de arbeiders van België de hoogste belastingen te betalen. Ons fiscaal regime is voordeliger voor de grote inkomens en inzonderheid van de naamloze maatschappijen.

Mag ik trouwens herhalen wat onderlijnd werd tijdens de persconferentie gegeven door de Ministers Van Offelen en Van den Boeynants, bij hun terugkeer uit Amerika. Ik citeer: « S'ils (les Ministres) avaient fait appel aux capitaux américains, c'était parce qu'en Belgique le régime fiscal était le plus favorable aux grosses sociétés ».

Ge kunt dus vaststellen dat wij het niet zijn die dat verklaren, maar wel uw eigen Ministers, die zeggen dat het fiscaal regime voordeliger is voor de grote maatschappijen. Op die wijze tracht men dus Amerikaanse kapitalen naar hier te brengen.

Is het niet waar, Mijnheer de Eerste-Minister dat in het totaal van het fiscaal inkomen de onrechtstreekse belastingen 60 p. c. bedragen tegenover slechts 40 p. c. de rechtstreekse?

Minister Van der Schueren heeft toch verklaard in het parlement: « Il est exact que tout le monde dans ce pays est contre la loi unique »?

Indien zulks het geval is, hadt gij het land moeten raadplegen alvorens de parlementsliden te doen jaknikken. Nadat door uw schuld het land en de bevolking ontzaglijke verliezen hebben geleden, komt gij, zoals de karabiniers van Offenbach, te laat.

Niettegenstaande de kiespropaganda die pas werd ingeluid, vrezen wij het oordeel van de bevolking niet. De arbeiders en hun gezinnen zullen vaststellen wie hun rechten verdedigt. Het perso-

neel van de openbare diensten, de christelijken inbegrepen, zullen nu wel weten hoe zij door de christelijke volkspartij bedrogen zijn. (Handgeklap op de socialistische banken.)

M. le Président. — La parole est à M. Louis Desmet.

M. L. Desmet. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je n'ai pas du tout l'intention de critiquer la loi unique d'une façon systématique et orientée. Je vais essayer d'être objectif en ce qui concerne bien entendu, le titre premier.

Je dois reconnaître objectivement et vous le reconnaîtrez avec moi, que cette loi est critiquée de toutes parts, par les consommateurs, les médecins, les malades, les chômeurs, les propriétaires d'actions, les officiers retraités, que sais-je encore?

Le titre premier de la loi contient huit articles relatifs à l'expansion économique. On espère arriver à déclencher celle-ci, par l'élargissement considérable, dit-on, des moyens d'action des lois des 17 et 18 juillet 1959, et par des facilités accordées aux entreprises étrangères pour l'installation de filiales en Belgique.

Précédemment, nous avons jugé que ces lois étaient insuffisantes pour provoquer une véritable expansion de notre économie, mais je reconnais bien volontiers qu'au moment de leur discussion nous ne nous avons pas fait une opposition systématique. Nous les avions trouvées insuffisantes alors. Aujourd'hui, elles le sont plus que jamais. Elles n'attaquent pas le mal à la racine, car elle n'apportent aucune réforme de base. En conséquence, nous les considérons comme incapables de rénover et de développer notre économie.

A plusieurs reprises, nous avons souligné les échecs du gouvernement en matière économique. En effet, à cause des faibles moyens dont il dispose, il ne peut imposer ses vues d'intérêt général au secteur privé. Nous ne croyons pas que les nouvelles mesures proposées seront plus efficaces.

A plusieurs reprises également, nous avons souligné des contradictions dans la politique économique gouvernementale, notamment, lorsque nous avons discuté de l'augmentation du prix du mazout, alors que nous nous plaignions de la hauteur de nos prix de revient. Je crois me souvenir que M. le Ministre des Affaires économiques a bien voulu, à un certain moment, reconnaître que nous avions raison. Je me souviens aussi que, depuis 1958, par exemple, le prix du pain a augmenté.

Personne ne contestera que nous sommes tous dominés par le système capitaliste, et croyez bien, Messieurs les Ministres, que je ne veux pas, à cette tribune, donner à ce mot une valeur de combat. Je veux tout simplement désigner, sans intention défavorable ou hostile, une période économique déterminée et un système de production et d'échanges.

Il n'est pas question d'analyser le système économique. Nous l'avons déjà fait dans le passé. Nous n'allons pas non plus redire ce qui a déjà été dit à la Chambre lors de la discussion de la loi unique, ni ce que nous avons dit au Sénat la semaine dernière lors de l'examen du budget des Affaires économiques.

A une certaine époque, nous avons eu l'impression que M. le Premier Ministre semblait vouloir limiter la puissance du capitalisme, puissance occulte aussi ou parfois déclarée, sur la presse et surtout sur la grande presse de notre pays.

Nous savons bien qu'en général, M. le Premier Ministre n'aime pas qu'on parle du passé.

Lors de la discussion de la première déclaration gouvernementale, — il y en a eu quelques-unes depuis 1958, mais je crois bien qu'il s'agit de la première — en réponse à une intervention de M. Rolin concernant la réduction du service militaire, M. Eyskens disait: « Le passé, c'est le passé. N'avez-vous pas l'impression que nous en parlons beaucoup trop? Ne parlons donc plus du passé et allons vers l'avenir. »

Reconnaissons qu'il n'est pas resté fidèle à cette déclaration, notamment lorsqu'il parle de l'activité du gouvernement de 1954 à 1958, présidé par M. Van Acker, pour justifier les difficultés présentes de son gouvernement.

Personnellement, je crois que l'on a tort de parler du passé. Mais puisqu'on l'a fait, cela me permet de rappeler que depuis 1958, grâce au P.S.C. qui dirige le gouvernement, la Belgique a connu quelques journées historiques.

Dès avant les élections de 1958, en mai, me semble-t-il, au cours de la journée économique du P.S.C., présidée par M. Van Houtte, le rapporteur, M. Scheyven disait: « Le gouvernement des gauches n'a rien fait, — c'est un slogan d'ailleurs, — en matière de chômage, il a fait preuve d'une conception étonnamment étroite. Pour M. Van Acker, remettre les chômeurs au travail, c'est leur faire curer les fossés des communes ou signaler les routes. »

Ce n'est pas très drôle, en effet, car, au cours de la même journée, M. Eyskens parlait de remèdes temporaires au chômage et notamment de travaux communaux et provinciaux. Et, malgré l'ironie de M. Scheyven, depuis 1958, des chômeurs sont encore occupés à curer les fossés des communes et à signaler les routes. Il y a tout de même une différence, c'est que cela coûte plus cher aux communes aujourd'hui qu'alors.

En conclusion, nous pourrions reprendre les phrases de M. Scheyven et dire à M. Eyskens qu'en matière de résorption du chômage, il a fait preuve d'une conception étonnamment pauvre et étroite puisque, selon lui, remettre les chômeurs au travail, c'est leur faire curer les fossés des communes.

Et malgré les moyens temporaires destinés à résorber le chômage, celui-ci persiste.

Au cours de la même journée encore, M. Eyskens rendait publiques les grandes lignes d'un plan P.S.C. de relance économique. Il nous signalait que des spécialistes s'étaient penchés sur ce plan pendant les quatre années écoulées.

M. Orban. — C'est long, quatre ans!

M. L. Desmet. — Cela prouve que le plan devait être très bien étudié, sans bavures. Pendant quatre ans, des spécialistes avaient pâli sur des épreuves, des chiffres et des plans économiques. Seul le P.S.C. était capable de faire cela en Belgique, de présenter à la nation un plan de relance économique vraiment inattaquable.

Pour la relance économique, M. Eyskens proposait l'application d'une politique rationnelle des dépenses pour stimuler la consommation et les investissements, de poursuivre l'expansion du crédit par l'augmentation des plafonds des organismes publics et même des banques privées. Il proposait également la diminution des impôts. Il terminait en s'adressant au peuple belge : « Le plan-clé de relance économique du P.S.C. » — s'écriait-il — « est votre meilleure chance. » Depuis lors, nous avons entendu quelques déclarations gouvernementales qui ont repris les mêmes arguments.

Qu'était ce plan-clé?

Il comportait d'abord un chapitre intitulé en grandes capitales : « Une vie bien meilleure. »

« Au lieu de conserver les vieilles méthodes classiques de gouvernement, le P.S.C. propose d'activer l'avenir, un peu comme si demain était déjà aujourd'hui. Par ce plan-clé, le P.S.C. est persuadé de pouvoir faire monter le revenu national belge de 40 p. c. en dix ans. Le plan-clé garantit une vie nettement plus à l'aise pour tous les citoyens belges. Il stoppera la hausse des prix et la chute du pouvoir d'achat. En fait, ce programme est d'abord le rempart le plus sûr contre le chômage qui se rapproche et risquerait de se généraliser surtout après l'expo. »

Le plan comporte un autre titre. Je vous communique simplement l'alinéa 3, sous le titre « Industrie ». Cela intéressera les Borains. Ils ne sont malheureusement plus là, et j'aurais dû m'en douter, vu le calme actuel dans l'assemblée.

« Pour nous, chaque travailleur doit trouver du travail dans la région où il habite. Par une aide financière et fiscale, nous créerons de nouvelles industries et nous moderniserons les autres. » Je me souviens que dans une publication électorale du P.S.C. de l'arrondissement de Charleroi, M. Duvieusart, en 1958, a écrit que le gouvernement Van Acker avait vécu pendant quatre ans sur du bluff. Je crois que depuis lors, Monsieur Duvieusart, vous avez été infiniment mieux servi.

M. Duvieusart. — C'est exact, je l'ai écrit, je l'ai pensé, je le pense, et tout le pays l'a pensé. Mais si tout votre horizon est de retourner au gouvernement Van Acker, je vous promets du succès.

M. L. Desmet. — Je ne vous fais pas de reproche, je vous dis simplement qu'en matière de bluff, vous avez dû être mieux servi depuis.

Puis le temps passa, et un jour à Louvain, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'encyclique *Rerum Novarum*, M. Théo Lefèvre prononça un grand discours, au cours duquel il signalait les grandes caractéristiques de notre époque : mettre la politique industrielle au service du plein emploi; organiser le secteur de l'énergie; instaurer un directoire pour le charbon avec représentation des producteurs, des travailleurs et des utilisateurs et pouvoir de décision; instaurer la cogestion sur le plan de l'entreprise, réorganiser le secteur du crédit, découper rationnellement le pays en régions économiques. C'était un très beau programme. Nous aurions évidemment voulu quelques précisions, quelques éclaircissements, qu'on ne peut trouver dans le compte rendu d'un grand journal, même s'il est officieux de la Cour. Mais nous reconnaissons bien volontiers qu'il y avait des points extrêmement intéressants dans ce programme et que nous pensions voir se lever une aube nouvelle.

Mais, hélas, nous étions naïfs. Nous avions oublié que, comme nous, en 1954-1958, vous vous êtes alliés à un parti qui est aujourd'hui la droite de la droite, le parti libéral. La preuve, c'est que dans le journal *Le Soir*, du 4 juin 1960, M. George écrivait textuellement ceci :

« La frénésie barnumesque du discours de Louvain du président du P.S.C., qui a substitué au souci supérieur de l'interpellation Vreven, la surenchère électorale, comme s'il voulait à la fois torpiller la formation gouvernementale, fouler aux pieds le régime libéral et rivaliser d'appétit révolutionnaire avec le parti socialiste pour bouleverser de fond en comble notre économie.

» M. Lefèvre, » — disait-il encore — « a voulu jouer au Rodomont » — vous connaissez sans doute Rodomont — et M. George terminait « en espérant que le discours de M. Vreven porterait ses fruits ». En, en effet, les espoirs de M. George ont été réalisés, le discours de M. Vreven a porté deux fruits : le premier, un portefeuille à M. Vreven et le second, la loi unique dans ce portefeuille.

M. Rolin. — Et quelle acquisition pour le gouvernement!

Nous l'avons vraiment apprécié en commission. Il fallait être le Premier Ministre pour découvrir comme spécialiste de la réforme des institutions une haute compétence si longtemps ignorée. C'est vraiment une découverte remarquable.

M. L. Desmet. — Vous savez quelles sont nos opinions relativement à cette loi dite d'expansion économique. Nous nous efforçons toujours de discuter objectivement et sans idées préconçues des conditions d'une expansion économique, mais croyez-vous vraiment qu'il soit possible d'atteindre les objectifs que vous visez par les moyens que vous prévoyez dans le chapitre I de la loi unique. Quant à nous, nous ne le pensons pas. Un bureau de programmation, soit, mais en attendant, je dois tout de même répéter un argument qui a été invoqué à la Chambre des Représentants parce qu'il nous intéresse particulièrement.

Les 350 millions dont nous pouvions disposer pour les régions du Borinage et du Centre sont allés financer des projets d'investissements d'Espérance-Longdoz. Je ne dis pas que ces investissements n'étaient pas utiles, mais je crains que ces 350 millions n'aient pu servir à faire revivre un tant soit peu industriellement soit la région du Borinage, soit celle du centre. A ce sujet, le porte-parole de la C.E.C.A. déclarait qu'il avait vainement attendu ce plan pour le Borinage et pour le Centre.

M. De Block. — On a remis la décision d'un mois.

M. L. Desmet. — Nous savons donc aujourd'hui, sans discussion possible, qu'il n'y a actuellement aucun plan de reconversion au point, ni pour le borinage, ni pour le Centre.

M. Flamme. — Ni pour le pays!

M. L. Desmet. — Et cependant, le gouvernement, si mes souvenirs sont exacts, a envoyé dans le Borinage un commissaire spécial. Qu'a donc fait celui-ci, s'il ne s'est pas occupé de l'expansion économique? Pour s'en occuper, il devait travailler sur un projet déjà établi, fût-il sommaire. Qu'est-il donc allé faire dans cette galère? A-t-il chanté le *Cœur des Pèlerins*, de Wagner, en allant, de séance syndicale en séance syndicale démocrate-chrétienne, expliquer qu'on pourrait peut-être créer de nouvelles usines au Borinage? S'il s'en est tenu à ce simple rôle de pèlerin, c'est qu'il n'y avait vraiment rien de spécial à faire dans son commissariat spécial.

Une chose encore est indiscutable, c'est que les économistes distingués, ceux qui le sont moins et ceux qui se croient économistes, bref, que tout le monde est d'accord sur ce point : les investissements ne sont pas suffisants en Belgique.

Bien sûr, les économistes peuvent se tromper. Ils se sont trompés avant la grande crise de 1929 et pendant cette crise. Je crois avoir entendu, dans cette même salle, que les experts économistes de la C.E.C.A. se sont trompés récemment encore.

M. Flamme. — Et comment!

M. L. Desmet. — Donc les économistes se trompent. Mais il y a autre chose. Il est indiscutable que 10 à 15 p. c. des investissements totaux ont servi à ériger de nouvelles usines, le reste étant consacré aux secteurs traditionnels.

Je répète ce que j'ai dit mercredi dernier : nous considérons qu'une grande partie des investisseurs sont démissionnaires, tout au moins en Belgique. Et cependant, il y a des exportations de capitaux, et M. Warnant nous a dit un jour que celles-ci étaient absolument nécessaires pour favoriser les échanges internationaux; mais un autre de nos estimés collègues a répondu que s'il possédait de l'argent et s'il pouvait l'investir, il le mettrait d'abord à la disposition de son pays.

Quelles sont vos propositions, Monsieur le Ministre? Un programme de cinq ans, une aide accrue aux investissements, la création de sociétés d'investissements nationales et régionales : on en a parlé depuis longtemps. Et pour réaliser en bloc ce programme, une libération du marché des capitaux, des économies et des impôts.

Mais vous avez eu soin de nous dire que votre programme n'est qu'indicatif; M. Dequae lui-même a déclaré qu'il ne disposait d'aucun pouvoir.

Croyez-vous vraiment que c'est avec ces moyens, qui n'en sont pas, que vous allez pouvoir créer 20 000 emplois nouveaux par an? Vous vous faites des illusions. Notre pays est durement frappé par le chômage. Il suffit pour s'en assurer de comparer nos statistiques avec celles des pays voisins. Le chômage est plus intense dans la partie flamande que dans les régions wallonnes et malgré l'effort fait dans la partie flamande du pays, on n'est parvenu qu'à résorber qu'une partie infime du chômage.

M. Ancot. — Et c'est la Wallonie qui se plaint!

M. L. Desmet. — En raison de l'arbitraire des investissements dans les industries dans la partie flamande du pays, je crains fort, quant à moi, que la présence de nombreuses implantations irrationnelles ait provoqué pas mal de gaspillages.

D'autre part, la Wallonie dépérit et nous croyons avoir démontré la semaine passée que ce dépérissement résulte de l'arbitraire qui préside à la répartition des investissements.

Je vous ai cité l'exemple, Monsieur le Ministre, et je ne sais si vous êtes mieux renseigné aujourd'hui, d'une usine située dans une localité de la région de Charleroi comptant 6 000 à 7 000 habitants et qui pouvait obtenir un crédit d'un grand organisme privé, à condition de quitter la Wallonie pour s'installer dans la partie nord du pays.

Je pourrais vous donner un autre exemple aujourd'hui, celui d'une industrie moyenne installée dans la région du Centre, qui ne désire nullement se déplacer vers la partie nord du pays, mais bien dans l'ouest du Hainaut. Elle compte de 50 à 100 ouvriers; elle a demandé un crédit en vue de ce déplacement. Le lieu de ce déplacement vous mettra certainement sur la voie. Cette industrie désire quitter la région du Centre pour s'installer à Leuze.

Bien sûr, nous avons des régions particulièrement frappées et l'on parle de plus en plus d'économies régionales. Ces régions sont situées aussi bien dans le nord que dans le sud du pays.

Il ne s'agit pas de diviser le pays en deux. Il suffit de rester ce que nous sommes. Si nous nous occupons, à un certain moment, de ces économies régionales, bien sûr c'est avec un préjugé favorable. Mais les intérêts de toutes les régions sont respectables et nous estimons que l'expansion économique d'une région ne doit pas porter préjudice à celle d'une autre région...

M. Rassart. — Là nous sommes tout à fait d'accord.

M. L. Desmet. — ... que l'expansion économique n'est pas une fin en soi, qu'elle doit être développée dans le cadre d'une politique d'ensemble et doit constituer un cas pratique d'application.

Depuis quelques années, l'économie régionale est une idée à la mode; elle a pris beaucoup d'ampleur dans les discussions. Pour certains, c'est devenu une idée fixe, une véritable obsession et, dans les discussions économiques ou soi-disant telles, on ne parle plus que d'économie régionale. L'horizon se limite aux frontières de la région. On oublie que la région est entourée par d'autres régions, qui font partie d'un Etat et dont les frontières ne correspondent absolument pas aux frontières économiques, que ces régions empiètent les unes sur les autres, pour tenter de se fondre dans un grand marché, s'il est possible de le réaliser.

Mais, voyez-vous, ces idées à la mode ont servi de support, de tremplin, si je puis dire, à certaines surenchères qui, toujours ne furent pas désintéressées : surenchère de région à région, surenchère entre certaines communes, surenchères qui ont peut-être fini par être funestes à notre économie générale, par conséquent à nos régions, à nos économies régionales.

Ne restreignons donc pas notre conception de l'économie régionale. Pensons-la au-delà même de notre économie nationale pour la fonder harmonieusement dans ce marché qui existe aujourd'hui et dont je vous parlais tout à l'heure : le Marché commun.

En lisant vos propositions et en voyant les moyens dont vous disposez, nous nous disons qu'en fait, Messieurs les Ministres, la réalisation de la programmation que vous projetez dépendra inévitablement du secteur privé.

Croyez-vous enfin assurer une répartition plus juste des investissements en offrant simplement des cadeaux à ce même secteur privé?

Vous dites que les demandeurs de crédits devront vous offrir des garanties. Bien entendu. Mais quelles garanties aurez-vous quant à l'emploi des crédits accordés? Véritablement, vous devriez avoir un contrôle, si sommaire fut-il, ne serait-ce que pour tenter de maintenir intactes les garanties qui vous seront données.

Vous augmentez la part d'intervention des banques privées dans l'attribution des crédits d'expansion. Je crois que cette intervention ne se justifie pas. Qu'ont à défendre les banques privées, sinon des

intérêts privés? Comment pourront-elles juger sereinement les demandes de crédits qui leur seront adressées? Elles sont juge et partie, et si elles jugent trop sévèrement une demande de crédit, elles risquent de perdre à jamais un ou des clients. Elles ne courront pas ce risque.

Dans vos propositions, il y a des choses certaines. Ce sont les garanties et les subventions que vous accordez au secteur privé. Par ailleurs, il y a simplement la présentation de ce projet dont la réalisation ne dépend pas de vous.

Pour réaliser ce programme, vous devrez compter sur la bonne volonté du secteur privé. Si elle manque ou si elle vous est refusée, votre plan d'expansion est à l'eau.

Nous croyons que pour maîtriser les mécanismes économiques, pour utiliser de façon rationnelle les progrès réalisés dans les techniques à des fins d'expansion économique, il faut que producteurs — entrepreneurs et travailleurs — et consommateurs se plient à des disciplines collectives.

Comment obtiendrez-vous ces disciplines, puisque, tenant compte de vos moyens, votre programme quinquennal sera réalisé par le secteur privé lui-même?

Pas de planification, dites-vous, mais une programmation et sa réalisation dans la liberté.

Comment pouvez-vous certifier une réussite dans ces conditions-là? Le maintien de l'économie libre, ou soi-disant libre, avec toutes ses conséquences, et notamment ses méthodes de politique économique, est incapable — le passé est là pour le prouver — de lutter contre les crises et d'assurer le plein emploi.

Bien des choses ont changé depuis l'avant-guerre sous l'impulsion des progrès techniques. Pour rester puissants économiquement, la plupart des Etats ont appliqué de véritables politiques d'expansion économique. Mais ce ne fut pas le cas en Belgique, ni surtout pour votre gouvernement, qui cependant se targue de réaliser une telle politique.

Vous dites que vous allez faire des économies. Nous les attendons et nous vous souhaitons du fond du cœur de pouvoir les réaliser.

M. Troclet. — Oui, mais quelles économies?

M. L. Desmet. — Vous nous parlez aussi à contre-cœur, affirmez-vous, d'impôts et notamment de l'augmentation de la taxe de transmission.

M. le Premier Ministre a précisé hier que cette taxe était augmentée de 1 p. c. Il s'est trompé, car en fait, elle a augmenté de 20 p. c. L'augmentation de 1 p. c. est, en effet, appliquée sur le prix d'achat des produits.

Je voudrais demander à M. Van Houtte, à propos de cette augmentation de la taxe de transmission, s'il est aussi question de la taxe forfaitaire et de la taxe sur facture? Il s'agit bien sûr du chapitre de la loi relatif aux taxes assimilées au timbre.

Je me suis amusé à dresser un tableau des marchandises qui seront touchées par cette augmentation, car M. le Premier Ministre a déclaré que l'augmentation de la taxe de transmission n'aura aucune influence sur le coût de la vie ni sur le pouvoir d'achat des travailleurs.

M. Flamme. — Sept dixièmes!

M. L. Desmet. — Quand il prétend que cette augmentation n'aura pas d'influence sur l'index, il a tout à fait raison, car de nombreux produits ne sont soumis qu'à la taxe forfaitaire. Mais il en est d'autres qui restent soumis à la taxe de transmission.

Je vous demande la permission d'en citer quelques-uns : les biscottes, le café, la chicorée, le chocolat, la confiture, le macaroni. Pour le café, la taxe de transmission s'élève à 10 p. c. au lieu de 5. Il en est de même pour le sucre raffiné. Pour les bas de dames — les fêtes sont heureusement passées! (*Sourires.*) — elle est de 11 p. c. ainsi que pour les chaussettes. Sont encore soumis à la taxe, les chaussures pour dames et pour hommes, les chemises d'hommes : 10 p. c., les costumes et les savons de toilette : 5 p. c., les torchons spéciaux : 11 p. c., les transports : 5 p. c., qui seront portés à 6 p. c. si vous admettez la loi unique.

J'ai également voulu reprendre certains produits qui ne figurent pas à l'index et qui sont pourtant couramment employés par les ménagères. Je cite : le savon liquide : 10 p. c., les allumettes : 10 p. c., les brosses : 10 p. c., les peaux de chamois : 5 p. c., les chamoisettes : 11 p. c., les éponges : 5 p. c., le cirage : 10 p. c., les raclettes : 10 p. c., les pantoufles : 5 p. c., l'amidon : 10 p. c. et aussi un produit qui sert à des besoins strictement d'ordre personnel : 5 p. c.

Il y a encore le riz, la semoule, le cacao, la confiserie, le pain d'épice, la farine : 10 p. c., le vinaigre, la moutarde, et un dernier produit dont je ne voudrais pas que vous puissiez croire qu'en le citant j'ai une arrière-pensée, Messieurs les Ministres, les cornichons : 10 p. c. (*Sourires.*)

M. Roland. — Ce sont de fameux cornichons.

M. L. Desmet. — Vous dites que le coût de la vie ne va pas augmenter et que le pouvoir d'achat sera préservé. Certes, je ne discute pas la composition de l'index number. Nous pouvons le constituer comme nous voulons, il sera toujours l'objet de critiques. Nous ne pourrions jamais donner satisfaction à tous, et choisir une gamme de produits idéale. Mais je viens de vous nommer des produits repris à l'index et d'autres qui ne sont pas repris, et qui cependant sont d'un emploi courant dans les ménages.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre des Finances, vous allez trouver des ressources supplémentaires. Je me permets d'en parler parce que c'est un sujet en rapport avec l'expansion économique et l'état de la trésorerie.

Les transporteurs qui possèdent 40, 50 ou 60 camions, pour le transport pour compte d'autrui ou pour des transports personnels, pouvaient, jusqu'à ce jour, posséder des camions de réserve, soumis à une taxe inférieure à la normale. Ils peuvent toujours posséder ces camions, mais vous avez tellement compliqué les formalités, que plus un transporteur réclamera la réduction de la taxe pour ces véhicules de réserve. Voilà des ressources supplémentaires.

Je vais vous citer un autre cas. Vous pourriez récupérer la taxe sur les exemptés du service militaire. Vous me direz que le gouvernement Van Acker ne l'a pas fait, mais vous ne pouvez pas me faire ce reproche, parce qu'à l'époque, j'ai posé la question. Je la pose d'ailleurs depuis dix ans que je siége sur les bancs de cette assemblée. Il existe des centaines de milliers d'exemptés militaires en Belgique, et on nous annonce qu'ils seront plus nombreux demain. Il existe toujours une loi du 10 janvier 1940, sanctionnée et promulguée par le Roi, qui impose une taxe sur les exemptés du service militaire.

On m'a signalé que dernièrement, à la radio, M. Van Houtte avait déclaré que « le premier devoir de l'autorité est de veiller à ce que quiconque doit un impôt suivant les lois existantes, le paie effectivement ». Voilà une loi, Monsieur le Ministre, qu'il conviendrait d'appliquer. Je ne discute pas de la légitimité de la taxe, mais puisque la loi existe, il faut la respecter et si elle est impossible à appliquer, il faut la supprimer.

M. Van Houtte, Ministre des Finances. — Mais cette loi a été légalement suspendue.

M. L. Desmet. — Je voudrais maintenant formuler quelques remarques à propos du titre I^{er} lui-même et sur les articles qui le composent.

L'article 2, notamment, stipule que « la garantie de l'Etat est subordonnée aux conditions que le Roi détermine... » — je souligne les mots « aux conditions que le Roi détermine » — « ... au versement par les organismes de crédit ou par les bénéficiaires de prêt, d'une contribution sur les montants assortis de la garantie de l'Etat et destinée à la couverture de celle-ci. Cette contribution n'est pas due pour les demandes de garantie de l'Etat transmises au Ministère des Finances par les organismes de crédit avant le 31 décembre 1961. »

Dans le rapport de M. De Winter, nous lisons :

« Une contribution sera dorénavant exigée en contrepartie de la garantie ainsi octroyée. Cette contribution sera perçue selon des modalités analogues à celles qui sont actuellement appliquées dans le cadre du Fonds de garantie de la loi du 24 mai 1959. »

Nous en concluons, nous référant au rapport de M. De Winter, que les Ministres préjugent de ce que seront les conditions déterminées par le Roi.

Je voudrais dès lors que soient précisées les modalités appliquées pour la contribution au Fonds de garantie de la loi du 24 mai 1959.

Enfin, voici une autre anomalie. Vous signalez que la contribution ne sera pas due pour les demandes de crédits d'expansion qui parviendront au Ministère des Finances avant le 31 décembre 1961 par le canal des organismes de crédit. Mais si celles-ci n'arrivent pas à destination avant la date fixée, qui dit que le demandeur en est responsable? Cela dépend peut-être de l'organisme de crédit qui n'a pas transmis le dossier à temps.

N'estimez-vous pas, Monsieur le Ministre, qu'il y aurait une rectification à apporter au sujet de cette date?

Cette remarque s'applique également à l'article 4.

En fin de compte, nous ne croyons plus que ces moyens à la petite semaine que vous nous proposez peuvent résorber efficacement le chômage, relancer l'économie et rendre l'espoir à notre jeunesse.

Les moyens d'une politique économique sont fonction de l'importance des buts à atteindre. Nous ne croyons pas que vos moyens soient suffisants pour réaliser vos ambitions. Avec presque trois ans de retard, vous voulez instaurer une politique de croissance. Nous sommes d'accord. Mais alors votre premier travail ne devrait-il pas être un travail de recensement de toutes les données qui ont un rapport direct avec l'économie? Possédez-vous ces données? Avez-vous procédé au recensement des facteurs? Si oui, nous applaudissons et espérons pouvoir bientôt examiner ensemble un tableau sans bavures de la comptabilité économique nationale qui doit être le point de départ de l'établissement de votre programmation.

Une politique d'expansion n'est pas non plus une politique de lutte contre les crises, contre l'inflation ou contre la pénurie. Une politique d'expansion est une chose mûrement étudiée, aussi bien étudiée que le plan-clef du P.S.C. par exemple. C'est une politique volontariste et progressiste. Une politique de lutte contre la pénurie, pratique seulement de moyens correctifs comme ceux que vous nous proposez aujourd'hui en voulant nous faire croire qu'il s'agit essentiellement d'une politique de croissance.

Si, à toutes ces lois que vous élargissez aujourd'hui, nous avons pu, dans le passé, ne pas marquer un refus net lors de leur discussion, c'est parce que nous ne voulions pas nous opposer à des essais, qui depuis se sont révélés manifestement infructueux. Ils constituent un échec, si pas total, du moins très sévère.

Nous pensons que le pouvoir politique, représenté par le gouvernement, et qui intervient aujourd'hui dans de nombreux domaines économiques, a un rôle important à jouer dans l'application du plan d'expansion économique.

Nous ne pourrions plus dire de quel auteur sont les lignes qui suivent, mais il me semble qu'elles valent la peine d'être épinglées : « La politique d'une économie de croissance ne peut être menée à bien qu'à partir d'une action sur les potentiels de production : main-d'œuvre, capital technique, méthode de travail, comportements sociaux, plans prévisionnels et successifs de production et d'écoulement de cette production. Cet accroissement suppose une modification permanente des structures d'autant plus radicale qu'on recherche une expansion plus rapide. La coordination des efforts peut seulement être assurée par l'Etat. »

C'est donc M. Dequae qui va tenter de coordonner ces efforts. C'est en somme un monsieur dans le genre du maréchal Foch qui, en 1918, condamnait les armées alliées et coordonnait les efforts des différents groupes. Cette coordination était absolument nécessaire, car le recul d'une armée aurait pu provoquer une débâcle. Le maréchal Foch était l'autorité et possédait les moyens nécessaires pour colmater immédiatement les brèches, pour rétablir une situation compromise et nous mener enfin à la victoire de novembre 1918.

M. Dequae doit commander à des armées qui ne sont même pas alliées. Chacune est libre de se retirer du front quand il lui plaît. Et si l'une se retire, c'est la débâcle.

M. Orban. — Ne parlez pas trop du front de M. Dequae. (*Rires.*)

M. L. Desmet. — C'est un vaste front, en effet.

Nous n'aurons pas les moyens de colmater les brèches et ce sera la débâcle en cascades. Il manque à M. Dequae l'autorité nécessaire à l'application d'un programme économique. Il ne s'agit pas absolument d'une autorité personnelle, mais bien d'une autorité qui doit découler de la loi. L'autorité personnelle, Messieurs, vous avez voulu en user récemment, en abuser même. Mais là où il en faudrait pour éviter le renouvellement des troubles sociaux, vous ne voulez pas seulement l'invoquer. Je crois que vous avez tort. Messieurs les Ministres, et nous ne vous suivrons pas. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Flamme.

M. Flamme. — Monsieur le Président, Messieurs, il est étonnant qu'au cours de ce débat pourtant important, nous n'ayons encore entendu aucun orateur de la majorité.

M. Orban. — Nous ne sommes pas du tout étonnés d'en avoir entendu tant de l'opposition.

M. Moulin. — M. Duvieusart était inscrit dans le débat. Il a fait « hara-kiri ».

M. Flamme. — N'ont-ils rien à dire, ne peuvent-ils rien dire? De toute façon, le pays jugera.

M. de la Vallée Poussin. — Le pays jugera certainement.

M. Flamme. — En plaçant en tête de son projet de loi unique le titre relatif à l'expansion économique, M. le Premier Ministre a eu parfaitement raison. L'expansion économique conditionne tout. Mais c'est en lisant le titre qui lui est consacré que j'ai éprouvé la plus grande déception, et je le dis sans passion, la plus grande tristesse.

Il y a quelques jours, je me trouvais aux Pays-Bas. Je m'adresse ici aux deux Ministres présents, que je connais d'ailleurs fort bien, et je leur demande s'ils n'ont pas la même impression que moi : lorsque nous franchissons la frontière, nous entrons tout à coup dans un monde nouveau, un monde qui n'est plus le nôtre.

M. Van der Schueren, Ministre des Affaires économiques. — Et on est bien content de revenir en Belgique.

M. Flamme. — Je ne sais si les économistes néerlandais vous suivraient. Nous parlons techniquement, nous ne parlons pas des plaisirs de la vie. (*Exclamations à droite.*)

M. Rolin. — En voilà des allusions!

M. Flamme. — Nous sommes étonnés de voir partout des usines neuves et dans ces usines du matériel neuf, de l'activité, et, c'est l'essentiel, des gens qui ont foi dans l'avenir. Je vous parle d'une chose que je connais bien.

M. le Ministre Dequae, qui me connaît aussi depuis de longues années, car nous avons bien souvent eu l'occasion de nous rencontrer sur le plan professionnel, sait mieux que quiconque qu'à l'intérieur de nos usines ce punch, ce désir d'avancer, de se développer est loin d'exister partout.

Aux Pays-Bas, la situation est tout autre. Alors, je pose la question : pourquoi cette différence, pourquoi ce décalage durant ce laps de temps relativement court qui s'est écoulé depuis la fin de la guerre jusqu'au jour où nous discutons la loi unique?

Immédiatement après la guerre, les gouvernements ont voulu s'employer à remettre la machine en marche, mais à partir de 1948-1949 les problèmes importants se sont posés. On s'est rendu compte qu'il fallait sans aucun doute changer certaines structures.

En 1949, M. Duvieusart a attaché son nom à une loi qui se voulait être une loi d'expansion économique.

Les gouvernements qui se sont succédé depuis lors — je n'en excepte aucun, même pas le gouvernement de M. Van Acker — se sont toujours trouvés devant les mêmes problèmes, qui, dans le temps, revêtaient un caractère de plus en plus grave.

Le gouvernement catholique homogène qui a succédé à celui de M. Duvieusart a continué dans la mauvaise voie.

Nous avons ensuite connu un gouvernement P.S.B.-libéral. Encore une fois, un Ministre libéral a attaché son nom à une loi, dénommée loi Rey, dont il est venu nous chanter merveille.

M. Trociet. — En ré mineur!

M. De Block. — Et la loi Liebaert.

M. Flamme. — Lorsque le gouvernement P.S.C.-libéral est entré en fonction, il s'est vu confronté avec les mêmes problèmes, mais plus graves encore. Maintenant c'est la faillite.

Vous me direz que tous les gouvernements sont responsables de cette situation. Oui, mais pas au même degré.

Lorsqu'un gouvernement commet les mêmes erreurs que son prédécesseur, alors qu'il aurait dû reconnaître que la voie suivie était mauvaise, sa responsabilité est d'autant plus grande que la maladie s'est aggravée et surtout que l'erreur est reproduite.

La responsabilité que vous endosserez cette semaine par le vote de la loi unique sera grande. Constatant enfin que les finances sont véritablement malades, vous perséverez dans une méthode qui a fait faillite, plutôt que d'avoir le courage de reconnaître que jusqu'à présent vous avez suivi une mauvaise voie.

C'est cela le drame du premier titre. Je suis certain que sur vos bancs il en est qui savent très bien que le vote de ces dispositions ne ranimera pas l'économie de notre pays. Comme le disait tantôt notre collègue, M. Desmet, vous faites des plans, mais vous n'avez aucune autorité pour les faire appliquer. Toute cette lutte politique finira, il y aura des élections, un nouveau gouvernement. Il faut tout de même que notre pays vive, qu'il sorte de l'ornière dans laquelle il se trouve maintenant. Je vous adjure, mes chers collègues, de relire le compte rendu de tous les débats qui se sont déroulés au Sénat depuis dix ans...

M. Van Hemelrijck. — Ah non, c'est trop nous demander!

M. Flamme. — Je sais bien que c'est aride. Vous lirez tout au moins les interventions de certains porte-parole. Vous remarquerez que ceux du parti libéral sont restés véritablement enfermés dans la doctrine du « laisser faire », du « tout va bien ». Par contre, vous constaterez que sur les bancs de la droite l'idée économique a évolué;

vous lirez certains discours des leaders de la droite et d'un certain Premier Ministre qui s'appelle M. Eyskens, qui, en 1958, je crois, a fait un discours retentissant, a émis un diagnostic vraiment valable mais dont on n'a tiré absolument aucune conclusion.

M. Duvieusart a fait un effort, mais je ne crois pas que l'histoire dira que M. Duvieusart et M. Rey, malgré toute leur bonne volonté, ont été les sauveurs de l'économie. Je ne veux pas dire que ce qu'ils ont fait n'a servi à rien.

M. De Block. — Ils ont d'ailleurs tous les deux d'autres conceptions actuellement.

M. Flamme. — Je vous dirai ceci, Monsieur Duvieusart : votre loi, celle de M. Rey et celle de M. Liebaert, ont permis de réaliser des investissements, c'est exact. Mais oseriez-vous prétendre que la plus grande partie de ceux-ci ont été faits à bon escient? Ils l'ont peut-être été à l'intérieur de certaines firmes. J'en parle en connaissance de cause, ayant bénéficié de la loi Duvieusart. (*Ah! ah! à droite.*)

Absolument, et le Ministre Dequae est là pour le dire. Je crois être un industriel dynamique dans un secteur.

M. Dequae, Ministre de la Coordination économique. — Vous cherchez des félicitations.

M. Flamme. — Non, je n'en cherche pas.

M. De Winter. — Que proposez-vous?

M. Flamme. — Ayez un peu de patience.

Dans mon affaire, nous avons fait des investissements, mais je ne suis pas certain du tout que, dans le plan général, ils aient été de bons investissements, puisqu'au moment où nous bâtissons, on arrête une usine proche de la nôtre. Peut-être que pour la firme que je dirige, c'était un bon investissement, mais sur le plan national, c'était une perte de substance.

Voilà ce que j'ai à vous dire parce que je sais que vous voulez recommencer.

Rappelez-vous M. Rey, excellent orateur, esprit froid et économiste, montant ici à la tribune pour nous donner un bel exemple de la naissance d'une industrie dans une région non encore développée — c'était au Luxembourg — : « Voyez », disait-il, « comme ma loi est bonne. Voyez ce qu'elle rapporte. » M. Rey n'est pas remonté à la tribune pour venir nous dire que quelques mois après, le fameux industriel, qui n'était même pas Belge, avait abandonné son industrie et avait emporté à l'extérieur l'argent qu'on lui avait prêté.

M. Van der Schueren, Ministre des Affaires économiques. — C'est un bel exemple d'un investissement artificiel.

M. Flamme. — Je ne le vous fais pas dire, Monsieur le Ministre, mais c'est justement dans ce projet de loi que se trouvent de nouveaux dangers de ce genre.

M. Moulin. — Et contre lesquels on veut vous mettre en garde.

M. Flamme. — J'ai lu, Monsieur le Ministre Dequae, la communication au parlement concernant le plan quinquennal. Je crois bien que nous devons lier cela à la discussion.

M. Dequae, Ministre de la Coordination économique. — Cette communication est claire.

M. Flamme. — Franchement, êtes-vous satisfait?

M. Dequae, Ministre de la Coordination économique. — Oui.

M. Flamme. — Etes-vous satisfait de ce document qui n'est qu'un méli-mélo fantastique et bien souvent un ramassis de lieux communs?

La programmation comme vous l'appetez, Monsieur le Ministre Dequae, pour ne pas dire la planification, est un métier très difficile. Cela ne s'improvise pas. Au moment où dans vos rangs, on a commencé à réfléchir, on a voulu mettre quelque chose en route pour le pays, on a créé ce bureau de programmation. Comment cela a-t-il été fait?

M. Duvieusart. — Avant il n'y avait rien.

M. Flamme. — Mais il y avait quelque chose en dehors de nos frontières. Depuis longtemps, on fait de la planification en France et aux Pays-Bas. C'était sans doute nous abaisser que d'aller dire aux Français et aux Hollandais, qui ont une expérience appréciable : « Nous allons faire un bureau de programmation, un bureau de planification, montrez-nous comment nous devons le réaliser. » Nous n'aurions pas eu alors ce ridicule document que M. Leemans ferait bien de relire, document rempli de répétitions et de lieux communs. Il verrait alors qu'il ne nous reste rien en mains.

M. Duvieusart. — Encore une fois, où est votre programme?

M. Flamme. — Comme de nombreux autres orateurs, je ne fais que répéter depuis que je siége au Sénat qu'il nous faut un plan national, une véritable programmation, puisque vous aimez ce terme. Mais, comme vient de le dire M. Desmet, il faut à côté de ce plan des pouvoirs pour l'exécuter.

Il y a toujours, surtout de la part des libéraux, des appels au patriotisme et au bon sens. L'argent, dit-on, n'a pas d'odeur. Malheureusement, il n'a pas non plus de patrie. Et cet argent dont nous avons besoin pour faire revivre la nation nous échappe.

Allez-vous continuer à vous mettre à genoux devant les banquiers pour leur emprunter de l'argent? Tant qu'on ne fera pas une véritable programmation, il n'y aura pas de salut pour la Belgique.

Je suis un industriel et, comme n'importe qui, je défends ma liberté mais seulement jusqu'au moment où elle ne devient pas de l'anarchie. (*Exclamations à droite.*)

M. Rolin. — C'est évident.

M. Moulin. — Que voudriez-vous d'autre!

M. Flamme. — Il faut le dire, car dans l'anarchie économique, il n'y a pas de salut, soyez-en certains.

Si j'ai été quelque peu passionné, je m'en excuse. Mais le cri d'alarme que je vous lance vient, je vous le jure, du fond du cœur. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. Rolin. — Très bien!

De heer Voorzitter. — Het woord is aan de Minister voor Economische Coördinatie.

De heer Dequae, Minister voor Economische Coördinatie. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, in de eerste plaats wil ik de verslaggever feliciteren. Iedereen die het verslag gelezen heeft zal vastgesteld hebben dat het een grondige studie was, rekening houdend met de bestaande stukken van de Kamer, zodat hij van zijn verslag het beste heeft gemaakt wat er van te maken was. Ik stel er prijs op hem daarvoor te bedanken.

In aansluiting met wat de heer De Winter hier gezegd heeft, heb ik eveneens de indruk dat niet alleen in de commissie maar ook hier, niettegenstaande de uitgebrachte kritiek, niemand de basis van dit deel van de eenheidswet slecht vindt en het enkel onvoldoende acht.

Wij mogen echter niet vergeten dat de economische expansie een integrerend deel vormt van de eenheidswet die anderzijds een financiële sanering voorziet. Iedereen zal begrijpen dat zonder gelijktijdige financiële sanering, de inspanning voor de economische expansie veel gemakkelijker ware geweest, en heel wat ruimer had kunnen opgevat worden. Daarom is de inspanning die wordt gedaan overigens des te verdienstelijker.

Het zij mij toegelaten te onderstrepen — zeer in het kort wegens het gevorderde uur — dat in het huidige ontwerp van wet zeer essentiële elementen van expansie zijn vervat. De verruiming van de middelen op zichzelf bewijst, in tegenstelling met wat de heer Flamme gezegd heeft, dat de toegepaste methode in ieder geval vruchtbaar is geweest.

Het zou inderdaad geen zin hebben de actiemiddelen met verschillende miljarden te verruimen indien de vroegere niet werden aangewend. Dat de verruiming van de middelen een element van expansie is, zal niemand betwisten. Het huidige ontwerp voorziet ook een versoepeling van de bestaande wetgeving. Het is inderdaad gebleken dat in sommige gevallen de toepassing zeer moeilijk was. Ik denk daarbij aan de inplanting van nieuwe bedrijven. Het systeem van onteigening van gronden met bepaalde gebouwen of erfdienstbaarheden was dikwijls een ernstige handicap om binnen een redelijke termijn tot daadwerkelijke verwezenlijkingen te komen. Ook op dat gebied wordt versoepeling en verbetering gebracht.

Hoewel dit niet voorzien is in het hoofdstuk betreffende de economische expansie, meen ik dat daarbij toch mag worden gevoegd het feit van de verlenging met twee jaar van het systeem van bijkomende investeringen waarop supplementair driemaal 10 t. h. mag worden afgeschreven.

Dit heeft in alle geval medegebracht dat ons afschrijvingsregime, dat op zichzelf wellicht niet het beste noch het soepelste was, na toevoeging van deze beschikking, een geheel vormt dat gunstig kan worden vergeleken met wat in den vreemde in dit opzicht bestaat. Het kan aldus als een doorslaand argument worden aangevoerd om buitenlandse investeringen in ons land aan te trekken.

Het is echter verkeerd het geheel van onze inspanningen voor expansie alleen te willen zien in deze zeven korte artikelen. Er zijn in dat opzicht nog andere beschikkingen die ongetwijfeld een ruimere expansiepolitiek in de hand werken. Het is duidelijk dat, door de overdracht van kredieten ten bedrage van 10 miljard van de buitengewone begroting naar de gewone begroting, waar zij dus door het normale staatsinkomen in plaats van door leningen zullen worden gedekt, de Staat 10 miljard minder zal moeten lenen op de kapitaalmarkt. Dit zal op zichzelf nieuwe mogelijkheden scheppen voor particuliere investeringen in het land.

Verder wordt in de memorie van toelichting zeer duidelijk gezegd dat wij, met het oog op bepaalde economische doeleinden, in de toekomst een geprogrammeerde economische politiek zullen voeren, wat eveneens de expansie ten goede zal komen.

De heer De Block. — Dat is uw intentie, ik geef dit grif toe, maar gij hebt de middelen niet om dit door te voeren.

De heer Dequae, Minister voor Economische Coördinatie. — Dat is een andere kwestie, Mijnheer De Block, waarover wij bij de bespreking van de begroting van mijn departement reeds van gedachten hebben gewisseld.

Ik geef toe dat mijn middelen inderdaad beperkt zijn, maar zelfs met die beperkte middelen, hebben wij toch op dat stuk reeds heel wat kunnen bereiken. Ik beweer niet dat het in de toekomst niet aangewezen zal zijn de coördinerende functie van het departement sterker te structureren. Ik wens voor mijn opvolger dat dit zal gebeuren, want ik heb terzake zekere zwakheden ondervonden. Maar dat neemt niet weg dat wij zelfs nu heel wat kunnen verwezenlijken.

De programmatie van onze economische politiek zal, zoals ook de heer Flamme heeft onderstreept, een einde maken aan de geïmproviseerde economische politiek die zolang in ons land werd gevolgd en waarbij men de moeilijkheden liet groeien en ophopen tot op het ogenblik dat zij uiteindelijk dwingend en dringend moesten opgelost worden. Had men vanaf het ogenblik dat de moeilijkheden zich voordeden, getracht naar een oplossing, dan zouden wellicht heel wat structurele problemen in ons land vermeden geworden zijn.

De nieuwe methode concretiseert zich in een zeer snel tempo. Er is reeds een eerste programmatienota. Ik zal daar straks meer over zeggen, in mijn antwoord aan de heer Flamme. In het vijfjarenprogramma zijn de objectieven duidelijk omschreven. Daarnaast hebben wij ook een vijftienjarenprogramma voor openbare investeringen.

De heer De Block. — Spreek daar liever niet over; laat dat maar over aan uw collega van Openbare Werken.

M. Flamme. — Ne vous mouillez pas, Monsieur le Ministre.

De heer Dequae, Minister voor Economische Coördinatie. — Het is toch zo, Mijnheer De Block, dat de eerste vijf jaar van dit programma moeten geharmoniseerd worden in het economisch vijfjarenprogramma.

De heer De Block wees er op dat er in de programmatienota niets of zeer weinig over de landbouw staat. Deze leemte werd aangevuld tijdens de laatste vergadering van het Comité voor de Economische Coördinatie, waar door de Minister van Landbouw een vijfjarenplan werd voorgesteld, met het oog op de versnelling van de ruilverkavelingen en van de bodemsanering, teneinde een zeer groot aantal hectaren landbouwgrond te verbeteren of te recupereren.

Dit programma wordt ook geïntegreerd in het vijfjarenplan.

De heer De Block. — Mag ik u een ogenblikje onderbreken, Mijnheer de Minister? Voor de landbouw is dat ontegensprekelijk zeer belangrijk. Ik heb er echter vooral de nadruk op willen leggen dat onze landbouw dit jaar moet worden ingeschakeld in de Gemeenschappelijke Markt, waardoor hij, zoals u weet, vóór uiterst moeilijke problemen zal komen te staan, niet in de loop van dit jaar, maar in de jaren die volgen. Dit brengt mee dat onze landbouw zich volkomen op hetzelfde peil zal moeten gaan stellen als de landbouw in de andere landen.

Als gij dan zegt dit tot een latere datum te zullen uitstellen, dan zijt gij, geloof me, verkeerd. Het is nu dat gij u moet bezighouden met dit probleem. Het is nu dat onze landbouw in staat moet worden gesteld te kunnen concurreren met de anderen.

De heer Dequae, Minister voor Economische Coördinatie. — Dat is gebeurd. De programmatienota voor de landbouw is vastgelegd en zal bij dit document worden gevoegd. Het geheel zal meer in details in een tweede nota worden verwerkt, die in voorbereiding is.

De heer verslaggever heeft enkele opmerkingen gemaakt die een speciaal karakter hebben. Hij heeft laten verstaan dat de draagwijdte van het expansiekrediet niet louter positief is, omdat het wordt geneutraliseerd door de kleinere stijging van de bankkredieten dan normaal.

U zult echter met mij eens zijn dat, zelfs indien men een normale stijging van de bankkredieten had berekend, het volume van het expansiekrediet nog veel ruimer is dan wat door middel van bankkredieten in normale omstandigheden had kunnen worden geïnvesteed.

De heer De Winter. — Ik heb willen zeggen, Mijnheer de Minister, dat de openbare kredieten in feite slechts in de plaats zijn gekomen van de normale kredieten die destijds door de banken werden toegekend en dat het dus slechts om een verschuiving van de particuliere sector naar de openbare gaat.

De heer Dequae, Minister voor Economische Coördinatie. — Akkoord, maar het is alleszins zo dat die twee volumes niet elkaander dekken. Zelfs indien er alleen maar een zekere verschuiving gebeurt, mogen wij ons toch afvragen of dit op zichzelf zo slecht is. Denkt u werkelijk dat het aangewezen is te investeren op grond van een kredietopening bij de bank?

Ik geloof dat investeringskredieten het best worden gefinancierd door kredieten die daartoe speciaal bestemd zijn. Daartoe wordt voorzien dat de uitkering slechts gebeurt op het voorleggen van facturen van uitgevoerde werken. Ik vind het niet zo normaal met lopende bankkredieten investeringen te doen in onroerende goederen. Het is dikwijls gebeurd dat firma's uiteindelijk in moeilijkheden geraakten — ik spreek uit ondervinding — omdat ze voor hun investeringen te veel bankkredieten hadden gebruikt. Vooral indien zij overgeïnvesteed hadden, kenden zij gebrek aan rollend kapitaal, zodat ze uiteindelijk vastliepen bij gebrek aan financiële middelen.

De heer De Winter. — Ik heb er alleen op willen wijzen dat het geen goede methode is eerst de investeringen van de particuliere sector moeilijker te maken, om ze dan te moeten vervangen door investeringen die worden gefinancierd door de openbare sector.

Wij moeten er ons dan ook rekenschap van geven dat wij de bankwetgeving van 1935 zullen moeten veranderen. Dat vormt trouwens een geheel, dat grondig zou moeten worden besproken.

De heer Dequae, Minister voor Economische Coördinatie. — Daarmede ben ik het volledig eens. Ik wilde dan ook niet wijzen op een verschil van mening; ik wou alleen verduidelijken dat het probleem zeer ruim gesteld is.

De heer De Winter dringt vooral aan op het bevorderen van de bedrijfstakken die nog ruime expansiemogelijkheden hebben. Dat wordt dan ook zeer duidelijk vooruitgezet in de programmienota. De regering heeft die stelling aanvaard.

Maar wij moeten elkaar verstaan. Er zijn natuurlijk bedrijfstakken die expansief gebleven zijn, zoals bv. de metaalconstructie in vele van haar aspecten, zoals ook de chemische nijverheid en de elektronica. Indien men daaruit echter zou willen afleiden dat in de meer traditionele industrieën geen expansiemogelijkheden meer zouden bestaan, dan geloof ik dat wij van een verkeerd idee uitgaan.

Zelfs in bedrijfstakken die in hun geheel niet meer expansief zijn, zijn er nog altijd bepaalde sectoren die nog ruime mogelijkheden inhouden. In de commissie heb ik een paar voorbeelden aangehaald. Van de textielnijverheid denkt iedereen dat die industrie geen expansiemogelijkheden meer heeft. Ik heb dan het voorbeeld genomen van de wollen tapijtweverij en van de « épinglé »-weverij voor de zetelbekleding, die respectievelijk een expansie hebben gekend van 300 en 800 procent sedert de oorlog. Het is in deze zin dat wij de zaken moeten opvatten.

De heer De Winter. — Dat heb ik onderstreept.

De heer Dequae, Minister voor Economische Coördinatie. — De heer De Block heeft meer bepaald en tamelijk lang over het groeiritme gesproken. Hij heeft het aldus voorgesteld dat wij geen vaste diagnostiek hadden omdat wij, enerzijds, zeggen dat het fundamenteel probleem is en er, anderzijds, in de tekst staat dat het groeiritme sinds de bevrijding in zijn geheel voldoening geeft.

Als hij daar een tegenstelling in ziet, zie ik er althans geen. Het wil eenvoudig zeggen dat wij na de bevrijding een zeer snelle groei hebben gekend, zodat niettegenstaande de vertraging van de jongste jaren het gemiddelde over de hele periode nog voldoende is. Het beste bewijs daarvoor is dat wij in 1959 nog altijd op het hoogste peil staan van alle landen der Gemeenschap. Dit wijst er wel op dat wij een behoorlijk groeiritme hebben gekend over heel de periode. U weet trouwens zeer goed, Mijnheer De Block, dat wij voor de oorlog niet op dat peil stonden.

Wanneer wij, anderzijds, zeggen dat het een fundamenteel probleem is, wijzen wij eenvoudig op de toekomst. Wij moeten rekening houden met het steenkolenprobleem en met de weerslag van het Congodrama. Indien wij het groeiritme niet opnieuw kunnen brengen op circa 4 procent, dan geloof ik dat over vijf of tien jaar onze positie in grote mate bedreigd zal zijn. U ziet dus dat er tussen beide uitspraken geen tegenstelling is.

Er is nog een ander misverstand dat ik uit de weg zou willen ruimen. Het is niet juist dat alle kredieten die wij voor investeringen verlenen, bijkomende mogelijkheden voor tewerkstelling bieden. U hebt gewezen, Mijnheer De Block, op de technologische werkloosheid die desgevallend uit de investeringen kunnen voortvloeien. Het is een feit dat bepaalde diepte-investeringen nodig zijn om een bedrijf te helpen zijn produktiviteit te verhogen, zodanig dat het zijn concurrentiële positie tegenover het buitenland kan behouden. Wat betekent dit echter? Indien wij deze investeringen nieuw zouden hebben gedaan, dan zou er een geheel of een gedeelte van de tewerkstelling zijn uitgevallen en dat is toch even erg als het niet verhogen

van de tewerkstellingsmogelijkheden. Ik geloof dan ook dat diepte-investeringen even nodig kunnen zijn als breedte-investeringen, waarbij de aanwending van het kapitaal toelaat meer werkmogelijkheden te scheppen.

In verband met het sparen heeft de heer De Block heel wat cijfers aangehaald. Ik geloof echter niet dat het spaarwezen over het geheel er zo slecht voorstaat.

De heer De Block. — Dat heb ik ook niet gezegd. Ik heb gezegd dat een vergelijking met andere landen aantoonde dat wij ook op dat gebied « en perte de vitesse » zijn.

De heer Dequae, Minister voor Economische Coördinatie. — Dan zal ik daar niet verder over uitweiden. Het is alleszins duidelijk dat wij niet zo zwak zijn, wat het percentage van het sparen betreft. U vindt dat trouwens terug in de programmienota. Wij moeten in vijf jaar tijds een verhoging van 19 tot 21 procent in de hand werken en dat is niet zo moeilijk.

Het probleem situeert zich echter veel meer rond de investeringen die in een periode van vijf jaar een stijging van 54 p. c. zouden moeten bereiken.

Wat de programmatie betreft, deze werd van verschillende zijden aangevallen omdat zij maar een indicatieve programmatie zou zijn. Mag ik er de Senaat op attent maken dat in ons land — en de Centrale Raad voor het bedrijfsleven heeft dat bewezen — alleen een akkoord kan worden bereikt op een indicatieve programmatie?

Dit voorstel werd met eenparigheid van stemmen door de Centrale Raad voor het bedrijfsleven goedgekeurd. Dit betekent wel dat iedereen akkoord kan gaan met deze oplossing, waar er voor bepaalde andere voorstellen niet alleen geen eenparigheid bestaat, maar zelfs geen meerderheid.

Vervolgens werd hier meermaals het voorbeeld van Frankrijk en van Nederland geciteerd. Frankrijk heeft een « Commissariat au Plan » en Nederland een « Planbureau ». Maar het gaat daar ook over indicatieve programmatie. Het is evenmin wat sommigen verstaan onder imperatieve planificatie. Wij inspireren ons van een methode die in de landen die ons omringen, haar degelijkheid heeft bewezen. Ik vind het verkeerd te veronderstellen dat er in deze richting en met die methode geen oplossing kan worden gevonden.

Ik zou er iedereen willen van overtuigen dat het feit dat die methode terzake wordt gevolgd, niet voortvloeit uit een ideologisch inzicht of een bepaalde politieke overtuiging. Het is het resultaat van de ontwikkeling van de economische wetenschap in de laatste twintig jaar. Men heeft aan de hand van cijferreeksen kunnen uitmaken hoe de samenhang is van het economische gebeuren. Hierdoor heeft men ook veel duidelijker kunnen voorzien en bepaalde methodes van beïnvloeding tot stand brengen die vroeger door het ontbreken van deze wetenschap, niet denkbaar waren.

Sommigen wijzen er op dat dit systeem de medewerking van de privé-sector impliceert. Ik meen dat wij moeilijk een andere oplossing kunnen voorstaan.

De heer Louis Desmet vindt het problematisch om met dergelijke medewerking, investeringen te bereiken, niettegenstaande bepaalde vormen van aanmoediging. Mag ik hem dienaangaande een vraag stellen? Denkt hij werkelijk dat men met een systeem van verplichting, dat de economische vrijheid uitschakelt, meer investeringen zou kunnen aantrekken? Er zou trouwens in ons land waarschijnlijk nooit een meerderheid worden gevonden voor zo'n systeem.

De achtbare heer Dekeyser heeft gezegd dat de geplande verhoging van nieuwe werkgelegenheden met 20 000 per jaar, onvoldoende is, dat de werkloosheid daardoor ook geenszins in gunstige zin kan worden beïnvloed. Uit wat de heer Dekeyser heeft gezegd, blijkt dat hij de programmienota niet heeft gelezen. Anders zou hij hebben genoteerd dat de in het vooruitzicht gestelde economische groei van 4 p. c. in zich houdt een vermindering van het aantal werklozen van 45 000 in 1965. Dit brengt het niveau ongeveer op het peil van de hoogconjunctuurperiode van 1957, die door iedereen als een zeer gunstige toestand werd beschouwd.

Hij zou hebben gezien dat daarenboven ook een opslorping geschiedt, van de stijging van de actieve bevolking. Die stijging wordt voor de komende vijf jaar op 84 000 geraamd. Dat maakt tezamen 129 000 nieuwe werkgelegenheden.

Daarbij komt dan nog het inschakelen bij de loontrekkenden van de uitgeschakelde landbouwers en zelfstandigen, wat samen 192 000 maakt. Dat is de draagwijdte van de programmatie.

Inderdaad, indien men van bepaalde zijde het cijfer van 30 000 vooropstelt, dan ziet u onmiddellijk dat het onze nog meer betekent. Men moet zien wat er in dat cijfer steekt, want daarbuiten staat : iedere compensatie van de uitschakeling van arbeiders in bepaalde nijverheden en van de overschakeling van zelfstandigen naar de sector van de loontrekkenden. U ziet, het is veel ruimer dan wat het cijfer 20 000 zegt.

Al die cijfers staan zeer duidelijk in de programmienota.

Anderzijds, meen ik terecht nog te moeten onderstrepen dat men in de laatste drie jaar voor het wetenschappelijk onderzoek in dit land heel wat heeft gedaan. Er is 1 miljard meer dan twee jaar geleden.

In verband met de stuwung in de richting van het wetenschappelijk onderzoek en de bevruchtende binding met de industrie, kan ik u mededelen dat de Nationale Wetenschapsraad, op ons verzoek trouwens, ons een antwoordnota heeft overgemaakt waarin zijn mening wordt uiteengezet omtrent de methode die zou moeten worden uitgewerkt, om bij de wetenschappelijke centra een meer bevruchtende binding te bereiken met de industrie, wat ongetwijfeld de basis moet worden van nieuwe investeringen.

Hoe het ook zij, België beschikt over nog heel wat mogelijkheden om de economische groei opnieuw aan de gang te brengen na de structuuroemoeilijkheden die wij in het verleden hebben gekend. Het jaar 1960 is economisch gezien trouwens niet zo slecht geweest.

Er is gesproken over de prijsstabiliteit. Wij hebben in de voorbije tien jaar nooit een grotere prijsstabiliteit gekend dan in 1960. In december 1959 was het indexcijfer 110,53; in december 1960, 110,34.

In 1960 hebben wij ook een behoorlijke stijging van het nationaal inkomen zien tot stand komen. Wij hebben ook een belangrijke daling van het aantal werklozen gekend. De economische toestand — dat hebben trouwens alle instanties erkend — was dus niet zo slecht.

Als men dat als basis neemt, en wij tegelijkertijd de inspanningen kunnen doen in de richting van meer investeringen, en van een grotere uitvoer — en met dat doel werden de actiemiddelen, ingeschreven op de begroting van buitenlandse handel, verhoogd — en bovendien door het wetenschappelijk onderzoek en de prototypes een meer bevruchtende stuwung kunnen geven aan de industrieën in de nieuwe richting, dat zullen wij heel wat kunnen bereiken en is hetgeen wij vooropstellen niet zo denkbeeldig als sommigen het willen doen voorkomen.

Ik geloof wel dat dit natuurlijk betekent het einde van de gemakkelijheidspolitiek. Ongetwijfeld zal ook van iedereen een inspanning worden gevraagd. Maar ik ben van oordeel dat deze inspanning de moeite loont, want aan wat wij beogen is verbonden de volkswelvaart, die toch het hoogste doel moet blijven van ieder die zich bekommert om het algemeen belang. Ik dank u. (*Handgeklap rechts.*)

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, il y a encore un orateur inscrit dans la discussion, c'est M. Dore Smets.

M. Flamme. — M. Smets a été appelé en dehors de cette enceinte. Il m'a dit qu'il allait revenir et son dossier est d'ailleurs resté à son banc.

Mais, étant donné l'heure déjà avancée, ne pourriez-vous pas lui donner la parole demain matin, Monsieur le Président?

M. le Président. — Comme il est sept heures moins cinq et que nous avons décidé de siéger jusqu'à sept heures, nous pourrions faire droit à cette demande, à condition, bien entendu, que l'intervention de M. Smets, demain matin, soit brève et que nous considérons la liste des orateurs comme close dans la discussion générale du titre I^{er}. (*Assentiment.*)

Il doit, bien entendu, être décidé dès à présent que la séance de demain après-midi sera prolongée, éventuellement même au-delà de sept heures, et qu'à partir de la fin de la matinée et certainement dès 14 heures nous serons amenés à voter sur les articles et amendements.

Het is dus wel overeengekomen dat wij morgen bij het einde van de ochtendvergadering en zeker vanaf 14 uur tot stemmingen moeten overgaan en vanzelfsprekend tot op het einde van de vergadering.

Ceci, Messieurs, est indispensable. Il ne s'agit donc pas de limiter les votes à 17 heures ou même à 18 heures. Sommes-nous bien d'accord? (*Assentiment.*)

Aldus wordt beslist.

M. Moulin. — Monsieur le Président, puis-je vous demander si vous maintenez votre décision de terminer cette semaine la discussion de ce projet de loi?

M. De Block. — On en discutera demain.

M. le Président. — Il est bien évident qu'une partie de cette assemblée le désire. Le Sénat en décidera.

M. Flamme. — Monsieur le Président, les sénateurs de province font un effort pour rester en séance. Il serait souhaitable que celles-ci ne se terminent pas à une heure trop avancée.

M. le Président. — Si le Sénat souhaite terminer cette discussion cette semaine — le vœu en a été exprimé hier, c'est le moins que je puisse dire sans prendre position — nous devons envisager dès à présent une séance vendredi matin et une autre, peut-être très largement prolongée, vendredi après-midi. Le Sénat décidera demain. Mais je désire éviter toute surprise et rappeler que cette décision devra être prise demain.

COMMUNICATION DU BUREAU.

Dépôt d'une proposition.

MEDEDELING VAN HET BUREAU.

Indiening van een voorstel.

M. le Président. — M. Rolin a déposé une proposition de déclaration de révision de la Constitution.

De heer Rolin heeft ingediend een voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet.

Cette proposition sera traduite, imprimée et distribuée. Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

Dit voorstel zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld. Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

Nous nous réunirons demain, jeudi 9 février, à 10 heures et à 14 heures.

De Senaat vergadert morgen, donderdag 9 februari, te 10 uur en te 14 uur.

La stance est levée. De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 19 heures.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 19 uur.*)